

Le congrès du parti unique
en Tunisie

**Le président
Bourguiba
confirme M. Nouri
dans son rôle
de successeur**
LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,20 DA; Argentine, 1,20 AR; Belgique, 1,20 BF; Brésil, 1,20 CR; Canada, 1,20 CA; Chili, 1,20 CL; Chine, 1,20 Y; Colombie, 1,20 P; Espagne, 1,20 Ptas; États-Unis, 1,20 \$; France, 1,20 F; Grèce, 1,20 Dr; Inde, 1,20 Rs; Italie, 1,20 L; Japon, 1,20 ¥; Liban, 1,20 L.L.; Mexique, 1,20 P; Norvège, 1,20 Kr; Pays-Bas, 1,20 Gld; Portugal, 1,20 Esc; Royaume-Uni, 1,20 £; Suède, 1,20 Kr; Suisse, 1,20 Fr; Tchécoslovaquie, 1,20 Kčs; Tunisie, 1,20 M.D.

Tarif des abonnements page 23

A. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4307-23 Paris
Tél. Paris 10 55012
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'influence allemande à l'Est

C'est du temps de l'ancien chancelier Willy Brandt que l'Ostpolitik de la République fédérale d'Allemagne a connu ses grandes heures; mais elle a pris, depuis que M. Helmut Schmidt gouverne à Bonn, une visée de croisière qui atteste, avec moins d'émotion qu'autrefois mais beaucoup d'efficacité, du regain remarquable de l'influence allemande en Europe centrale et orientale. La visite officielle de trois jours que le chancelier fédéral achemine ce jeudi 6 septembre en Hongrie en est un nouveau signe.

Ce séjour aura été le premier d'un chef de gouvernement allemand en Hongrie depuis la guerre et l'établissement de relations diplomatiques, en décembre 1973, entre les deux pays. Mais M. Kadar, numéro un hongrois, est le troisième dirigeant communiste — après M. Kiselev (Bulgarie) et G. G. G. (Pologne) — à avoir rencontré M. Schmidt depuis le début de l'année. Le quatrième même si l'on compte l'entretien qu'avait eu à Moscou M. Keesyguine et le chancelier fédéral lorsque celui-ci s'était rendu, au début de l'été, au sommet socialiste de Tokyo. Comme chef de gouvernement, M. Schmidt a déjà eu, à une ou plusieurs reprises, des contacts avec tous les dirigeants des pays du bloc soviétique, à l'exception d'un seul: M. Brejnev, le « frère ennemi » d'Allemagne orientale.

Avec les nombreux voyages à Budapest non seulement des responsables sociaux-démocrates (M. Brandt en mars 1978 et Wehner en février dernier), mais aussi de ceux de l'opposition (M. Strauss au début août), la Hongrie occupe cependant une place particulière dans l'Ostpolitik allemande. Ces relations politiques très suivies, qui ont un fondement historique ancien, expliquent par le caractère relativement ouvert de la direction de M. Kadar, par l'intérêt que manifestent les dirigeants hongrois à approfondir un dialogue avec la social-démocratie occidentale, mais surtout par l'existence d'échanges économiques bilatéraux intenses.

La Hongrie est le troisième partenaire commercial de la R.F.A. à l'Est, après l'U.R.S.S. et la Pologne, et l'industrie allemande est le deuxième fournisseur du marché hongrois après l'Union soviétique. Durant le premier semestre de cette année, les échanges bilatéraux ont progressé de 15 % grâce surtout à une augmentation notable des ventes hongroises (+ 34 %), ce qui laisse augurer d'une réduction sensible du déficit commercial de Budapest (2 milliards de francs l'année dernière pour un volume d'échanges de 8 milliards).

Le chancelier a marqué d'autre part l'intérêt désormais plus grand de son pays et de la Communauté européenne pour l'idée d'une conférence sur l'énergie avancée par M. Brejnev; il a enfin exposé à son interlocuteur que, du point de vue de Bonn, la modernisation étonnante du dispositif de défense de l'Otan en Europe devait être accompagnée de propositions allant vers une politique de contrôle des armements.

Un éventuel changement d'équipe à Bonn après les élections générales de 1980 serait-il de nature, sinon à remettre en question l'Ostpolitik allemande, du moins à freiner son développement? Malgré le bon climat dans lequel s'était déroulée la visite de M. Strauss à Budapest et la volonté de rassembler les forces politiques, la question a déjà été posée à Varsovie. M. Gierak a rappelé le 1^{er} septembre, à l'occasion du quarantième anniversaire du début de la guerre, que si son pays était prêt à collaborer « avec toutes les forces politiques », de l'Allemagne fédérale, celles-ci seraient jugées à leur attitude envers le traité germano-polonais de 1970, qui entérine la frontière occidentale de la Pologne sur l'Oder-Neisse. Cet avertissement ne peut s'adresser qu'à M. Strauss.

M. Vance qualifie d'affaire « très sérieuse » la présence d'une brigade soviétique à Cuba

La présence à Cuba d'une brigade soviétique de combat forte de deux mille à trois mille hommes est « une très sérieuse affaire », et les États-Unis n'accepteront pas le maintien du statu quo, a déclaré mercredi 5 septembre le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance, au cours d'une conférence de presse. M. Vance a confirmé que ces unités étaient stationnées à Cuba depuis « le milieu et peut-être même le début des années 70 ».

On a par ailleurs appris mercredi soir de source sûre, à Washington, que les États-Unis avaient repris depuis le début de juillet leurs vols de reconnaissance aérienne au-dessus de Cuba.

De notre correspondant

Washington. — Si la présence d'une brigade soviétique de combat à Cuba ne constitue pas un véritable danger pour la sécurité des États-Unis, elle met en péril la ratification du traité SALT 2 et menace d'entraîner de façon durable la tension entre Washington et Moscou.

Le sénateur démocrate Frank Church (Idaho), président de la commission des affaires étrangères, a affirmé mercredi qu'« il n'y a aucune chance que les accords SALT 2 puissent être approuvés aussi longtemps que les troupes de combat soviétiques sont stationnées à Cuba ».

Il venait pourtant de recevoir à huis clos les explications et les apaisements de M. Vance et de l'amiral Turner.

La découverte — tardive — sur l'île caraïbe de deux à trois mille soldats de l'armée rouge équipée d'un matériel moderne, de véhicules blindés et d'artillerie, survenant à un moment où le président Carter qui continue à garder le silence sur cette affaire.

Une « grande différence » avec 1962

C'est M. Vance qui a été chargé d'avertir que les États-Unis prennent les choses « très au sérieux ». Il ne saurait tolérer le maintien du statu quo, a-t-il dit, même si ces troupes sont à Cuba depuis quatre, six ou dix ans. M. Dobrynine, l'ambassadeur soviétique à Washington, actuellement en vacances en U.R.S.S., est invité à revenir aux États-Unis « aussitôt que possible » pour « des discussions sérieuses ».

On s'efforce cependant de faire preuve de sang-froid à Washington. On souhaite dédramatiser la situation malgré les surenchères électorales et le désarroi perceptible au plus haut niveau. « Il nous faut éviter d'entamer le cycle des ultimatum », a confié un haut fonctionnaire.

De fait, M. Vance n'a pas exigé des Soviétiques la rétrocession simple de leur brigade, mais suggéré que les États-Unis pourraient se satisfaire d'un déménagement ou d'un changement de statut de cette unité. « C'est la loi que ces troupes aient une fonction combattante qui est pour nous un sujet de grande inquiétude », a indiqué le secrétaire d'État. M. Vance s'est efforcé de souligner que cette brigade ne dispose d'aucune capacité offensive sérieuse ou navale, notamment de débarquement.

La présence de ces unités à

150 kilomètres des côtes de Floride ne viole aucun accord américano-soviétique, en particulier ceux conclus au lendemain de la « crise des fusées » de 1962, confirmés et complétés en 1970. « Il y a une grande différence » avec la crise d'il y a dix-sept ans, a noté M. Vance, en rappelant que l'U.R.S.S. mettait alors en place des fusées nucléaires.

Installées avant que Cuba n'envoie des dizaines de milliers de soldats en Afrique, ces troupes n'auraient pas pour rôle de se substituer à l'armée cubaine déployée outre-mer. Elles ne violeraient pas non plus la volonté et l'esprit de désarmement de l'actuel chef de la Maison Blanche puisqu'elles n'ont, semble-t-il, pas été renforcées depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche. Leur présence ayant été tenue secrète, elles n'ont influé en aucune manière sur la situation dans les Caraïbes ou en Amérique centrale. De simples manœuvres n'expliquent pas non plus leur maintien pendant plusieurs années sur l'île où l'Union soviétique entretient de nombreuses et importantes installations d'écoutes électroniques et de surveillance des États-Unis et de leurs bases de lancement de fusées.

(Interim.)

(Lire la suite page 3.)

Un budget en trompe-l'œil

Après l'audition de M. Papon, ministre du budget, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, mercredi 5 septembre, les milieux politiques ont commenté les dispositions du budget de 1980. Pour M. Fabius (P.S.), celui-ci ne contient « ni véritable action volontariste ni réformes de fond ». Il n'aboutira, selon M. Ballanger (P.C.), qu'à faire supporter aux Français « une nouvelle dégradation de leurs conditions de vie ». M. Maréte (R.P.R.) estime que le projet

porte la marque d'« un certain immobilisme ». La C.G.C. souligne l'accroissement de l'imposition fiscale sur les salariés (en particulier ceux des tranches les plus élevées), alors que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale « n'est pas suffisante ». La C.F.T.C. juge inadmissible que l'aménagement du barème de l'impôt pour les bas et moyens salaires soit inférieur à la hausse des prix, ce qui entraînera « une nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat des salariés ».

par GILBERT MATHIEU

En cinq ans, les déficits budgétaires cumulés vont avoir dépassé de 135 milliards les chiffres que les gouvernements de MM. Chirac puis Barre avaient fait voter au Parlement dans les lois de finances successives. L'écart est de presque une fois et demie la totalité de l'impôt sur le revenu de cette année; ou encore du quadruple de la fiscalité annulée sur la fortune. Les impôts additionnels de 1975 à 1979, auront atteint 180 milliards, alors que

dépôts et sénateurs, au terme de débats de plusieurs mois chaque année, n'avaient voté qu'un « zéro » total de moins de 24 milliards à six fois moins!

Ce simple rappel des chiffres officiels ne vise pas du tout à reprendre l'antienne illogique des chaires de l'équilibre inconditionnel. Chacun sait, depuis les années 30, que l'outil budgétaire est fait pour servir et qu'en période

de dépression un déficit généralisé de redressement vaut mieux qu'un équilibre perpétuant la crise et aggravant le chômage. C'est bien à tort que, pendant ces années, M. Giscard d'Estaing et — encore en 1978 — M. Barre ont célébré sans nuances les vertus de l'équilibre des finances publiques. En s'éparpillant des propositions de réduction de dépenses, ils ont paralysé la contredite gravement aujourd'hui.

(Lire la suite page 31.)

AU JOUR LE JOUR

Audace

La nouvelle est surprenante, mais vraie : dans son projet de budget, le gouvernement se propose de taxer certains signes extérieurs de richesse, dont l'hélicoptère.

Evidemment, on voit mal combien de personnes pourront être touchées par cette mesure. Mais la paquette, même si la P.S. parle de budget de renouveau et le P.C. de budget d'inflation et de chômage, aura, on le sent bien, les plus extrêmes difficultés à faire des ordonnances de propositions plus sociales que celle-ci.

Un regret, pourtant : que les possesseurs d'hélicoptères soient taxés sans que le soient aussi — leur nombre doit être à peu près semblable — tous ceux qui ont des voitures avec des pare-chocs en or massif.

MICHEL CASTE.

« Si j'étais président... »

« Si j'étais président... », est le titre que Philippe Tesson avait donné naguère à sa critique de « Démocratie française » dans feu « le Quotidien de Paris ». Ce peut être aujourd'hui celui du commentaire qu'inspire la longue et intéressante interview du président de la République dans « Paris-Match ».

Peu d'idées, peu de concepts, peu de mots même qui ne soient justes : le rejet de la société de consommation, le développement du mouvement écologiste, les risques d'essoufflement biologique de l'espèce, la nécessité de la décentralisation, la référence au qualitatif plutôt qu'au quantitatif, la complexité des causes du déclin démographique, la recherche d'activités nouvelles à haute technologie pour aboutir au plein emploi à un niveau élevé de ressources, et enfin l'appel à une croyance collective.

On croirait encore M. Valéry Giscard d'Estaing s'inspirer de l'originalité de ses thèmes du moins de sa constance : dès 1972, il exposait nombre de ses idées en vue d'humaniser la croissance; il n'hésitait alors que ministre de l'économie et des finances, mais qu'il fit à cette époque pour atteindre cet objectif? Devenu président de la République, qu'il fit ou fit faire par ses deux gouvernements pour préparer, intellectuellement et matériellement, le pays à la fin de la société de consommation et au début d'un nouvel âge de l'humanité? Comment une pensée si constante et si personnelle ne s'est-elle pas traduite, ou si peu, dans les esprits et la réalité?

Si M. Giscard d'Estaing était président de la République, il veillerait — ou aurait veillé, — avant d'annoncer la fin de la société de consommation, à ce que les moins favorisés puissent enfin en profiter. Comment peut-il espérer que son discours soit entendu, pas même des années, mais de cette moitié de salariés qui gagnent moins de 3 000 F par mois et des familles nombreuses qui, alors même que les deux époux travaillent ou détiennent de l'éducation des enfants, consomment rarement de la viande et ne partent jamais en vacances, ou du moins jamais ensemble. C'est un exemple parmi d'autres. Pour être admissible, la « société sobre » qu'il envisage supposerait que l'actuelle soit plus juste.

J. F.

(Lire la suite page 20.)

« GUILLAUME TELL » A GENÈVE

Ouverture pour un centenaire

Le Grand Théâtre de Genève vient d'inaugurer la saison de son centenaire, en choisissant, tout naturellement, pour cette célébration, « Guillaume Tell », comme le 1^{er} octobre 1879. Encore que l'œuvre de Rossini, très populaire pendant cent ans, subisse actuellement une durable éclipse (il n'est plus joué que par l'Opéra de Paris depuis 1929, elle n'y a pas reparu après le 4 juin 1932).

Institution florissante, consacrée exclusivement à l'opéra et aux ballets, le Grand Théâtre a connu cependant une histoire mouvementée, et la déléguée aux beaux-arts et à la culture de la ville de Genève rappelle « les très nombreuses, les menaces de fermeture devant l'indifférence du public, le manque d'intérêt parfois pour les œuvres jouées, les échecs retentissants, les conditions souvent in-

voisemblables de la production ». Ces dernières années, il a bénéficié incontestablement de la vogue grandissante de l'opéra, de l'audience populaire qu'assure à Genève, « ville moyenne » de quelque trois cent cinquante mille habitants (avec son canton), sa qualité de grand centre international et de l'excellente gestion artistique de Jean-Claude Riber, qui la dirige depuis six ans.

Aujourd'hui, les spectacles sont remplis de 96 à 100 %, le nombre des abonnés s'est élevé à cinq mille six cent quatre-vingt-cinq, chiffre jamais atteint, et, lors de la récente campagne pour les élections municipales, tous les partis ont réclamé un accroissement du nombre des représentations...

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 25.)

NEMENT CGT A PARIS

renouveler sa proposition à les autres syndicats

La préparation du projet socialiste

Manifestation devant le Printemps

LES DÉCISIONS ESSENTIELLES SERONT PRISES LA SEMAINE PROCHAINE PAR M. MITTERRAND

M. Kadar à Paris a vécu...

Le chancelier fédéral allemand, M. Helmut Schmidt, a vécu à Paris une semaine très riche en contacts diplomatiques et politiques. Il a rencontré M. Kadar, numéro un hongrois, et le troisième dirigeant communiste — après M. Kiselev (Bulgarie) et G. G. G. (Pologne) — à avoir rencontré M. Schmidt depuis le début de l'année. Le quatrième même si l'on compte l'entretien qu'avait eu à Moscou M. Keesyguine et le chancelier fédéral lorsque celui-ci s'était rendu, au début de l'été, au sommet socialiste de Tokyo. Comme chef de gouvernement, M. Schmidt a déjà eu, à une ou plusieurs reprises, des contacts avec tous les dirigeants des pays du bloc soviétique, à l'exception d'un seul: M. Brejnev, le « frère ennemi » d'Allemagne orientale.

MORT DE M. CALVE DOYEN DU SENAT SÉNATEUR DE L'YONNE

Le sénateur M. Calve, doyen du Sénat, est décédé à Paris, le 5 septembre 1979, à l'âge de 88 ans. Il avait été élu sénateur de l'Yonne en 1962 et avait siégé jusqu'en 1978. Il était membre du Sénat depuis 1962. Il avait été élu sénateur de l'Yonne en 1962 et avait siégé jusqu'en 1978. Il était membre du Sénat depuis 1962.

A Radio France

JEAN LUYERE CONTINUANT LA DIRECTION DE L'INFORMATION

Le directeur de la radio, M. Jean Luyere, a été réélu pour une nouvelle période de cinq ans. Il a été élu à la tête de la radio en 1974 et a dirigé la radio jusqu'en 1979. Il a été réélu pour une nouvelle période de cinq ans.

M. ALEXANDRE BALOUZ

NOUVEAU DIRECTEUR DE LA REDACTION DE R

M. Alexandre Balouz, directeur de la rédaction de la radio, a été nommé à ce poste. Il a été nommé à la tête de la rédaction de la radio.

M. Alexandre Balouz, directeur de la rédaction de la radio, a été nommé à ce poste. Il a été nommé à la tête de la rédaction de la radio.

M. Alexandre Balouz, directeur de la rédaction de la radio, a été nommé à ce poste. Il a été nommé à la tête de la rédaction de la radio.

M. Alexandre Balouz, directeur de la rédaction de la radio, a été nommé à ce poste. Il a été nommé à la tête de la rédaction de la radio.

M. Alexandre Balouz, directeur de la rédaction de la radio, a été nommé à ce poste. Il a été nommé à la tête de la rédaction de la radio.

Le Monde

EUROPE

idées

La France, l'Allemagne et le passé

par HENRI REYNAUD (*)

V OILA que, d'un côté du Rhin comme de l'autre, le passé resurgit et vient hanter les mémoires. En R.F.A., on se met à éprouver la vie des hommes politiques, comme rarement l'avait fait jusqu'ici, pour découvrir qu'à telle ou telle date tel responsable a été membre du N.S.D.A.P. Dans le cas du président sortant, Walter Scheel, comme dans celui du président nouvellement élu, Karl Carstens, chacun sait qu'il s'est agi d'une sédition, personnellement formelle, comme bien souvent elle était inséparable à cette époque, et de toute manière sans conséquence. En ce cas, Alfred Grosser a raison de rappeler que la responsabilité de l'ancien président Theodor Heuss — qui ne s'est pas opposé, en 1933, au vote de la loi des pleins pouvoirs, consacrant le règne de la dictature — est autrement lourde. Or, paradoxalement, on n'a pas aussi minutieusement détaillé son passé que celui de ses actuels successeurs.

En France, il suffit d'une déclaration, d'une profession de foi, d'un incident, pour provoquer une vague d'émotion considérable. C'est là la preuve d'un corps social sain, nous dirions. Est-ce si sûr ? Le débat ne devrait pas procéder d'une attitude plus raisonnée, et surtout moins circonstancielle ? Il est tout de même aberrant de songer que, si des poursuites ont été engagées contre Jean Laguy, c'est essentiellement grâce aux déclarations fracassantes de Darquier de Pellepoix, ce, trente-cinq ans après la fin de cette sombre période. En France comme en R.F.A., ce retour sur le passé en dit en fait plus long sur la collectivité qu'il se livre à cet examen de conscience — de la conscience des autres ? — que sur les présumés coupables. Peut-être s'agit-il des exigences d'un souvenir qui sort de son sommeil. Sans doute parce qu'il ne suffit pas, pour surmonter son passé, de désigner des coupables. Quand c'est le corps

société qui a été largement atteint. On nous objectera que la collectivité de cette époque est bien différente de celle d'aujourd'hui. C'est exact. Mais c'est compter sans la mémoire. Or, aujourd'hui comme hier, il ne semble pas que l'opinion publique ait accepté l'idée qu'elle ait pu, à un moment donné, se compromettre. N'est-ce pas pourtant la seule voie possible d'une guérison ?

Le problème se présente certes de manière différente en France et en R.F.A. D'une part, l'identification de l'ensemble des Français à la Résistance, quand bien même une partie d'entre eux s'étaient mieux qu'accommodés de la politique du régime de Vichy, a incontestablement rendu délicat, voire impossible, tout examen de conscience approfondi. D'autre part, comment la collectivité nationale aurait-elle pu adopter une attitude auto-critique, alors qu'elle s'appropriait justement à demander des comptes à un peuple qui avait activement soutenu une dictature épouvantable, à la déroute de laquelle la France avait précédemment contribué ? Le fait d'avoir châté les principaux coupables n'a en rien résolu le problème de fond. Le débat a simplement été éludé. Et cette ambiguïté est aujourd'hui encore sensible, comme le prouve régulièrement la résurgence de certains souvenirs. En Allemagne, au contraire, la faute a été trop évidente pour qu'on cherche sérieusement à la contester. En ce sens, l'attitude de retour sur soi en a, paradoxalement, été facilitée, la littérature allemande de l'après-guerre le prouve bien, aujourd'hui encore.

Il n'en demeure pas moins vrai qu'une certaine similitude existe dans le comportement français et le comportement allemand. En France, c'est bien connu, les coupables, ce sont les autres. On dénonce, on condamne volontiers, mais la collectivité assume-t-elle

véritablement la responsabilité d'un certain passé ? En R.F.A., l'attitude la plus répandue dans la population a d'abord été de dire qu'on ne savait pas. Or, plus le temps passe, et plus il devient évident que l'on savait, que beaucoup — sans doute une majorité — savaient. Des témoignages affluent aujourd'hui pour dire qu'on était au courant, parfois même pour reconnaître qu'il aurait peut-être été possible de faire quelque chose. L'ouvrage récemment paru de Walter Kempowski, *Haben Sie davon gewusst?* (Saviez-vous ?) apporte des révélations troublantes à ce

sujet (1). Et il est irritant, lorsqu'on aborde ce problème avec des Allemands qui ont connu le nazisme, d'entendre chaque fois la même réponse : « C'est la faute à Hitler ! ». Un homme contre un peuple ! Encore faut-il noter que l'attitude est fondamentalement différente selon les générations. Les Allemands nés après la guerre ont sur ce plan des exigences morales que l'on ne rencontre guère chez leurs parents. Alors que l'on pourrait s'attendre à ce qu'ils se désolidarisent d'un passé qu'ils n'ont pas connu, on les découvre souvent tourmentés par ce chapitre de leur histoire, leur malaise n'étant peut-être que la rançon de la — trop — bonne conscience de leurs aînés.

Le rôle de la télévision

Cette similitude entre les comportements français et allemand ne devrait cependant pas faire oublier que la télévision, expression de la collectivité nationale, a en France et en R.F.A. une attitude radicalement différente à l'égard du passé. Alors que la T.V. française se distingue par sa réserve, voire son silence, la T.V. allemande fait preuve d'un courage remarquable, ce que trop souvent on ignore en France. On a insisté sur l'initiative hardie qui consistait à programmer l'Holocauste à la télévision. Mais peut-on mettre sur le même plan l'initiative française et l'initiative allemande quant à cette série ? Les Français, pour leur part, cherchent à établir des comparaisons, mesurer, à partir de cet exemple, la décalage qui existe entre les deux pays dans ce domaine. Joseph Roux notait il y a peu dans ces colonnes (*Le Monde* du 14 février 1978) que, dès le début des années 60, une série de treize émissions d'une heure chacune sur le III^e Reich avait été programmée par la T.V. allemande, et que cette série avait, depuis, été reprise deux fois déjà. Et sait-on que la quarantième anniversaire de la Nuit de cristal a été, en novembre dernier, l'occasion de contributions très documentées sur ce sujet ? Sait-on enfin qu'en septembre 1978 la T.V. allemande a projeté, à une heure de forte écoute, un reportage sans complaisance sur les procès de Minsk, invoquant pour ce sa « mission de service public », au regard au fait que la grande presse négligeait couplement cet événement ? Par ces aspects, la télévision allemande offre incontestablement l'exemple d'un médium qui remplit véritablement sa fonction de service public, et elle est loin de se résigner, comme le croient trop de Français, à l'émission XY, associant les citoyens allemands à la recherche des criminels et autres malfaiteurs.

Sur ce plan donc, la T.V. française aurait peut-être intérêt à tirer, à sa manière, les leçons allemandes.

(*) Walter Kempowski, *Haben Sie davon gewusst?* Deutsche Antworten, Murecht Klaus Verlag, Hamburg, 1978.

IL Y A CINQUANTE ANS

Une occasion manquée : le projet Briand

par JEAN-LOUIS BURBAN (*)

I l y a cinquante ans, le 7 septembre 1929, Aristide Briand prononçait à la tribune de la Société des Nations l'un des discours les plus fameux de l'entre-deux-guerres. Il proposait ce jour-là aux vingt-six États d'une « Société des Nations », qui, en l'absence des États-Unis et de l'U.R.S.S., eût mieux fait de s'intituler la « Société des Nations européennes » — un premier projet d'union de l'Europe.

« Ici, avec quelque préoccupation, je pourrais dire avec quelque inquiétude, qui fait naître en moi une timidité dont vous voudrez bien m'excuser, j'aborde un autre problème. Je me suis associé pendant ces dernières années à une « propagande active en faveur d'une idée qu'on a bien voulu qualifier de généreuse, peut-être pour se dispenser de la qualifier d'imprudente. Cette idée, qui est née il y a bien des années, qui a hanté l'imagination des philosophes et des poètes, qui leur a valu ce qu'on peut appeler des succès d'estime, cette idée a progressé dans les esprits par sa couleur propre. Elle a fini par apparaître comme répondant à une nécessité. Des propagandistes se sont réunis pour la répandre, la faire entrer plus avant dans l'esprit des nations, et j'avoue que je me suis trouvé parmi ces propa-

gandistes (...). Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral (...). C'est ce lien que je voudrais m'efforcer d'établir. Récemment l'association agra surtout dans le domaine économique. C'est la question la plus pressante. Je crois que l'on peut y obtenir des succès. Mais je suis sûr aussi qu'au point de vue politique, au point de vue social, le lien fédéral, sans toucher à la souveraineté d'aucune des nations qui pourraient faire partie d'une telle association, peut être bienfaisant. »

Il pensait faire un discours inaugural. C'était en fait un discours d'enterrement puisqu'il survenait un mois jour pour jour avant le « Jeudi noir » de Wall Street qui allait marquer le début de l'effondrement de l'économie mondiale, la montée du chômage, la déflation et, partant, de la résurgence du nationalisme. Mais personne ne pouvait alors deviner que la crise serait durable, et Briand déposait le 1^{er} mai 1930 un « mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne » rédigé par le futur Saint-John Persé, secrétaire général du

Qual. Le mémorandum de 1930 proposait des institutions communes : conférence des États, comité politique, secrétariat et même tribunal européen, tous organes que l'on retrouve mutatis mutandis dans les Communautés européennes actuelles. Les vingt-six gouvernements de l'époque avaient trois mois pour se prononcer sur le mémorandum. Leurs réponses parvinrent effectivement pour le 15 juillet. Mais un seul État, la Yougoslavie, acceptait pleinement les institutions communes. Les autres restaient vagues et la réponse britannique était nettement hostile. Aussi le mémorandum fut-il enterré par le moyen classique de la création d'une commission d'étude, qui se sépara en 1932 après avoir siégé en vain une dizaine de fois.

Malgré son optimisme impénitent de Breton et de socialiste, Aristide Briand fut très affecté par l'échec de la fédération européenne, qui aurait été l'aboutissement logique de son œuvre de pacifiste, de son « pacte de Kellogg » et de son « pacte de Locarno ». Et puis, avec ce sens aigu de l'ingratitude qui le caractérisait, la classe politique de la III^e République s'empessa de l'évincer de la présidence de la République au profit d'un Paul Doumer, comme elle avait précédemment évincé Clemenceau. Définitivement écorné, Briand mourra quelques mois plus tard. On serait tenté de dire heureusement, car quatre ans après, en septembre 1933, il aurait entendu Goebbels vociférer à la tribune de la S.D.N. et tenir un tout autre langage. Et comme la Hollande déposait un projet de motion condamnant les premières mesures antisémites prises par le Reich, Goebbels utilisait ce procédé classique de l'amalgame, qui marche toujours si bien dans les organisations internationales, en déposant un contre-projet demandant entre autres la libération des Bretons !

Les sondages font apparaître que le 10 juin 1979 ce sont d'abord les personnes âgées qui se sont déplacées pour être le Parlement européen au suffrage universel. Comment s'en étonner ? Ce faisant, elles ont essayé de rattrapper l'occasion manquée des années 30. Et, au passage, elles ont pris une revanche sur l'époque pluvieuse qui devait suivre cette génération, et pas seulement les Allemands, se sentant confusément corresponsables.

(*) Chargé de cours à la faculté de droit de Metz.

Déjà l'expression « Marché commun »

Que proposait Briand et Léger ? Exactement ce qu'on continue de proposer cinquante ans plus tard. Le mémorandum comportait même l'expression « marché commun » ! L'abolissement des barrières douanières (réalisé en 1964), l'union économique et monétaire (Plan Werner de 1970, puis S.M.E. en 1978), la libre circulation des personnes, etc., tout cela se trouve dans les propositions Briand-Léger. Habituellement, les politiciens français qui ont le record de participation ministérielle sous la III^e République (vingt-cinq fois ministre, onze fois président du conseil) se bornent sur le plan politique à proposer « une sorte de lien fédéral », abandonnant aux juristes l'épineuse question de la formulation juridique de ce « lien » : « Fédération », « Confédération », « Union » ?... Cinquante ans plus tard, les juristes en descendent encore ! Et, pourtant, les rapports sur l'union politique n'ont pas manqué : plan Fouchet en 1962, rapport Vedel en 1972, rap-

port Tindemans en 1975, et bientôt rapport de trois « sages », qui furent autant d'échecs en ce qui concerne les trois premiers, bien que, parallèlement, les divers sommets européens aient créé l'ébauche d'une coopération politique européenne à partir de 1969.

BIBLIOGRAPHIE

L'Union soviétique et les Allemagnes de Renata Fritsch-Bournazel

D EUX dames mûres, vêtues comme à la Belle Époque, occupent toute la couverture de ce livre, éblouissant presque le titre et le nom de l'auteur. C'est dommage : car si le propos du maquisard n'est pas d'une clarté évidente — on a peine à imaginer l'U.R.S.S., même « rangée des voitures », sous les traits d'une de ces grandes bourgeoises repeintes, — le sujet de l'ouvrage, publié avec le concours du C.N.R.S., mérite de retenir l'attention, puis-que nous sommes en France, à notre connaissance, en France, qui traite exclusivement des relations soviéto-allemandes. Quant à l'auteur, attachée de recherche à la Fondation des sciences politiques, on lui doit un excellent *Rapport* (1). Une nouvelle fois, Renata Fritsch-Bournazel montre sa parfaite connaissance du problème traité, la prudence et la finesse de son jugement, ses dons de clarté et de concision.

Sauf à résumer à grandes guides, dans le premier chapitre, les buts de guerre des alliés de la deuxième guerre mondiale, et les contradictions qui apparaissent dès cette époque dans la politique soviétique à l'égard du Reich, le récit commence pour l'essentiel à la conférence de Potsdam qui, infiniment plus que Yalta, a cherché à donner une solution au problème allemand. Comment

l'affaire des réparations a fait obstacle aux décisions alors prises et entraîné la division de l'Allemagne, c'est ce que l'auteur raconte parfaitement. Il lui reste ensuite à expliquer par quels chemins — la « décision allemande, après avoir été un obstacle à la détente, en est devenue une composante ». Que le mérite en revienne pour une large part au parti social-démocrate et à Willy Brandt, ce n'est pas contestable : il n'était pas facile de persuader l'opinion allemande que le seul moyen d'éviter de figer le statu quo de façon définitive « était de l'accepter ». L'U.R.S.S. était de surcroît « loin de partager ce postulat implicite de l'Occident ». Moyennant quoi, en contraste avec sa politique antérieure, il est apparu clairement, dès le printemps 1969, qu'elle entendait inclure la R.F.A. « dans la détente et se passer de sa jonction traditionnelle d'épouvantail unificateur de la communauté socialiste ». Entretemps, il est vrai, le rideau avait été tiré sur le printemps de Prague et sur les illusions qu'il avait pu faire naître.

Mme Fritsch-Bournazel décrit très bien les résistances que Moscou a eu à vaincre du côté de Berlin-Est, contraint à renouer à ses prétentions sur Berlin-Ouest

et ses voies d'accès. Elle constate aussi que l'Occident, bien qu'elle ait décliné en un sens de la politique d'ouverture à l'Est du général de Gaulle, a entériné, en fait, son échec dans la mesure où elle a privé la France de son rôle de médiateur entre Bonn et Moscou. La conclusion est prudente, comme il sied. « Pas plus que la conférence sur la sécurité européenne (celle d'Helsinki), le traité germano-soviétique de 1970 de Moscou n'exclut des changements futurs dans l'équilibre Est-Ouest auxquels l'Allemagne, située au cœur de l'Europe, échapperait difficilement. D'un autre côté, cependant, la reconnaissance du statu quo, y compris le maintien des deux alliances et des deux types de régime en Europe, stabilise, pour un temps indéterminé, le cadre multilatéral qui seul permet de relier les relations des deux Allemagnes et des deux Grands aux intérêts de l'Europe dans son ensemble et de ses différents pays. »

ANDRÉ FONTAINE.

* Renata Fritsch-Bournazel : *L'Union soviétique et les Allemagnes*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Un volume de 288 pages.

(1) *Rapport*, naissance d'un mythe. Un volume, aux éditions Armand Colin. (*Le Monde* du 24 janv. 1973.)

Quel que soit le style de votre immeuble REMPLACEZ VOS FENÊTRES VETUSTES OU INEFFECTIVES.



VOTRE VIEILLE FENÊTRE TRADITIONNELLE Inconvénients

- Laisse passer :
• Le bruit
• Le froid
• L'humidité
• La poussière
• Se déforme
• Se bloque
• Nécessite de l'entretien

VENTE DIRECTE D'USINE POSE COMPRISE, DEVIS GRATUIT SERVICE CONSEIL EN ARCHITECTURE

FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION 56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff - Tél. : 657.46.61

JE SUIS INTERESSÉ PAR :

- ☐ Le catalogue détaillé des fenêtres ARCADIA RÉNOVATION
- ☐ La visite d'un technicien ARCADIA RÉNOVATION pour une étude gratuite avec devis

Nom _____ Adresse _____

Tél. _____

À retourner à : FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION 56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff

Nous avons proposé au prince Saïd l'Union du Front uni et de l'État

chancelier du Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Le Front uni du Kazakhstan

Une occasion manquée : le projet Briand

**Le « programme d'union »
présenté par les Khmers rouges
est largement inspiré par Pékin**

tre part été expulsé de La Havane, où il était venu rendre compte du sommet. Aucune raison n'a été donnée à cette mesure.

A Moscou, enfin, ni la « Pravda » ni les « Izvestia », qui accordent pourtant une grande importance à la sixième conférence des non-alignés, n'ont encore rendu compte du discours au maréchal Tito.

celles-là mêmes qui se sont opposées au droit du peuple kamou-chéen à se soulever pour renverser les trinités Pol-Pot-Teng Sary, au droit du peuple kamou-chéen de défendre, de protéger les autres peuples vietnamiens, laotiens et kamou-chéens de s'unir et de s'entraider face à l'ennemi commun : l'impérialisme états-unien. Ce sont elles qui ont soutenu sous une forme ou sous une autre l'agression de l'impérialisme contre le Vietnam, tant comme l'agression de l'échin contre le Vietnam, que l'agression du Vietnam et vietnamiens. Ce qui mérite l'attention c'est que ce sont Pékinisme et Washington qui orient le plus fort au sujet du droit à l'autodétermination du peuple kamou-

Les autorités cubaines avaient annoncé le tenue d'un conférence de presse par M. Heng Samrin, le président du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuché. En fait, c'est le ministre des affaires étrangères du gouvernement mis en place par les Vietnamiens à Phnom-Penh, M. Hun Sen, qui fut présenté pour la première fois aux journalistes.

tué d'une
 autoritaire
 mg Sary,
 à tous
 les
 tionnaires
 à leur
 d'un ter-
 reur, mais
 teur en

mais il ne reconnaît pas notre
 tute. Après la libération (de jan-
 vier), il a mené des activités de
 sabotage sur la scène internationale
 d'un "vieux" pays de l'organi-
 sationisme chinois et, à l'heure
 actuelle, l'ennemi de notre peuple. »

M. Hun Sen a aussi indiqué que
 quatre millions et demi de Cam-
 bodgiens qui avaient été dispersés
 sous le précédent régime avaient
 été autorisés à regagner leurs
 foyers, mais que les autorités
 devaient faire face à la lourde
 tâche de leur apprendre à vivre
 les États et organisations interna-
 tionales.

De notre envoyé spécial

tion du Vietnam et de Cuba pour nous tenir à l'écart de la conférence. Aux Nations unies, ces deux pays ne sont pas les bienvenus.

Sur la situation dans son pays, le président du Kampuchéa d'extrême gauche porte le jugement suivant : « Les Américains ont fait à raison des plates, nous sommes parvenus à mettre en place les principales bases d'une action de libération. Nous avons des unités organisées en petites unités qui mènent leurs actions à travers tout le territoire, et notamment dans les zones dites « zones rouges » vietnamiennes. Il apparaît nettement depuis cette époque que la population commence à bouger. Nous nous sommes donc donné l'objectif et même à éliminer physiquement des Vietnamiens. Nous nous sommes que les gens de Hanoi ne peuvent pas intervenir de longue durée. Ils espé- raient en finir rapidement avec nous, mais nous leur avons opposé une forte résistance politique. Contre eux, nous avons eu plusieurs vic- tories. Ils ont subi de lourdes pertes. »

« Le danger aujourd'hui pour tous les Khmers est qu'ils perdent leur nation et leur patrie. C'est pourquoi M. Khieu Samphan renouvelle l'appel lancé en juin (1975) du Monde du 2 juin) par M. Ieng Sary, son ministre des Affaires étrangères. « Il est du devoir de tous les Khmers de réaliser le plus grande union nationale pour lutter contre l'agresseur vietnamien. Nous faisons tous les efforts dans ce sens. Cette union se réalise peu à peu, et les colles sont réduites. Les agents du service officiel ne peuvent pas servir officiellement, nous dit-il ».

(Suite de la première page.)

« Cette question sans réponse à Washington: comment ces deux à six mille soldats étrangers et leurs hommes tout-à-fait américains, pendant longtemps à l'attention des services de renseignement américains? Un mauvais point pour l'ambassade? Je cherche encore à expliquer l'absence d'avis de la C.I.A. en Iran l'erreur d'évaluation du potentiel iranien, qui a conduit à la décision de faire atterrir les troupes américaines stationnées en Iran au Sud.

suivre, affirme M. Vance, qui souligne l'importance fondamentale de ces

accords. Il n'en reste pas moins que le secrétaire d'Etat a lié l'avenir du traité SALT 2 à la réponse que les Soviétiques fourniront sur leur présence militaire à Cuba.

Le seul élément de satisfaction à Washington est que cette affaire éclaire au grand jour — est-ce vraiment un pur hasard ? — au moment

VIENT DE

où se tient à La Havane le sommet des pays non alignés. « La p

PARAITRE

● PLUS DE VINGT - HUIT MILLE INSTITUTEURS étaient en grève, mercredi 5 septembre, dans douze Etats pour réclamer des traitements plus élevés et pour protester contre la violence dans les établissements scolaires et

Klaus Föcher, qui avait été exclu au mois de juin, avec huit autres dissidents, de l'association des écrivains de R.D.A., a annoncé, le mercredi 5 septembre à Berlin-Est, qu'il avait obtenu un visa pour se rendre à l'Ouest. — (A.F.P.)

Mais si l'U.R.S.S. ne se montre pas compréhensive, il n'est pas sûr que la Maison Blanche — on laisse entendre discrètement, — décide de changer de tactique. Carter préférant alors tenter de remonter sa popularité en fai-

preuve de fermété. « Il est impossible de tirer un trait et cette fois est Cuba », a déclaré Richard Stone, sénateur démocrate de Floride. Voilà une rhétorique qui pourrait être la base d'une tactique électorale, pas très originale mais efficace pour un président accusé de laxisme et d'indécision.

En attendant, les auditions du Sénat sur SALT 2 doivent se pour-

BUCHET / CHASTEL

18, rue de Conde - 75002 Paris

ns

PARIS MATCH

cette semaine

**L'événement politique de la rentrée.
Le Président de la République
donne une importante interview à
Paris Match.**

LA FRANCE FACE AU NOUVEL ETAT DU MONDE

« Nous allons vers un monde non maîtrisé... »

« L'idée de la " prochaine guerre " a disparu et c'est un changement positif. »

« La société de consommation a dévasté une partie de nos côtes, de nos montagnes, de nos villes. »

**« Une société ne peut pas vivre longtemps
sans croyance collective. »**

« Nous sommes à un moment important...
que je comparerai au passage d'un détroit. »

TOUS LES JEUDIS PARIS MATCH LE POIDS DES MOTS LE CHOC DES PHOTOS

Tirage : 885 000 exemplaires - C.E.S.P. - 3 967 000 lecteurs.

ST. PAUL, Minn., June 10 (AP) — The U.S. Supreme Court today rejected a challenge to the constitutionality of the federal law that requires the production of documents and testimony in connection with the investigation of the assassination of President John F. Kennedy.

L'ECOLE VIVE

I. Grade Worker, (and
 numerous others)
 a temporary position
 a good salary of \$10
 a good benefit plan
 a good part time job
 a good DUT for you
 on 17 September 1977
 announced! Only
 12 September. a
 from your contacts
 telephone a 17
 177 10 22

UN
POUR
KE
ILL

Avic annonce une
nouvelle partie de son
Avic vous propose une
Ford Fiesta... du volant
TTC. Informations dans
tous les véhicules à partir
Toulouse, Nantes, Paris

GRAND HOTEL

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DIPLOMATIE

ASIE

Moscou craint que la Chine ne veuille donner une « deuxième leçon » au Vietnam

De notre correspondant

Moscou. — Chaque camp a ses préoccupations. Les Américains, avec la présence de troupes soviétiques à Cuba, les Soviétiques avec les projets américains en Asie. Depuis la visite du vice-président Mondale en Chine, les dirigeants de Moscou expriment une inquiétude qui n'est pas due seulement aux nécessités de la propagande même s'il y a évidemment un aspect tactique dans leurs attaques contre Pékin. Alors que les négociations soviéto-chinoises doivent commencer dans les prochaines semaines à Moscou, ils veulent indiquer qu'ils demeureront fermes dans leur soutien à leurs alliés vietnamiens.

Mais au-delà de ces manœuvres diplomatiques, les Soviétiques ont d'autres soucis. Dans l'immédiat, ils craignent qu'avec la fin de la saison des pluies les Chinois ne soient tentés de donner une « deuxième leçon » au Vietnam. Une attaque chinoise les placerait dans une situation délicate, car si, au mois de février dernier, ils ont pu tirer des avantages diplomatiques de leur modération et de leur relative passivité, il leur serait difficile de rester une deuxième fois inactifs. Or ils demandent si les dirigeants de Pékin ne vont pas se sentir encouragés dans leurs « visées hégémoniques » par les propos du vice-président américain. Nous espérons que la visite de M. Mondale à Pékin n'aura pas les mêmes conséquences que la visite de M. Deng Xiaoping au Japon aux Etats-Unis, ont-ils dit en substance à un membre de la délégation sénatoriale américaine qui était à Moscou à la fin du mois dernier.

Un « triangle antisoviétique »

L'agence Tass est plus explicite : le sens profond des déclarations de M. Mondale sur les « multiples intérêts bilatéraux et stratégiques communs à la Chine et aux Etats-Unis », écrit-elle, c'est que « les dirigeants de Pékin préparent intensément une nouvelle agression contre le Vietnam et qu'ils s'efforcent à ce sujet avec Washington ». Avec « propos provocateurs », le vice-président Mondale a été « plus franc » que les dirigeants américains en janvier dernier devant M. Deng : il a pratiquement donné le feu vert, se contentant d'en appeler à « l'auto-modération » chinoise. Tass considère que cette « auto-modération » n'a rien d'étrangement le concept de « pacification » auquel se réfèrent les puissances occidentales par rapport au Vietnam. « Avant la deuxième guerre mondiale, et les Soviétiques d'ajouter que les assurances de M. Mondale sur le fait que les relations sino-américaines n'étaient dirigées contre personne sont « des paroles en l'air », démenties par les mesures pratiques prises par les deux pays. Les Soviétiques mettent implicitement en garde les pays du Sud-Est asiatique qui seraient tentés d'accepter cette « tutelle américano-chinoise » pour se garantir contre la politique expansionniste du Vietnam. La formation de cette région en zone de paix et de progrès n'a rien de commun, déclarent-ils, avec la présence militaire américaine, avec l'ingérence dans les affaires intérieures, ni avec la tendance de la Chine à l'agression et à l'encouragement des rébellions. A plus long terme, les Soviétiques, qui ont eux-mêmes renforcé ces derniers temps leur potentiel militaire dans le Pacifique, soupçonnent les Américains de vouloir créer une « triple alliance » en Extrême-Orient. Ils ont relevé la première visite en

● Le prince Takahito Mikasa, frère cadet de l'empereur Hiro Hito du Japon, est arrivé mercredi 6 septembre à Paris. Il est ce jour l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing. Il se rendra dimanche à Grenoble pour assister à un congrès d'égyptologie.

● Le Koweït a confirmé, jeudi 6 août, que le cheikh Jaber, chef de l'Etat, avait invité le président Giscard d'Estaing à venir en visite officielle dans l'émirat (le Monde du 3 août).



Séminaire, convention au Grand Hôtel.
Place de l'Opéra, Paris.

Mémoires et notes de conférences. Equipement ultra-moderne.

Possibilités de parking :
OLYMPIA 2, rue Cassanin
LA VILLETTE 10, rue de Valenciennes
PARIS 10, rue de Valenciennes
LYON 2, rue de Valenciennes

GRAND HOTEL
Place de l'Opéra - 75001 Paris
Tél. : 266-33-30 (poste 851)

Un Britannique va présider la commission de l'agriculture de l'Assemblée européenne

Un Français et un Italien élus vice-présidents

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Comme prévu, Sir Henry Plumb, ancien président de la National Farmer Union, la centrale syndicale paysanne britannique, et ancien président du Comité des organisations professionnelles agricoles de la C.E.E., a été élu mercredi 5 septembre président de la commission de l'agriculture de l'Assemblée européenne. Reflet de l'inquiétude suscitée en France par la perspective de voir un Anglais, c'est-à-dire quelqu'un supposé par nature peu favorable à l'agriculture politique agricole commune, occuper ce poste, deux Français étaient mis sur les rangs, M. Maffre-Baugé, présenté par les communistes, et M. Buchou, du groupe DEF, où siègent les parlementaires R.P.R.

Sur 37 voix exprimées, M. Plumb en a recueillies 22. M. Maffre-Baugé 5, M. Buchou 2. Il y a eu 10 abstentions. Outre les parlementaires communistes, deux socialistes français, Mme Cresson et M. Souta, ont voté pour M. Maffre-Baugé.

Parmi les trois vice-présidents,

deux Français ont été élus, MM. Debattiste et Caillaud, tous deux élus sur la liste conduite par Mme Veil. Ce pendant, M. Caillaud s'est inscrit au groupe libéral du Parlement européen. M. Debattiste, ancien président de la F.N.S.S.A., a rejoint le groupe démocrate-chrétien. Le troisième vice-président est un socialiste italien, M. Ligios.

Lors d'une conférence de presse, mercredi, Mme Veil a indiqué que, contrairement aux supputations faites en France, elle ne s'était d'aucune manière engagée en juillet auprès des conservateurs britanniques à favoriser la candidature de M. Plumb en contrepartie de leur appui à sa propre élection à la présidence de l'Assemblée. Elle a expliqué qu'aux termes d'un arrangement conclu entre les présidents de groupes, la répartition des présidences de commission s'était faite selon un système proche de la proportionnelle.

Interrogée sur l'intention prêtée à M. Chirac de démissionner de l'Assemblée européenne, Mme Veil a répondu que parmi les « bruits parisiens », elle avait effectivement entendu dire que tel était le projet du président du R.P.R. Elle a ajouté que le problème du cumul des mandats devrait de toute façon être abordé par l'Assemblée, notant que dans le cas de M. Chirac, en dehors de toute considération de nature politique, et en dépit de sa grande énergie, il pourrait éprouver effectivement des difficultés à exercer les nombreuses activités dont il a la charge.

Mme Veil a indiqué qu'un arrangement avait été conclu avec le groupe de coordination des parlementaires indépendants, ainsi qu'avec les non-inscrits quant à leur participation aux commissions. Elle a insisté sur le fait que l'Assemblée de définir le droit des courants minoritaires dans un esprit libéral.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'ECOLE VIOLET COMMUNIQUE

L'école Violet, école d'électricité et de mécanique industrielle délivre un diplôme d'ingénieur reconnu par l'Etat.

Les concours d'admission, ouverts d'une part aux élèves sortant de Mathématiques Spéciales, d'autre part aux étudiants titulaires d'un D.E.U.G., d'un D.U.T. ou d'un B.T.S., auront lieu les 13, 14, 15 et 17 Septembre 1979.

Attention ! Date limite d'inscription le 10 Septembre.

Pour tous renseignements ou inscription, téléphonez à l'Ecole Violet : 577.30.84 ou 577.30.88.

AVIS:

UNE VOITURE
POUR LE WEEK-END
KILOMETRAGE
ILLIMITE POUR
295 F.

Avis annonce une très bonne nouvelle aux parisiens qui aiment partir en week-end : le forfait week-end Avis. Avis vous propose une voiture catégorie A (Renault 5 GTL Ford Fiesta...) du vendredi 17h au lundi 9h, pour 295 F.T.T.C., kilométrage illimité. Ce forfait week-end est également valable à partir de : Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Strasbourg, Lille.

* Essence et assurances complémentaires non comprises. Voiture rendue à la station de départ.

Adresse de nos agences parisiennes : 5 rue Bixio (Invalides) 75007 Paris. Tél. 550.32.31

Tour Gamma, 193 rue de Bercy 75012 Paris, Tél. 628.99.91 99 avenue du Général de Gaulle 92200 Neuilly, Tél. 747.10.70
78 avenue Pierre Grenier 92100 Boulogne, Tél. 609.04.30 150 rue de Noisy-le-Sec 93170 Bagnole, Tél. 858.72.60

AVIS

Chine

DÉMAOÏSATION (Suite)

Une querelle vive avait agité la Chine pendant la révolution culturelle. Il s'agissait de savoir si « un se divise en deux » ou plutôt si « deux fusionnent en un ». De la réponse, semblerait-il, dépendait l'avenir du régime. Mao Tse-tung et ses partisans défendaient la thèse selon laquelle « un se divise en deux », en d'autres termes : la loi de la contradiction inhérente aux choses, aux phénomènes, ou loi de l'unité des contraires, est la loi fondamentale de la dialectique matérialiste. (De la contradiction, 1937). Par contre, les « révisionnistes » de la clique Liu Shaoqi - prônant la thèse de « deux fusionnent en un », impliquant qu'un compromis, voire une alliance entre des opinions contraires, était possible du souhaitable. La revue *Tel Quel*, du temps qu'elle était maoïste, avait consacré de longues pages à cette « lutte entre deux conceptions du monde », sous la plume de Philippe Sollers (1).

Les dirigeants actuels de Pékin viennent de porter un nouveau coup à la pensée maoïste en réhabilitant un éminent philosophe, qui avait été un temps vice-directeur de l'école supérieure du parti, M. Yang Xianzhen, et qui fut l'un des tenants de « deux fusionnent en un ». M. Yang a même été autorisé à s'exprimer dans le numéro 5 du mensuel *Etudes philosophiques*, nous ont appris l'agence Chine

nouvelle et le *Quotidien du peuple*. Il déplore que la controverse n'ait pas donné lieu à une « discussion en toute liberté ». Un autre opposant au Grand Timonier vient lui aussi d'être réhabilité. Il s'agit de Zhang Wenpan qui, sous le pseudonyme de Lo Fu, fut secrétaire général du P.C.C. de 1955 à 1959. Ancien élève aux Etats-Unis, il se rendit ensuite à Moscou, d'où il revint en 1960 avec le groupe dit des « vingt-huit bolcheviques » envoyés par le Kremlin pour remettre de l'ordre dans un parti qui se permettait — déjà — des libertés par rapport à la ligne stalinienne. Le chef de ce groupe, Wang Ming, est mort récemment à Moscou où il s'était réfugié. Zhang Wenpan, revêtu le *Quotidien du peuple*, est décédé en 1978 après avoir été persécuté comme tant d'autres « révisionnistes » de la vieille génération.

L'organe du comité central du P.C. chinois publié par ailleurs un article posthume de Zhang Wenpan dans lequel ce dernier affirmait que « au bout du compte, c'est l'économie qui détermine la politique ». La politique se trouve donc chassée du « poste de commandement » où l'avait hissé Mao Tse-tung pour qui il fallait être « rouge » avant d'être « expert ».

P. de B.

(1) Numéro 42-49 de 1972

SELON LE « QUOTIDIEN DU PEUPLE »

Les partisans de la « bande des quatre » sont nombreux et actifs en Mongolie intérieure

Le *Quotidien du peuple* a sévèrement critiqué, mardi 4 septembre, la situation en Mongolie intérieure. Selon l'organe du P.C. chinois, « des dizaines de milliers de personnes — d'ethnie

mongole et chinoise — sont mortes, victimes de persécutions » pendant la révolution culturelle dans cette province et les partisans de la « bande des quatre » ne semblent pas y avoir été encore éliminés.

Citant le premier secrétaire du parti pour la province, M. Zhou Hui, le journal affirme qu'un grand nombre de partisans des « quatre » sont organisés en « factions » et « remettent » toujours en cause les ordres venus de Pékin. « Voilà bientôt trois ans que nous attendons, a déclaré M. Zhou, mais nous ne voyons toujours pas de plaider coupables... Des cadres rétrogrades ont rendu leur âme et sont, en réalité, les chefs de file des rebelles, capables d'incidents sanglants qui ont causé d'immenses pertes en vies humaines et en biens. »

Certains personnages en cause ayant « directement participé aux injustices commises » en Mongolie intérieure sous les « quatre » refusent de reconnaître leurs « crimes », se prétendant l'objet de « persécutions » continuées de se montrer « hostile au parti ».

Ils ont même donné « rendez-vous dans quinze ans » aux personnes chargées d'enquêter sur leur activité sous-entendant, s'indigne le *Quotidien du peuple*, que d'ici là la ligne politique aurait changé. « L'entêtement » de ces « factions » a été « souligné » par les autorités et la vigilance du parti « s'est redoublée », ajoute le journal.

LA CHINE AURAIT EXPÉRIMENTÉ UN MISSILE INTERCONTINENTAL

Pékin (A. P. P.). — La Chine aurait expérimenté avec succès au printemps un missile intercontinental, a-t-on indiqué le mercredi 5 septembre dans les milieux diplomatiques, citant des sources officielles chinoises. Deux autres expériences de missiles de portée intermédiaire auraient aussi été effectuées au début de l'année. En revanche, aucun nouveau n'a filtré sur le lancement d'un nouveau satellite chinois, le *Wenhuo*, qui avait été annoncé en juin par un scientifique chinois en visite au Japon.

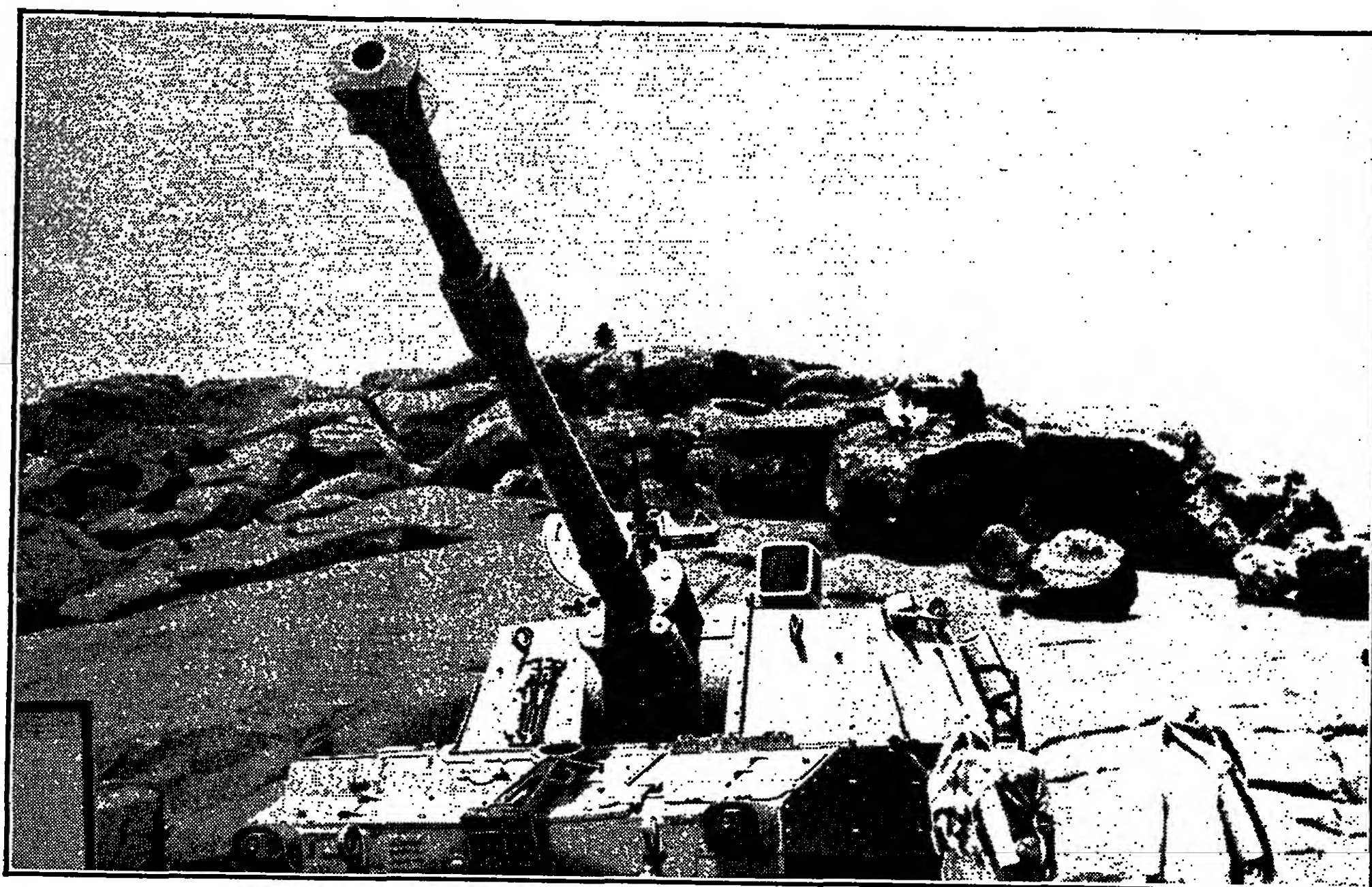
Ce missile intercontinental serait de type CSS-X-3 et aurait une portée de 11 000 kilomètres. Il aurait été lancé de la province du Shanxi, à l'ouest de Pékin, en direction de la région du Lob-Nor, où se trouve la principale base d'expériences spatiales chinoises. Une autre expérience aurait eu lieu à partir de la base de Shuangchengzi (Gansu), près de la frontière mongole, mais aucune confirmation n'a été obtenue de la part des Chinois.

Le Monde des
PHILATÉLISTES



« Nos anniversaires ».

TANT.



7 Septembre 79. L'Expansion page 77: "L'Arabie va-t-elle exploser?"

TRES IMPORTANT.

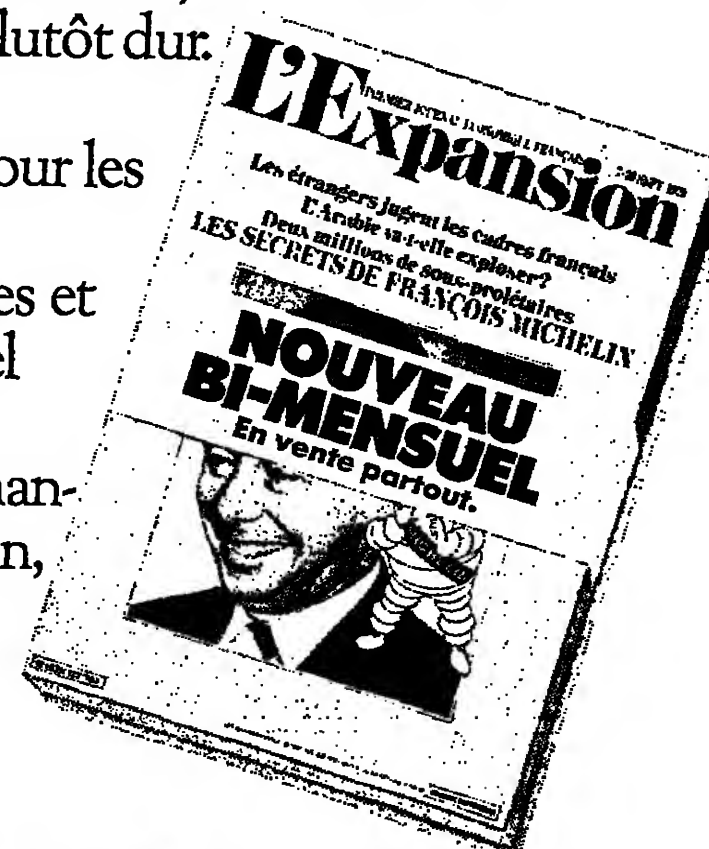
Le gouvernement Barre vient d'avoir 3 ans. Tous les média commentent et polémiquent. Est-ce très important? Pas vraiment. Beaucoup plus important est de savoir si notre pays risque d'être paralysé faute de pétrole. Il suffirait que l'Arabie Saoudite cesse de produire. "L'Arabie va-t-elle exploser?" C'est le titre de la première enquête de l'Expansion nouvelle formule.

Très important aussi, les performances des entreprises françaises à l'étranger, cruciales pour notre équilibre économique; l'Expansion révèle, à ce sujet, les secrets de François Michelin. Autre enquête importante, comment les étrangers jugent les cadres français. Vous verrez, c'est plutôt dur.

Désormais, deux fois par mois, l'Expansion nouvelle formule, sélectionne les événements clés pour les analyser en profondeur.

Tout en couleurs, avec de nouvelles rubriques et de nouveaux collaborateurs, l'Expansion bi-mensuel vient de sortir.

Parce que, plus que jamais, l'économie commande, vous avez besoin, pour mieux agir, de l'Expansion, le premier journal économique français.



L'ECONOMIE COMMANDE, L'EXPANSION CHANGE.

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DU PRÉSIDENT SADATE EN ISRAËL

Trois accords sont conclus sur des points d'importance secondaire

Haïfa. — Lors de leur huitième rencontre au sommet, M. Sadate et M. Begin ont sensiblement renforcé les relations entre Israël et l'Égypte, mais ils ne sont pas parvenus à faire progresser un tant soit peu les pourparlers actuels sur la question palestinienne, qui a pourtant été, selon le vœu du chef de l'État égyptien, le principal sujet de conversation.

Durant les quarante-huit heures de sa visite à Haïfa — qui devait s'achever ce jeudi 6 septembre en début d'après-midi, — le président Sadate n'a cessé de mettre l'accent sur la nécessité de la recherche d'une « paix globale », l'application du traité bilatéral étant sur la bonne voie. Mais il n'a rien dit de plus que ce qu'il avait dit au Caire sans pouvoir faire état d'un quelconque résultat positif à propos des négociations sur l'autonomie. Il semble même que celles-ci doivent encore, et davantage, marquer le pas dans les semaines ou les mois à venir.

M. Begin et M. Sadate ont dit se contenter de conclure trois accords concernant des questions pratiques et relativement secondaires : israéliens et Égyptiens ont décidé de trouver eux-mêmes une solution pour le remplacement du contrôle exercé par l'ONU dans le Sinaï, conformément aux demandes israéliennes ; l'Égypte livrera la quasi-totalité du pétrole extrait du puits Alma, qui lui sera rendu dans trois mois ; enfin l'évacuation du secteur de Saint-Catherine du mont Sinaï sera avancée comme le demandait le président Sadate.

La plus importante de ces mesures est assurément le remplacement des « casques bleus » stationnés dans le Sinaï par des unités israéliennes et égyptiennes. Le vide créé depuis la fin du mandat de la Force d'urgence des Nations unies (FONU) en juillet est ainsi comblé. L'U.R.S.S. s'était opposée au renouvellement de ce mandat et le président Sadate n'a pas caché sa satisfaction d'avoir trouvé une réplique à cette tentative de Kremlin d'étrangler l'application du traité israélo-égyptien. M. Begin et moi avons décidé de prendre nous-mêmes l'affaire en main. Le veto soviétique n'empêchera pas le processus de paix, au contraire il lui donnera davantage de réalité, a-t-il déclaré. Il s'agit d'un accord provisoire en attendant qu'un arrangement définitif soit trouvé avec les États-Unis.

À la satisfaction de M. Begin, Israël et l'Égypte forment ainsi la main du gouvernement américain, qui estimait suffisante la seule présence d'observateurs de l'ONU après le départ du contingent de la FUNU. M. Ezer Weizman et Kamal Hassan Ali ont déjà débuté mercredi soir les grandes lignes du projet : Des unités conjointes israélo-égyptiennes occuperont très prochainement des postes d'observation et des patrouilles dans la zone qui sépare les deux armées.

De notre correspondant

dans le Sinaï et où auraient dû se tenir les « casques bleus ». Les vols de surveillance israéliens et la mise en œuvre des stations électroniques d'alerte, également assurées par les Américains, continueront cependant.

D'autre part, M. Begin et Sadate ont mis fin au différend qui opposait encore tout récemment les deux pays sur la question du pétrole du Sinaï. Là encore il ne s'agit que d'un accord de principe et les détails devront être réglés au niveau ministériel. Mais il semble que M. Sadate a accepté de livrer, après le retrait israélien de la zone du puits Alma, dans le sud-ouest du Sinaï, soit environ 2 millions de tonnes par an, ce qui correspond à la production actuelle du gisement et au quart des approvisionnements israéliens. Il reste toutefois à définir les prix, ce qui était le deuxième point de divergence entre Jérusalem et Le Caire. Mais la dernière menace israélienne de retarder l'évacuation de ce secteur est écartée (Le Monde des 2-3 septembre).

Enfin, par un échange de bons procédés, Israël rendra à l'Égypte, avec quelques semaines d'avance au mois de novembre, avec quelques semaines d'avance (la date du monastère Sainte-Catherine, situé au pied du mont Sinaï, M. Sadate pourra ainsi organiser à cet endroit les festivités prévues pour célébrer le 19 novembre le deuxième anniversaire de son voyage historique à Jérusalem.

Durant la conférence de presse tenue mercredi conjointement avec

M. Begin, M. Sadate a insisté en précisant que le but de sa visite était avant tout de faire un nouveau pas dans la voie d'un « règlement global », dont la condition est l'application du plan d'autonomie conformément aux accords de Camp David. Il a fait remarquer qu'il ne s'agit pas de déplacer pour conclure seulement les trois accords annoncés précédemment. À propos de ses décisions sur le pétrole et sur la création d'une force conjointe dans le Sinaï, il a même affecté le dédain en précisant : « Ce n'est pas un pas pris plus de cinq ou dix minutes... ». Parfois est des lors de constater que le résultat de ce sommet paraît bien décevant.

Comme il l'avait promis, M. Sadate a soulevé à plusieurs reprises la question de Jérusalem, provoquant aussitôt une riposte de M. Begin. Pour M. Sadate, le secteur oriental de Jérusalem fait partie de la Cisjordanie, et le plan d'autonomie doit donc s'y appliquer. L'opinion du premier ministre israélien reste évidemment totalement opposée.

FRANCIS CORNU.

● RECTIFICATION. — Dans le Monde daté du mardi 4 septembre, une erreur d'impression nous a fait écrire, en citant des déclarations du président Sadate, « que les policiers marocains mystifient leur peuple ». Il s'agissait, bien entendu, de « des policiers ». D'autre part, dans le Monde daté du 30 août, une autre coquille indiquait que M. Bourguiba avait fait son entrée à Paris le 10 septembre. Il s'agit en fait de M. Zaki Moudari.



(Dessin de PLANTU.)

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU lance un appel au dialogue entre Israël et l'O.L.P.

Genève. — En dépit du vœu de me Nicole Orlan, expert français, et de M. Beverly Carter, expert américain, la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU a décidé, mercredi 5 septembre, à Genève, que lors des séances consacrées au vote des résolutions (et celles-là seulement), ni les pays représentés par des observateurs ni les organisations non gouvernementales ne pourraient prendre la parole. Ainsi, désormais, lorsqu'il s'agit de se prononcer sur des violations des droits de l'homme, des organisations aussi documentées qu'Amnesty International ou la Commission internationale

De notre correspondante

des juristes n'auront plus leur mot à dire. En fait, s'il n'est pas représenté par l'un des vingt-six experts membres de la sous-commission, aucun pays ne pourra répliquer à des explications de vote défavorables. Cette décision est contraire aux articles 69 et 70 du règlement intérieur de la sous-commission.

Paradoxalement, cette entorse à la procédure, qui aurait permis à l'observateur d'Israël et à celui de l'O.L.P. de s'exprimer, a eu pour effet d'« humaniser » quelque peu le débat sur le Pro-

che-Orient, qui se réduit généralement à une succession d'attaques contre Israël et à sa rituelle condamnation. Ainsi, l'expert britannique, M. Whitaker, a fait adopter un amendement remplaçant un appel à « tous les États, aux organes compétents de l'ONU, aux institutions spécialisées, pour qu'ils aident le peuple palestinien par l'intermédiaire de son représentant, l'O.L.P., afin de rétablir ses droits ». C'est la première fois qu'un Palais des Nations, un appel au dialogue israélo-palestinien a pu être lancé. La résolution ainsi amendée a été adoptée à l'unanimité.

Une autre résolution demandant « de condamner violemment la violation des droits fondamentaux de la population arabe en Palestine et dans les territoires occupés par les autorités israéliennes » a été critiquée par plusieurs orateurs, qui ont estimé qu'il appartenait aux organes politiques de l'ONU, et non à une sous-commission d'experts, de prononcer une condamnation, qui va d'ailleurs à l'encontre de l'appel au dialogue. Un amendement remplaçant le terme « condamner » par les mots « profondément inquiets » a été adopté.

ISABELLE VICHNIAC.

ANNÉE PRÉPARATOIRE A MEDECINE
d'octobre à juin, mise à niveau et perfectionnement à temps complet, tous bacheliers
CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 7224.94, 745.02.19
Groupement libre de professeurs

Le Monde
dossiers et documents
Numéro de juillet-août-septembre
LA VIOLENCE
LE ZAÏRE
Le numéro : 3 F
Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

MEDECINE Pharmacie
Octobre à Juin
• Préparation « Plein-temps »
• Soutien au PCEM1
IPEC Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.23/229.03.71/033.45.87

AMÉRIQUES

Iran

MANIFESTATION A MAHABAD CONTRE LES MILIERS ISLAMIQUES

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, le mercredi 5 septembre, à Mahabad, capitale du Kurdistan iranien, contre l'occupation de la ville par les pasdars (militaires islamiques) et ont scandé des slogans favorables au chéikh Roussouli et à M. Ghassemlou, les deux principaux dirigeants du mouvement kurde. La manifestation a pris fin sans incident, les pasdars s'étant abstenus de pénétrer dans les rues. Ils se sont d'ailleurs contentés, depuis leur entrée à Mahabad, d'occuper l'ancien siège du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran. Aucun contre-feu n'a été instantané à Mahabad, aucune arrestation n'a été opérée, et le bazar ayant ouvert ses portes, la vie normale a repris dans ce qui était, il y a quatre jours encore, le bastion du P.D.K.I.

L'année n'a toujours pas reçu l'ordre d'occuper le bazar de Mahabad, demeure place forte du mouvement autonomiste kurde.

D'autre part, le ministre iranien de l'orientation nationale a signifié à l'expulsion du correspondant des médias de la revue britannique « Middle East », Terry Povey. La mesure a été justifiée par un article paru dans la revue mais dont le journaliste n'était pas l'auteur. (Reuten, A.F.P.)

UNE MISE AU POINT DU GOUVERNEMENT SUR LA PRESSE

Nous avons reçu de M. Behabadi, directeur général de la presse étrangère du parti socialiste de l'orientation nationale, la mise au point suivante :

Nous avons remarqué, dans votre numéro du 30 août, l'éditorial intitulé « Climat de guerre civile en Iran », dans lequel vous rappelez que la presse n'est pas à l'origine des complots contre-révolutionnaires. Je me vois obligé de faire remarquer que nous basés sur les preuves acquises grâce à notre révolution et à la suite de la liberté accordée aux mass médias, nous avons malheureusement constaté que le résultat obtenu de cette liberté a été négatif. Ces mass médias sont ceux d'aujourd'hui et n'ont cessé de faire courir des rumeurs tendancieuses et sans fondement.

Nicaragua

Scènes de la vie révolutionnaire à Managua

De notre envoyé spécial

Managua. — Dans quelques instants nous allons partir à l'aéroport César-Sandino... Un groupe de passagers, embarqué à San-Salvador, accueille par un tonnerre d'applaudissements l'annonce de l'arrivée. Il y a deux mois encore, avant le victoire du Front sandinista de libération nationale sur les troupes du dictateur Anastasio Somoza, l'aéroport de Managua s'appelait Las Mercedes, et son approche déchaînait rarement l'enthousiasme des voyageurs.

Ils sont là au pied de la passerelle, les « machos ». Tous sont vêtus de battle-dress et équipés d'un armement hétéroclite. Le cheveu noir est uniformément long sous des couvre-chefs variés. La barbe, en revanche, est rare : elle n'a pas encore eu le temps de pousser sur ces joues de quinze ans. Il y a là également beaucoup de jeunes filles, qui égayent l'assemblée tenue vêtue par un foulard aux couleurs sandinistes, rouge et noir.

« Patrie libre ! » : très émus, des voyageurs, qui entrent violemment pour la première fois au Nicaragua depuis la victoire de l'insurrection, saluent ainsi des parents ou des connaissances qui les attendent sur les terrasses de l'aéroport. « Votre passeport, compañero » (camarade), nous demande courtoisement le préposé à l'immigration. Le tampon qu'il appose sur notre document de voyage porte cette mention : « Le Nicaragua, terre de la dignité et de la liberté ».

Les enfants se battent pour porter les valises, gager quelques menus monnaies. Ce n'est, certes, pas signe de prospérité. De part et d'autre de la route, les poutrelles tordues des usines bombardées par l'aviation somoziste dans les derniers

jours de l'insurrection de juillet. De l'édifice de la Presse, il ne reste plus qu'un mur de façade noire. Avant de se débarrasser, la garde nationale a tout brûlé. Le quotidien de Pedro Joaquín Chamorro vient d'être réimprimé à Managua.

L'hôtel intercontinental est une ruine — une caserne plutôt : mitrailleuse à la main, fusil sur le dos ou pistolet à la ceinture, de jeunes guérilleros, goudailliers ou importants, entrent et sortent, saisis par des portiers, noirs respectueux. Ils font les cent pas avec leurs gros brodequins sur les moquettes épaisses, ou s'affalent dans les fauteuils du hall.

Notre chambre est un cinquième. Trois étages au-dessus, c'est la « Casa de gobierno » : les ministères ! Dans l'escalier, un visage connu. M. Carlos Tinierman. Nous l'avons rencontré en janvier dernier, à San-José-de-Costa-Rica. C'était un proscrit alors : avec onze autres notables — Industriels, ecclésiastiques, universitaires, membres de professions libérales, — il avait osé proclamer sa sympathie pour les sandinistes. Il est aujourd'hui ministre de l'éducation.

Un restaurant, un autre ministre est interviewé par deux journalistes soviétiques. Une jeune Espagnole, qui proclame des sympathies trotskistes, discute avec un millionnaire sandinista, étudiant en architecture, de la société sans classe. Pour couper plus commodément son poulet grillé, le soldat a calé son fusil mitrailleur entre ses genoux. À une table voisine, un homme plus âgé, en civil, recherche son revolver. Un peu plus loin, des touristes américains ébahis jouent à se donner du « compañero » avec l'accent traître du sud des États-Unis.

JEAN-PIERRE CLERC.

AFRIQUE

Tunisie

AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN

Le président Bourguiba confirme avec éclat M. Nourra dans son rôle de successeur

Tunis. — Dès l'ouverture, le mercredi 5 septembre à Tunis, du dixième congrès du parti socialiste destourien, le président Bourguiba a tenu à confirmer M. Hedi Nourra dans ses fonctions de premier ministre. M. Nourra, qui a été élu général du parti qui en font, aux termes de la Constitution, son successeur.

« M. Nourra assume cette double responsabilité avec une si haute compétence que nous pouvons l'avancer avec confiance et sérénité, a-t-il déclaré. Je suis heureux de saisir cette occasion pour lui rendre hommage pour l'ensemble de son œuvre et pour lui rappeler tous les hommes de bonne volonté à le soutenir dans ses efforts ».

Parallèlement en bonne forme, le pas alerte et le geste aisé, M. Bourguiba avait fait son entrée dans la salle des congrès selon le cérémonial traditionnel, porté en triomphe par ses gardes du corps au milieu des applaudissements et des acclamations. Pendant un peu plus d'une demi-heure, il a lu, d'une voix forte et assurée, marquant de la main sur le pupitre chaque mot de son discours d'ouverture dans lequel il a réaffirmé les grands principes de la politique du pays, qui ne subiront pas de modifications notables.

Après avoir évoqué le rôle historique du parti qui définit les options fondamentales de la politique, M. Bourguiba a tout particulièrement insisté sur le rôle de l'État, « sujet d'accord pour tous les Tunisiens quelle que puisse être la diversité de leurs opinions et de leurs réactions passionnelles ». Cette conception, qui donne implicitement à l'État la primauté sur le parti, ne doit cependant pas, selon lui, empêcher ce dernier de favoriser une

De notre correspondant

plus large cohésion autour de ses rangs. Cette cohésion, ainsi que l'a expliqué le président, est la condition de la présentation de son rapport au congrès, ne pourra être renforcée que si le parti s'ouvre d'abord sur lui-même en développant la concertation et le

dialogue entre le sommet et la base et sur les hommes et les idées. « La vocation de notre parti est de rassembler les vœux, a-t-il rappelé, principalement à l'intention des intellectuels et, surtout, est déjà bien ancrée dans les masses, il ne perd rien à s'ouvrir à toutes les élites. C'est un geste de pérennité et un vœu contre la traditionnisme ».

Le rapport du premier ministre

Comme s'il voulait rassurer ceux qui, au sein du parti, « de la meilleure foi du monde, hésitent ou sont perplexes » devant cette ouverture, M. Nourra s'est montré particulièrement averti à l'égard des opposants déclarés. Il a tout d'abord rejeté catégoriquement l'insurrection du pluripartisme, « telle à la crème que l'on sert à défaut de maquette de société dans les pays sous-développés ». Il a ensuite proposé un programme de gouvernement à proposer « qu'ils demandent. Puis, tout au long des quelques sept heures qu'a duré la présentation de son rapport, il a utilisé les formules les plus cinglantes pour les qualifier : « Chômeurs d'idées », « irresponsables politiques », « débris de naissance », « envieux qui courent derrière le pouvoir comme le chat derrière sa queue ».

Le premier ministre a réservé ses flèches les plus acérées au Mouvement des démocrates socialistes animé par l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Ahmed Mestiri, et a opposé une fin de non-recevoir au projet de Pacte national (1) que celui-ci avait proposé au président de la République en octobre 1977 et qui était demeuré jusqu'à présent sans réponse. « Sans programme sans objectifs précis, sans aucune notion des évaluations correctes et raisonnables, cette opposition (des démocrates socialistes) est répugnante dans la contestation globale tout en se mettant à la recherche d'un parrainage et d'une caution étrangère ».

Ces propos, dont la virulence a surpris les observateurs, paraissent devoir limiter les perspectives d'ouverture dont le premier ministre se fait l'avocat aux seuls sympathisants du parti et aux intellectuels. Ils vont à l'encontre des rapports avec l'opposition et susciter des réactions. Déjà, dans la soi-

disant, M. Ahmed Mestiri nous a déclaré : « Autant, le discours du président Bourguiba a élevé le débat en développant une conception de l'État proche de la nôtre, autant M. Nourra a porté dans la basse politique et un sectarisme étroit. Aujourd'hui Bourguiba a ouvert une porte que Nourra s'est empressé de refermer ».

Dans le bilan qu'il a présenté, M. Nourra ne pouvait éviter d'évoquer la crise syndicale de 1977 et les émeutes du 26 janvier 1978. Il a fait brièvement pour rappeler la responsabilité de l'ancienne direction syndicale et a qualifié : « Chômeurs politiques », « irresponsables politiques », « débris de naissance », « envieux qui courent derrière le pouvoir comme le chat derrière sa queue ».

En matière de politique étrangère, M. Nourra a principalement exprimé son opposition à l'égard des proclamations d'union entre pays arabes ou maghrébines. « Les mariages de cet ordre, a-t-il dit, rassemblent davantage de des États d'assez où les parlementaires passent leur temps à proclamer qu'ils s'aiment sans pour autant cesser de se tromper ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Le Pacte national tendait à garantir « dans la légalité constitutionnelle représentée par Bourguiba » l'exercice des libertés fondamentales et la libre confrontation des choix à tous les courants politiques existant dans le pays.

dernier
merc
aire le

Bach
Secret

Le Monde

politique

LES DÉCLARATIONS DU CHEF DE L'ÉTAT A «PARIS-MATCH»

« La France doit s'adapter au monde qui va venir et non à celui qui s'en va »

M. Valéry Giscard d'Estaing intervient lundi 6 septembre, à la télévision, pour la troisième émission de la série « Une heure avec le président de la République », qui sera diffusée en direct à 20 h. 30, sur FR3. Les thèmes qu'abordera le chef de l'Etat à l'occasion de cette « rentrée » ne sont pas encore précisément connus, leur choix appartient, en théorie, aux journalistes qui l'interrogeront. Toutefois, l'actualité et le principe même de l'émission — information et explication directe de la conduite des affaires — ne laissent guère d'incertitude : la situation de l'emploi, le budget 1980, les mutations en cours, les évolutions nécessaires ne pourront pas ne pas être évoquées.

L'interview que le président de la République a accordée à « Paris-Match », et dont on lira les principaux extraits ci-dessous, donne-t-elle un avant-goût des développements auxquels M. Giscard

d'Estaing se livrera le 17 septembre ? Peut-être. Les questions de l'énergie, du chômage, du niveau de vie, y sont traitées.

Cependant, le registre sur lequel joue le chef de l'Etat, dans cet entretien avec le directeur de l'hebdomadaire, et la nature même des sujets qu'il aborde laissent deviner autre chose. Au-delà du goût pour les visions planétaires, les références historiques et les exercices intellectuels sur fond d'évolution universelle, on devine un président de la République en quête de thèmes. On, plus précisément, un futur candidat à l'élection présidentielle de l'automne 1981. Surtout, l'élus, l'échec de 1981 n'en est pas moins, d'ores et déjà, au centre des préoccupations de tous, ou presque. Désormais, et contrairement à la règle qui prévalait avant l'été, les porte-parole des formations de l'U.D.F. évoquent publiquement le sujet : ainsi en est-il de

M. Lecanuet dans une interview à l'A.F.P. et de M. Solso dans une récente intervention devant les Jeunes Giscardiens (« le Monde » du 6 septembre). Le président de la République, pour sa part, s'est interdit d'en parler avant la période qui précédera immédiatement le scrutin. Il n'empêche que sa manière de se poser — une fois de plus — en responsable en charge de l'avenir à long terme, son souci réaffirmé de se situer dans la logique du général de Gaulle (trois références au fondateur de la V^e République dans « Paris-Match »), sa volonté manifeste de s'attirer l'intérêt du courant écologiste — un électoral dont on peut supposer qu'il ne sera pas négligeable en 1981 — sont à l'instar d'indices d'une sorte de pré-campagne. Il n'y manque même pas les notations personnelles sur la foi, la sensibilité, le refus de la mécanisation, sans lesquelles il n'est pas de bon candidat.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Dans une interview à l'A.F.P.

M. Lecanuet : l'élection présidentielle de 1981 sera un choix de société

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., déclare dans une interview à l'agence France-Presse publiée mercredi 6 septembre : « Lors de l'élection présidentielle de 1981, la France fera un choix de société. Je ne doute pas qu'elle fasse le bon choix, dans la ligne des élections de 1974 et de 1978. Il est toutefois prématuré, à la fin de 1979, de se regarder que cette échéance. Les derniers mois de l'année 1979 et l'année 1980 doivent être consacrés au soutien du gouvernement pour poursuivre le redressement économique. Le président de la République, dans une émission télévisée, a d'ailleurs nettement précisé que la préparation de l'élection présidentielle n'interviendra que dans la courte période qui la précède. »

Évoquant le sondage (Institut Louis Harris-France du 20 mai 1979), selon lequel une majorité d'électeurs socialistes (52 %) seraient favorables à une alliance avec l'U.D.F. (le Monde du 22 mai), l'ancien ministre d'Etat souligne : « Il appartient à l'U.D.F. d'affirmer sa volonté de justice sociale pour amplifier cette tendance d'une partie substantielle de l'électorat d'union de la gauche. Il appartient en particulier au gouvernement d'amplifier le dialogue avec les organisations syndicales et professionnelles favorables à une politique contractuelle. Au sein de l'effort de redressement économique ne peut réussir qu'en l'appuyant sur le plus large consensus social. »

Après avoir estimé que « l'effort conjugué engagé par M. Barre doit être poursuivi », M. Lecanuet ajoute : « En profondeur, l'opini-

on, malgré les critiques, en comprend la nécessité. Mais une concertation plus active, un effort plus intense d'explication, seraient de nature à en persuader davantage l'opinion publique. »

Interrogé sur la récente affirmation de M. Jacques Chirac, selon laquelle la politique sociale du gouvernement « risque de déboucher sur la remise en cause de la majorité » (le Monde du 5 septembre), le président de l'U.D.F. répond : « Nous serions intéressés par des propositions concrètes définissant une politique économique nouvelle. Nous attendons de les connaître pour les apprécier. Sur le plan politique, les législatives de 1978 ont été gagnées sur la base d'un contrat de majorité. Les Français qui ont fait confiance à la solidité de cette entente et refusent l'incohérence de la gauche ne pourraient comprendre que cet engagement soit remis en cause. La stabilité parlementaire et la continuité de l'action du président de la République sont la condition essentielle du bon fonctionnement des institutions de la V^e République. Je ne crois pas que les parlementaires R.P.R. prendraient le risque de plonger la France dans un désordre politique au moment où notre pays affronte l'effort de redressement économique. »

M. Lecanuet conclut en renouvelant sa proposition de « rencontres périodiques et organisées entre les responsables du R.P.R. et de l'U.D.F. pour établir, dans le respect de la personnalité de chaque mouvement, une fructueuse concertation de la majorité ».

M. CHIRAC A LA RÉUNION

Le mouvement gaulliste doit réaffirmer ses options propres

souligne le chef du R.P.R.

De notre envoyé spécial

Saint-Denis-de-la-Réunion. — M. Jacques Chirac, dans l'hélicoptère, le jeudi 6 septembre, l'île de la Réunion, visite plusieurs municipalités, inaugure la nouvelle mairie de Saint-Denis et prononce, en fin de journée, un discours public de caractère politique au chef-lieu du département.

A son arrivée mercredi 5 septembre, en début d'après-midi, à l'aéroport de Gillot, M. Chirac a été accueilli par M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, et par M. Landouzy, préfet. Dans l'aéroport, plusieurs centaines de militants gaullistes ont fait à leur tour, dont d'été la première visite à la Réunion, un accueil bruyant et bon enfant, qui s'est prolongé dans les rues du chef-lieu, Saint-Denis, dont le maire est M. Legros (R.P.R.), suppléant de M. Debré.

Le président du R.P.R., qui observe un silence délibéré depuis le landemain des élections européennes, n'a pas voulu des son arrivée dans cette terre des antipodes évoquer les problèmes politiques métropolitains. Dans ses premières allocutions, il a surtout insisté sur le caractère français de la Réunion, en disant notamment : « Vous devez porter le drapeau français de la Réunion. »

su milieu d'un océan convoité où notre pays donne l'image de la liberté, de la paix et du progrès. » Il a ajouté, évoquant la situation internationale : « Notre monde est en proie aux rivalités, aux querelles et aux enjeux qui résultent de la dure compétition entre les nations. Vous êtes le symbole de la dignité et de la coexistence. Vous êtes l'image de la solidarité face aux richesses et aux impérities. »

Dans les allocutions qu'il prononcera pour accueillir M. Chirac, M. Debré a évité à chaque occasion de s'en prendre aux alliés du R.P.R. et il a même évoqué « l'union des nationaux qui intelligents ou sages, délaissent les querelles de base et se consacrent à l'essentiel ». M. Chirac a indiqué à plusieurs reprises au cours de la visite de divers villages de la côte est, tenu par le R.P.R., que le mouvement gaulliste devait réaffirmer ses options propres, conserver sa personnalité et développer ses contacts avec les autres. Ces simples allusions amorcent-elles quelque initiative nouvelle du maire de Paris, M. Chirac, en matière politique ? Pour son premier jour à la Réunion, il n'a pas voulu en dire plus.

ANDRÉ PASSERON.

L'ÉLECTION DE DIMANCHE A TOURCOING

(De notre correspondant.)

Lille. — Six candidats seront en présence pour l'élection d'un conseiller municipal les 8 et 16 septembre à Tourcoing, à la suite du décès du maire de la ville, M. Guy Chastelles (P.S.), le 28 juillet dernier (le Monde du 31 juillet).

Renouvelant leur accord de 1974, socialistes et communistes se sont présentés en candidats communs. M. Patrick Bernard (P.S.), de même, dans la majorité, l'union s'est faite autour de M. Stéphane Dermanx (U.D.F.), conseiller général, qui aura soutenu du R.P.R. et du C.N.I.P. Parmi les quatre autres candidats figure un écologiste.

Quels que soient les résultats de cette élection, on connaît déjà le futur maire de Tourcoing. Il a été désigné mardi 4 septembre par la section socialiste, et les communistes ont annoncé qu'ils ratifieraient ce choix. Il s'agit de M. Devloo, trente-cinq ans, employé à la Sécurité sociale, qui a obtenu 95 voix contre 83 à M. Bernard, Dermanx, adjoint aux finances, lui aussi candidat à la succession de M. Chastelles.

Comme M. Chastelles, M. Devloo a milité à la J.O.C. avant d'adhérer en 1964 à la S.F.C.O. En 1969, il devint secrétaire de la section de Tourcoing, poste qu'il occupa jusqu'en 1975.

La municipalité d'union de la gauche de Tourcoing est composée de vingt-neuf socialistes et de quinze communistes. — G. S.

« Si j'étais président... »

(Suite de la première page.)

Si M. Giscard d'Estaing était président de la République, il n'aurait pas si longtemps béré d'illusions de proposition, qui d'ailleurs dans la nature de la fonction que ferez.

QUESTION. — Comment resteriez-vous les critiques ? Une carapace vous en met-elle à l'abri ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Je n'ai aucune carapace. QUESTION. — On ne peut d'ailleurs que vous être fragile.

M. GISCARD D'ESTAING. — Est-ce sûr ? La solidité tient-elle à la carapace ? Dans la nature, trône le lion qui décore le buff, malgré sa carapace. La discussion et la critique de mon action m'intéressent. La méchanceté, par contre, est autre chose que je ne la ressens, autant pour les autres que pour moi-même.

J. F.

« Si j'étais président... »

(Suite de la première page.)

fit aujourd'hui à être un fondement de croyance collective.

● L'ÉCOLOGIE

« Un sujet important : l'écologie. La foi que les ressources soient limitées et que nous devons gérer notre vie collective et individuelle avec d'autres préoccupations que la préoccupation quantitative dérive de ce que j'ai dit : l'accroissement de la population, sa concentration, la baisse des ressources, etc. Si bien que le mouvement écologique est profondément fondé. Ce qu'il y a de curieux, c'est que, dans certaines telles la création de symboles, qu'il peut se contenter d'être un facteur de correction d'une société de consommation. C'est une illusion complète car les rouages et les forces y sont tels qu'il serait dérisoire d'imaginer qu'il y ait des solutions symboliques telles la création de réserves ici et là, pour moi, le mouvement écologique doit englober beaucoup d'autres secteurs de la vie collective, par exemple la conception du type de développement de la vie culturelle, le respect du temps, les rythmes aux tensions nerveuses et à la pression des médias et de la publicité, aux concentrations urbaines, etc. Au fond, je ne crois pas qu'on puisse dissocier l'aspect « vertis pâturages » de l'effort de méditation et d'humanisation de notre système économique et social. C'est pourquoi il est souhaitable que la réflexion écologique sorte du cadre où elle a pris naissance. »

● LES VALEURS SPIRITUELLES ET RELIGIEUSES

« Je suis chrétien et président d'un État laïc. Sachant ce qu'est la conception fondamentale et la règle de nos institutions, je prends mes décisions dans l'exercice des responsabilités et des attributions qui sont les miennes. J'ai une philosophie personnelle. Il m'arrive de l'exprimer. Mais je ne l'impose en aucune



(Dessin de KONE.)

Or comme le démontre la recherche démographique moderne, le problème démographique est un sujet de problèmes qui fait apparaître la totalité des caractères de la société. Il concerne à la fois la croyance dans le bon avenir, les rapports entre parents et enfants, la place des femmes dans la société, tous éléments très liés entre eux. En France, il y a une certaine qualité de tissu de la société. Il peut se faire que la crise démographique soit la contrepartie de la formation d'une culture de consommation. L'effacement biologique de l'espèce, essoufflement biologique, l'effacement de la culture, les éléments que l'on prend pour des causes. Le pessimisme peut dériver d'un essoufflement biologique de l'espèce.

● L'AFFAIBLISSEMENT DES CROYANCES COLLECTIVES

« La France est un pays où sont nées des croyances collectives très fortes et qui a adhéré à des croyances très fortes. Or, à l'heure actuelle, on n'y trouve pas de croyance collective forte. Autour du général de Gaulle, il y avait une croyance collective forte pendant l'occupation, qui n'a d'ailleurs été ressentie d'une façon massive que dans la deuxième moitié du conflit. Puis il y a eu la conséquence de la décolonisation. Mais, à partir de 1965-1967, on a vu s'effriter cette croyance forte. 1968 en a été l'illustration. »

« Or, je crois qu'une société ne peut pas vivre longtemps sans croyance collective. Je crois également qu'on ne les suscite pas d'une façon artificielle car cela vient d'un tréfonds de la nature humaine. »

« Ce qu'on peut faire, c'est promouvoir intensément le développement culturel. Et là, c'est non une affaire d'État mais de société. La France doit apparaître comme un pays culturellement très actif et, si possible, d'avant-garde. Le

● L'ADAPTATION DE LA FRANCE

« Dans toute notre façon d'être actuelle reste sous-jacente l'idée qu'on vivra dans une situation antérieure. »

« La vérité, c'est qu'on ne peut pas revenir à la situation antérieure. (...) »

« C'est qu'il faut bien comprendre, c'est que nous devons nous adapter à un monde qui va venir et ne pas chercher à rester adaptés à un monde qui s'en va... »

● LA FIN DE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

« Au fond, les Français savent que la société de consommation est finie sous cette forme. D'ailleurs, ils n'étaient pas heureux dans cette société. Ils la sentaient, ils l'admettaient, mais, en même temps, tout ce qui s'exprime, tout ce qui est organisé, toute revendication, reste lié à la société de consommation. Nos débats économiques et sociaux sont encore des débats de société de consommation. Le débat à venir sera différent, car ce sera celui d'une société organisée à partir d'objectifs ou de thèmes différents. Il faut rappeler que cette société de consommation a abouti, en mai 1968, à l'effacement de la société et le rejet de certaines de ses conséquences sociales qui s'est exprimé par des manifestations de mécontentement. On ne doit pas regretter la fin de la société de consommation. Mon sentiment à l'heure actuelle est que la société de consommation n'était adaptée ni à la France ni aux Français. Elle était en train de détruire la France. Elle a dévasté une partie de nos côtes, de nos montagnes, de nos villes, notre mode de vie, notre culture ; elle a corrompu des valeurs formidables. »

● LA CROISSANCE SOBRE

« La croissance sobre n'est pas la crise. (...) Il n'y a pas régression. La croissance est plus lente, modérée. Elle ne donne pas lieu aux mêmes satisfactions : la satisfaction quantitative du « plus » dans tous les domaines doit être remplacée par une satisfaction de choix, de qualité. C'est le passage historique, et d'ailleurs naturel, de la quantité vers la qualité. »

● L'EMPLOI

« La société française doit occuper tous ses bras, et je le dirai, tous ses cerveaux. Est-ce possible ? Certainement. La question est de savoir à quel niveau de ressources l'effortier. »

« On peut le faire à un niveau bas de ressources, en partageant le travail tel qu'il existe et les rémunérations globales telles qu'elles existent. C'est alors une société de plein emploi, à niveau de vie bas. A mon avis, ce n'est pas l'objectif car beaucoup de travailleurs aspirent, à juste titre, à un niveau de vie plus élevé. Certains croient qu'on peut instituer une société de partage de l'emploi à niveau élevé de ressources. C'est une illusion. Je crois profondément que l'on peut aboutir au plein emploi à un niveau élevé de ressources, à condition de rechercher et de développer des activités nouvelles. La clé, c'est le développement d'activités nouvelles. »

« Le vrai choix — et on ne pourra pas l'éviter longtemps — c'est d'opter entre une situation d'indépendance ou à la baisse, c'est-à-dire un niveau d'emploi et de ressources ou, au contraire, un partage de l'emploi et des ressources. Je suis favorable à la première formule, que je crois tout à fait réalisable quand on voit tout ce qui nous reste à faire dans de nombreux secteurs. »

● LA DÉMOGRAPHIE

« Ma première préoccupation concerne le profond changement qui se produit dans l'espèce humaine et notre univers à la fin de ce millénaire et qui, à mon avis, se résume en une seule notion : l'accroissement fanatique de la population du globe. La démographie est une illustration, une espèce de phénomène central qui montre que nous vivons dans un monde qui aura une population pour laquelle il n'est pas prévu de la situation. »

« La France est dans une situation qui est mauvaise, mais toutefois la moins mauvaise (parmi les pays de l'Europe de l'Ouest, la Russie et l'Amérique du Nord). En France, c'est un débat qu'on voudrait, au fond, faire tourner essentiellement autour des prestations, comme si c'était le facteur déterminant. »

« Je vois difficilement comment on peut avoir un système conceptuel d'évolution d'une société excluant toute dimension spirituelle. A la limite, cela peut être une croyance philosophique très intense. La dimension spirituelle n'est pas uniquement de type religieux. »

QUESTION. — Votre propre foi, celle de vos ancêtres, celle de votre comportement politique ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Mon comportement, c'est probable. Je n'applique pas une doctrine, je ne suis pas un optimiste de proposition, qui d'ailleurs dans la nature de la fonction que ferez.

QUESTION. — Comment resteriez-vous les critiques ? Une carapace vous en met-elle à l'abri ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Je n'ai aucune carapace. QUESTION. — On ne peut d'ailleurs que vous être fragile.

M. GISCARD D'ESTAING. — Est-ce sûr ? La solidité tient-elle à la carapace ? Dans la nature, trône le lion qui décore le buff, malgré sa carapace. La discussion et la critique de mon action m'intéressent. La méchanceté, par contre, est autre chose que je ne la ressens, autant pour les autres que pour moi-même.

LA TROISIÈME

l'escalade déclenchée du pacte de

Le communisme

Le communisme

Le communisme

Le communisme

Le communisme

Le communisme

Le communisme

PUBLICITÉ
des Éditions Belfond

ÉDITION SPÉCIALE

Le Monde

MARDI 6 AOUT 1985

LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE A COMMENCÉ

Déclenchée dans la nuit du 4 août, l'offensive des forces du pacte de Varsovie s'amplifie en République fédérale allemande

L'escalade

Le déclenchement des hostilités, l'entrée des forces du pacte de Varsovie en République fédérale allemande, au Danemark et en Autriche, sans déclaration de guerre préalable, ne sont pas des faits qui, depuis des mois, se bouchent les yeux et les oreilles. Quand, comment, où, telles étaient les seules incertitudes. Un peu partout dans le monde, les crises qui s'accumulent, les incidents graves qui se multiplient, la montée de la tension internationale devaient déboucher, inévitablement, sur un conflit armé.

L'Union soviétique n'a fait que mettre à profit la réorganisation du mouvement isolacionista des États-Unis depuis la fin des années 70. L'U.R.S.S. savait qu'elle pouvait intervenir, directement ou indirectement, dans l'histoire de chaque pays sans que les Américains réagissent autrement que par des protestations grandiloquentes ou par des réactions ponctuelles, hâtives et maladroites. La reconnaissance d'une nouvelle République arabe unie — Égypte, Arabie Saoudite, Irak — avait déjà pratiquement intégré le Moyen-Orient (et les approvisionnements de pétrole) à la zone d'influence russe, entraînant, du même coup, la neutralisation précaire d'Israël.

Doit-on rappeler aussi l'avènement des pays européens incapables de tenir leurs promesses, le jeu égoïste de chaque pays dans la course aux importations de pétrole, les dissensions sur l'avenir de l'Allemagne fédérale en tant que fer de lance avancé de l'O.T.A.N., le refus de renforcer les forces du pacte atlantique ? La rencontre, au sommet, le 15 février dernier, entre les présidents Thompson et Vorotnikov, sous le vague prétexte d'une nouvelle renégociation des accords de désarmement, n'avait-elle pas été, à l'origine, un jeu de cache-cache, de fait, la politique de l'U.R.S.S. ou l'implantation au Proche et au Moyen-Orient et dans la plupart des pays d'Afrique. Thompson, rentrant aux États-Unis, rappelait trop Chamberlain ou Deladier restant de Munich un certain jour d'août 1938.

Mais ce sont, bien sûr, les événements de Yougoslavie qui ont servi de détonateur. Depuis la disparition du maréchal Tito, chacun avait bien conscience que l'U.R.S.S. profiterait du premier prétexte pour reprendre le contrôle d'un pays qui lui avait trop longtemps échappé. Le coup de force en Serbie, fomenté par le Comité pour la défense de la Yougoslavie, comité d'inspiration soviétique, fut ce prétexte. Le 27 juillet, il y a dix jours à peine — une division russe aéroportée atterrissait à Belgrade tandis qu'une division motorisée venait de Hongrie franchir la frontière, « à l'appel du peuple yougoslave ».

Etait-il temps, encore, à ce moment-là, de sauvegarder la paix ? On sait que la Yougoslavie, classée « zone grise », n'était pas couverte par l'engagement de « défense automatique » de l'O.T.A.N. Pourtant, avec l'accord réticent de l'Italie, les États-Unis, au nom de l'O.T.A.N. et après une réunion de pure forme du Conseil de sécurité des Nations unies, prirent la décision d'intervenir. Mais cette intervention, limitée et purement symbolique — un engagement des marines, à Kostonjica, contre un détachement de chars soviétiques —, allait être assésée, on s'en souvient, exploitée par Moscou : on n'est pas de mal à présenter aux pays du pacte de Varsovie cet incident comme une « agression caractérisée » des forces impérialistes contre un pays communiste.

Les hostilités ont commencé peu avant 4 heures du matin, dans la nuit du 4 août, par des attaques spatiales de grande envergure contre les satellites américains de communication et de surveillance. Quelques minutes plus tard se produisit une attaque massive par bombardiers et missiles — utilisant des charges explosives et chimiques — contre les terrains d'aviation, les quartiers généraux, les zones logistiques et les sites de défense aérienne. En même temps, les positions avancées des troupes de l'O.T.A.N. essuyèrent une violente attaque de la part de l'aviation et de l'artillerie sur toute la longueur du front.

Dès le déclenchement des combats, les forces alliées se sont dispersées en position de repli nucléaire mais aucune attaque nucléaire n'a été signalée. Sans qu'on puisse parler d'effet de surprise — la tension internationale de ces dernières semaines avait conduit l'état-major allié à placer toutes les troupes en état d'alerte maximum — l'avantage de l'offensive a naturellement joué, dans la journée du 4 août, en faveur des troupes du pacte de Varsovie. Moins d'une heure après les préparatifs d'attaque, six puissantes divisions de blindés ont pénétré en territoire

fédéral allemand. Le 4 août au soir, les forces ennemies s'étaient avancées, suivant les secteurs, de 150 à 200 kilomètres à l'intérieur de l'Allemagne de l'Ouest.

Du nord au sud, les poussées offensives soviétiques se sont opérées en direction de Hambourg — que le Sénat de la municipalité a déclaré « ville ouverte » — de Hanovre, de Francfort, de Stuttgart, de Munich et de Vienne. En outre, trois divisions polonaises, accompagnées d'unités allemandes, avaient pénétré au Danemark.

La pression de l'ennemi s'est maintenue toute la nuit du 4 au 5. Dans la matinée du 5, les Soviétiques ont repris leur avance. Au nord, l'ennemi s'est emparé de positions lui permettant la traversée de la Weser au-dessus de Minden et l'on signale des avant-gardes se dirigeant vers les Pays-Bas. Le 1^{er} Corps d'armée belge a été repoussé à l'ouest de Cassel. Le 1^{er} Corps d'armée britannique se battait encore, à 10 h ce matin, dans les faubourgs de Hanovre. Le 1^{er} Corps d'armée allemand a pris position, à l'est et à l'ouest, le long de la Teutoburger Wald. Le 2^e Corps britannique se déploie sur sa gauche, vers

l'ouest, en direction de la frontière néerlandaise.

Dans le secteur du CENTAG — Allemagne centrale — les forces du pacte de Varsovie ont bousculé les forces alliées de couverture déployées sur toute la zone avancée du conflit, sauf celles situées à l'est de Francfort, entre Alsfeld et Bamberg. Le front du 5^e Corps américain s'étend désormais au sud jusqu'à Schluchtern. À droite, plus au sud, le 7^e Corps américain qui, la veille, avait subi une dure attaque sur l'axe Meiningen-Schweinfurt, le long du Main, près de Würzburg, a continué à céder du terrain. Pendant ce temps, le 3^e Corps d'armée allemand a été très sérieusement accroché, devant repousser une pression soviétique contre Hirschfeld, doublée d'une attaque sur Fulda, en direction de Hanau. De son côté, le 2^e Corps allemand a livré des combats de retardement dans la région de Nuremberg en attendant l'arrivée de la 1^{re} armée française qui doit renforcer son flanc sud.

Fuyant la zone des opérations, des files de réfugiés posent des problèmes de plus en plus pressants. L'exode semble s'amplifier d'heure en heure. Ces foules apeurées encombrant les routes et gênent le passage des convois.

Le communiqué officiel soviétique

Dès 6 h. 04, le dimanche 4 août, l'Union soviétique a diffusé un communiqué que l'on doit considérer, en l'absence de toute autre déclaration, comme l'annonce « officielle » de la déclaration de guerre :

« Il est clair depuis longtemps que les néo-nazis ont résolu de rétablir l'Allemagne par le force puis de donner l'Europe dans une première étape vers l'hégémonie mondiale. La politique de la « défense de l'ouest » est, en fait, une politique de force de l'Allemagne fédérale à l'est de la ligne de démarcation. Cette politique n'a jamais fait que masquer la ferme intention d'envahir la République démocratique allemande, premier pas vers le déclenchement du pacte de Varsovie et l'effacement de l'U.R.S.S. Il faut donc opérer, sans perdre de temps, le cancer nazi. Sinon, tout espoir d'une paix durable en Europe est perdu ».

« Nous avons le ferme espoir que la Grande-Bretagne comprendra qu'elle se trompe, lorsqu'elle appelle ses anciens ennemis contre ses anciens alliés et que, d'une part, le danger d'une résurgence de l'ancien nazisme, d'autre part,

comprendront que l'Union soviétique souhaite avant tout une paix durable. » Pour appuyer l'engagement de l'Union soviétique ne s'estime pas, à ce stade, obligée de recourir à ses puissantes réserves de moyens nucléaires. Cependant, tout recours, même ponctuel, à de telles armes, soit contre les troupes du pacte de Varsovie, soit contre ses États membres, amènerait l'Union soviétique à abandonner toute restriction dans l'emploi des armes nucléaires et à opérer des représailles nucléaires proportionnées à l'agression subie, aussi importante que cette agression puisse être. Les capitales des pays de l'O.T.A.N. seraient alors menacées d'une fin terrible. »

« La France remplira ses obligations découlant du traité de l'Atlantique » déclare le président de la République

« La France remplira ses obligations découlant du traité de l'Atlantique », déclare le président de la République.

Un conseil des ministres extraordinaire s'est tenu à l'Élysée dimanche 4 août, à 10 heures. Tous les ministres, à l'exception du ministre du commerce extérieur, actuellement en visite à Caracas, étaient présents. À l'issue du conseil, le porte-parole de l'Élysée a lu le communiqué suivant : « Le président de la République s'est entretenu téléphoniquement ce matin avec les dirigeants

des pays alliés. Conformément à ses engagements, la France remplira ses obligations découlant du traité de l'Atlantique. »

De ce fait, la France — qui s'était retirée de l'O.T.A.N. en 1966 — se trouve maintenant en état de guerre contre l'Union soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie. Dans le futur immédiat, cela signifie la mise à disposition, au côté des forces alliées, des troupes françaises stationnées en Allemagne. La mobilisation générale est en cours.

Les forces armées en présence

L'armée allemande, axe principal du système de défense occidental, n'aligne que quelque 350 000 hommes : mais près de la moitié des soldats de la Bundeswehr sont des conscrits effectuant leur service.

Ces effectifs sont répartis en trois corps d'armée regroupant seize brigades blindées, quinze d'infanterie motorisée, deux de montagne et trois brigades aéroportées. L'armée américaine, quant à elle, ne compte que 150 000 hommes — auxquels il faut ajouter une brigade stationnée à Berlin — et 3 000 chars, pour la plupart des nouveaux XM-1.

Quantitativement, les forces britanniques viennent en troisième position au sein de l'O.T.A.N. À fin juin 1985, elles s'élevaient à 52 000 hommes organisés en quatre divisions blindées et une division d'artillerie. Un deuxième corps d'armée de 30 000 hommes est heureusement venu en renfort au cours du mois de juillet.

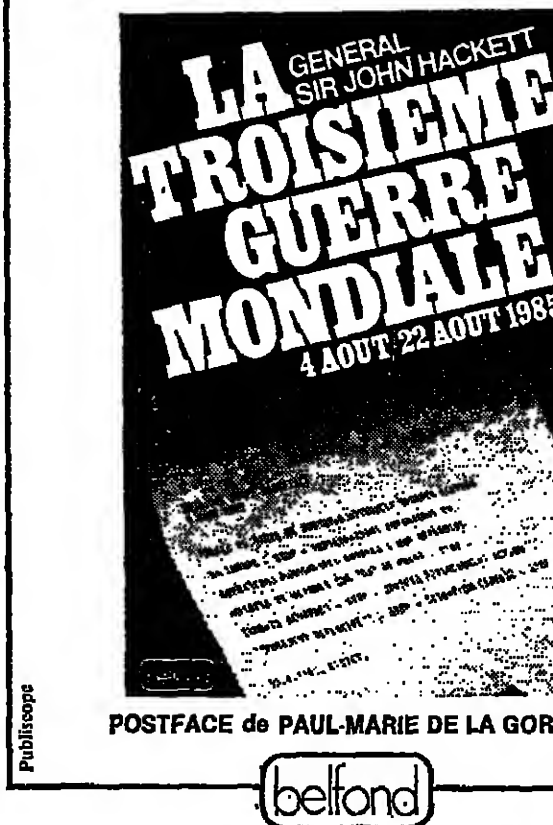
Nous ne mentionnerons que pour mémoire les divisions hollandaises, belges et canadiennes basées en R.F.A. Enfin, il est loisible, depuis la décision prise hier matin par le président de la République française, de rattacher aux troupes combattantes le 2^e corps d'armée français (deux divisions et divers corps de troupes — environ 50 000 hommes), stationné en Bavière, et les trois divisions mécanisées qui ont reçu l'ordre

par le général Sir John HACKETT (*) de passer la frontière, la première armée française étant

ainsi totalement regroupée (à l'exception des armes nucléaires tactiques, demeurées en France sous contrôle français).

(Lire la suite en page 2.)

VIENT DE PARAÎTRE



POSTFACE de PAUL-MARIE DE LA GORGE

belfond

THANATOS

AINSÍ donc, pour la troisième fois dans ce siècle, l'abîme. Faute de pouvoir, et soit d'hégémonie ont ouvert les perspectives de la troisième guerre mondiale avec, au bout, l'anéantissement possible de l'humanité. Nos civilisations non seulement savent qu'elles sont mortelles, mais tout se passe comme si la mort était leur aboutissement logique. 1914, 1939, 1955 : il arrive hélas à l'histoire de repasser les plats. L'univers concentrationnaire, les camps, les chambres, l'holocauste, n'ont pas servi à l'humanité d'Américains ont trop souvent joué à qui perd gagne pour que, jusqu'ici, nous ne fussions convaincus de l'impossibilité de la confrontation.

Équilibre de la terreur, volonté de ne jamais presser le bouton, espérances-nous : et la force de dissuasion française pour bien nous mettre au chaud, la tête dans le sable. On ne pourra plus dire « mourir pour Hambourg » comme on disait, il n'y a guère, « mourir pour Danzig ». Notre gouvernement a choisi résolument d'entrer en guerre aux côtés des forces du pacte atlantique : y avait-il une autre alternative ? Peut-être, si l'on s'était pris un peu plus tôt, au Moyen-Orient, en Afrique, dans le Golfe.

Aujourd'hui, tout bascule. La logique des combats exige, avant le premier tir, des villes dévastées, des réfugiés par millions. Qui peut se targuer de détenir la vérité et de se battre pour « la » cause juste ? Nous connaissons déjà la fin des modèles et des certitudes, nous vivons aujourd'hui l'agonie des dernières illusions.

On fera, bien plus tard, la part des responsabilités. On tentera une dérisoire comptabilité, mais il n'y aura plus personne pour figurer au futur Nuremberg de cette histoire déjà si pleine de bruit et de fureur. Il n'y a pas si longtemps, on nous promettait un monde meilleur, moins pollué, aux inégalités moins scandaleuses, aux totalitarismes moins triomphants, aux camps de concentration enfin clos. Cela sera pour une autre fois, pour un autre siècle, pour une autre planète. Thanatos l'a emporté sur Eros, la pulsion de mort sur l'instinct de vie. L'homme est ainsi fait qu'il lui arrive parfois, sciemment, de choisir en toute lucidité sa propre disparition. Mais ne reprochons pas à tous le crime que l'on pourra imputer à quelques-uns. Les vertiges de l'autorité ont eu raison de la sagesse des derniers modèles.

Sur un plan plus immédiat, ce qui ne va pas tarder à apparaître, c'est la fragilité des systèmes politiques, à l'est comme à l'ouest. Tout pourrait survenir, dans les prochains jours, dans les Républiques excentriques de l'U.R.S.S., du moins si l'on croit que leur assimilation au monde socialiste demeure superficielle et précaire, et qu'elles sont secrètement sensibles aux remous et aux révolts du monde musulman. De même, ce qui risque de se passer en Afrique, au Proche-Orient, du même en Italie, n'est que trop prévisible. Il ne resta plus, aujourd'hui, que l'espoir. Les principes qui nous gouvernent sauront-ils s'arrêter avant l'irréversible engrenage ? Il n'y a plus une parcelle de raison — s'il en reste — à perdre.

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au complet mercredi 5 septembre, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

Sur le rapport du ministre du budget, le conseil des ministres a adopté le projet de loi de finances pour 1980 (voir pages 1 et 31.)

Le président de la République a déclaré :

« Le budget de 1980 doit viser deux objectifs : soutenir l'activité économique et renforcer la solidarité nationale. »

C'est apparaît dans les traits essentiels du budget : la maîtrise des dépenses, la poursuite de la réduction de la pression fiscale de 1980, qui n'augmentera pas en 1980.

« Ce déficit doit rester compatible avec la stabilité du franc. C'est pourquoi il est fixé à un niveau qui est le plus modéré des grands pays industriels, et il devra être financé par l'épargne en dehors de toute création de monnaie. »

« Le renforcement de la solidarité nationale apparaît dans l'augmentation des dépenses d'intervention sociale, consacrées notamment à la défense de l'emploi. Il s'exprime dans l'effort fiscal demandé aux contribuables disposant de hauts revenus et dans un système cohérent de mesures visant à combattre la fraude et l'évasion fiscales. »

« La politique monétaire. Le ministre de l'économie a présenté les grandes orientations de la politique monétaire, compte tenu des perspectives économiques internationales et nationales et de la politique d'ensemble du gouvernement, notamment en matière budgétaire. Afin d'assurer un financement sans effet inflationniste sur l'économie française, le taux de la croissance de la masse monétaire est fixé à 15,70, inférieur à celui du produit intérieur brut en valeur. Pour 1980, la norme de croissance de la masse monétaire est fixée à 11 %. »

Le ministre de l'économie arrêtera, avec le gouverneur de la Banque de France, les dispositions permettant d'atteindre cet objectif.

« LA SITUATION AUX ANTILLES. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) a rendu compte des dégâts causés aux dépar-

tements français des Antilles par les récents cyclones.

« A la suite de sa visite sur les lieux, il a souligné la valeur et le dévouement des responsables de la sécurité et de la protection des personnes, ainsi que le comportement des élus municipaux et des populations, dont le sang-froid et la coopération ont certainement évité les pertes de vies humaines. »

Le président de la République a demandé au gouvernement de mettre en œuvre immédiatement les mesures de solidarité destinées à aider les victimes des catastrophes, selon des modalités comparables à celles qui seraient mises en œuvre pour des départements métropolitains frappés par une même catastrophe.

Dans l'immédiat, des crédits ont été affectés à la distribution de secours d'urgence. Aussitôt que toutes les informations sur la nature et l'ampleur des dégâts auront été réunies, le gouvernement prendra les dispositions permettant d'atténuer les conséquences du sinistre, et notamment de rétablir, dans les meilleurs délais, les activités productives et les communications.

A cette fin, une mission interministérielle, à laquelle se joindra un représentant des Communautés européennes, partira dès jeudi pour les départements antillais et remettra au gouvernement un rapport de son retour. Le conseil des ministres arrêtera aussitôt les dispositions nécessaires.

« COMMERCE EXTERIEUR. Les ministres du commerce extérieur, du travail et de la participation, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation et le ministre des affaires étrangères ont fait une communication sur les facteurs humains de la politique du commerce extérieur.

Le commerce extérieur constitue un élément essentiel de notre équilibre économique et de notre emploi. Il doit donc être l'objet d'un effort constant d'adaptation des hommes aux réalités de l'économie internationale.

Trois objectifs sont définis : — adapter les formations, — favoriser la mobilité des personnes, — organiser à l'étranger le soutien aux personnes et aux entreprises.

Pour les formations, le gouvernement a décidé la création d'un conseil permanent de la formation à l'exportation, l'adaptation des programmes d'éducation générale et technique sera poursuivie, notam-

ment pour l'enseignement des langues et les disciplines sociales et économiques d'ouverture sur le monde.

La mobilité des hommes devrait bénéficier des mesures prises depuis 1976 pour améliorer le statut fiscal et social des Français résidents et travaillant à l'étranger ainsi que des actions déjà engagées pour favoriser l'emploi des Français à l'étranger.

Ces actions vont être poursuivies et développées : — Pour renforcer les interventions du service pour l'emploi des Français de l'étranger dans le domaine de l'information et celui du placement par une meilleure prospection des offres d'emploi, notamment par l'intermédiaire des missions françaises à l'étranger ; — Pour compléter les aides existantes à la mobilité géographique par l'utilisation par des entreprises

françaises du passe national pour l'emploi pour permettre à des jeunes diplômés d'avoir leur première activité à l'étranger, à cet effet, une expérience sera lancée avant la fin de l'année.

D'autre part, le gouvernement invitera les partenaires sociaux à rechercher les moyens de mieux intégrer les séjours de travail à l'étranger dans l'organisation des carrières.

S'agissant des moyens de soutien à l'étranger des personnes et des entreprises, l'activité des consuls de France sera renforcée pour soutenir l'action commerciale des entreprises à l'étranger. Il sera procédé à une répartition des tâches entre les postes d'expansion économique et les chambres de commerce françaises à l'étranger. En France même, le service extérieur sera développé.

L'Union calédonienne et l'indépendance kanake

De notre correspondant

Nouméa. — Le 22 août dernier, le Parti de libération kanake (P.L.K.) organisait une première manifestation, après le remplacement d'un maître auxiliaire indonésien, M. Neaoutyine, par un professeur titulaire. Des affrontements eurent lieu entre policiers et étudiants devant le lycée de Nouméa, trois personnes furent interpellées. Ces arrestations entraînaient de nouvelles défilés de militants extrémistes. Les défilés furent libérés le 25 août.

Si le calme est aujourd'hui revenu à Nouméa, il semble relativement précaire, et l'on s'attend à d'autres actions du P.L.K., qui tient ainsi à affirmer sa position avancée au sein du Front indépendantiste. L'Union calédonienne (U.C.), qui est le plus important parti d'opposition (et qui regroupe une majorité de Mélanésiens), fait également partie de ce Front et a dû tenir compte de ce durcissement de ses partenaires.

Le 23 congrès de l'U.C., qui a lieu du 31 août au 2 septembre, à Hienghène, dans le nord du territoire, a permis de constater que l'engagement de ce mouvement sur la voie de l'indépendance s'était radicalisé, lui aussi. C'est là une évolution logique dans la mesure où les dirigeants de la formation savent leur électorat mélanésien séduit par l'action du P.L.K.

Ainsi, les débats de ce congrès ont mis l'accent sur le thème de l'indépendance kanake à propos de laquelle M. Jean-Marie Tchibao, vice-président de l'Union calédonienne, a déclaré : « Le pays colonisé, c'est le pays kanake. C'est donc le peuple indigène, seul peuple légitime de ce pays, qui est colonisé et qui se trouve en droit de revendiquer son bien. » A propos de la place des « non-Kanakes », M. Tchibao a affirmé : « L'alternative devant laquelle se trouvent les non-Kanakes est de savoir s'ils veulent continuer à entretenir l'acte de prise de possession, pérenniser les rapports dominants-dominés, et donc continuer à nier l'existence des Kanakes avec leurs légitimes revendications, ou assumer le fait qu'ils vivent dans le pays des Kanakes et non à Tahiti, à Wallis, en France, aux Antilles ou ailleurs. »

Le congrès a aussi débattu du danger que représente le capitalisme pour la société kanake et de la réforme foncière (notamment du retour aux tribus de leurs terres ancestrales et de l'agrandissement de réserves). Les congressistes ont enfin renouvelé leur confiance à leur président, M. Rock Pidjot, député de Nouvelle-Calédonie.

J.-N. F.

LA PRÉPARATION DE LA RENCONTRE P.C.-P.S.

Le parti communiste refuse des « déclarations-paravents »

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., chargé de préparer avec M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du P.S., une rencontre entre les deux partis, publie, dans « l'Humanité » du jeudi 6 septembre, un article qui précise la position du parti communiste à cet égard. M. Fiterman estime que le parti socialiste « n'a pas modifié ses orientations droitières » et il indique que, si le P.C.F. est disposé à « discuter de vive voix » avec le P.S. de l'action à mener contre la politique du pouvoir, il refuse en revanche les « rencontres-faux-semblants », les « déclarations-paravents » et les « comités-spectacles ». Le parti communiste s'oppose ainsi au souhait des socialistes que la rencontre entre les deux partis aboutisse à une déclaration commune qui constituerait un embryon d'accord politique.

M. Fiterman écrit : « En rappelant comment les dirigeants socialistes ont rompu l'union au moment décisif, nous ne cérons nullement à un saut quel penchant morbide à ressasser les souvenirs amers nous tenons tout simplement, oui, nous tenons à ne pas conduire les travailleurs dans une nouvelle impasse, dans une nouvelle illusion. Voilà aussi pourquoi nous ne sommes pas décidés à reprendre — ni à Paris, ni ailleurs en France — le chemin piégé des rencontres-faux-semblants, des déclarations paravent, des comités spectacle, qui seraient à l'action ce que les colorants sont aux produits alimentaires : des apparences trompeuses. »

« Nous y sommes d'autant moins décidés que nous ne saurions perdre de vue ce que sont aujourd'hui les positions politiques réelles du parti socialiste. Il y a trois mois, François Mitterrand chantait les louanges de la social-démocratie et combattait pour l'Europe de fau-

sticité et de l'abandon national. Il y a deux mois tout au plus, il présentait un programme économique dont même le journal le Monde (1) relevait que son contenu était en retrait par rapport à ses propositions antérieures sur des questions essentielles comme la relance de la consommation populaire, l'emploi, la lutte contre les inégalités. Il y a deux semaines, il pourfendait ceux qui se complaisaient dans « des combats d'arrière-garde », autrement dit les travailleurs qui luttent pour leur niveau de vie et leur emploi. »

« Tout indique donc que le parti socialiste n'a pas modifié ses orientations droitières. Sans doute, le parti socialiste parle dans le même temps d'action contre la politique du pouvoir, nous l'avons noté et nous voulons bien en discuter de vive voix. Mais ce qui compte, c'est ce que fait le parti socialiste, et ce qu'il fera. (...) »

« Ce qui compte avant tout, ce ne sont ni les « grands sommets », parisiens, ni les « petits sommets » départementaux ou locaux : c'est l'action unie des travailleurs eux-mêmes pour leurs revendications, c'est l'action des hommes et des femmes qui se retrouvent dans leur cité, leur quartier, leur village, pour agir ensemble, en faveur de ce qui leur tient à cœur et qu'ils ont défini ensemble. Autrement dit, l'union dans l'action à la base. »

(1) Voir le Monde du 10 juillet. — (N.D.L.R.)

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale se réunira le 18 septembre et enverra une délégation à l'hôtel Maitignon pour demander au premier ministre la convocation du Parlement en session extraordinaire, avant la session ordinaire qui s'ouvrira le 2 octobre, a annoncé, mercredi 5 septembre, le bureau du groupe. »

« M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, membre du bureau politique du P.C.F., devait se rendre au ministère de l'éducation, jeudi 6 septembre, à la tête d'une délégation de députés communistes, pour discuter avec M. Christian Benlieu des problèmes de la rentrée scolaire. »

UNE RENTREE CONFORTABLE



Nous les juniors, on adore le jogging, on est fait pour le sport, on aime le footing. Pour jouer aux champions, vivent les mini-prix pour un maximum de confort.

Galerias Lafayette

Des poli

M. Charles Lherminier, directeur de la section des affaires indiennes du comité sénatorial permanent des affaires indiennes, a déclaré que le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de modifier la Loi sur l'indianisme. Il a souligné que le gouvernement a l'intention de continuer à travailler avec les provinces pour améliorer les services sociaux et éducatifs aux Indiens. Il a également mentionné que le gouvernement a l'intention de continuer à travailler avec les provinces pour améliorer les services sociaux et éducatifs aux Indiens.

[illegible]

Des policiers et des « bavures »

par GEORGES MARION

Le mauvais recrutement, la formation insuffisante, les conditions de travail et d'existence des policiers et principalement dans la région parisienne — sont incontestablement à l'origine de « bavures », particulièrement nombreuses depuis le début de l'été (« le Monde » 9 septembre). D'autres causes sont à l'œuvre : le retardement et à l'organisation mêmes de la police, concurrent aussi à les expliquer.

Mal formé aux tâches quotidiennes du service général, le gardien de nuit doit faire face à une organisation et à des missions spécifiques, dont la conception, l'application et l'évaluation sont des critères politico-fonctionnels porte en elle de sérieux risques. Certes, les incidents à la suite desquels des personnes ont été immolées dans le métro ou dans leurs cités, peuvent s'expliquer par le racisme qui règne dans certaines communautés, mais les interventions brutales sur les

Course au rendement

Mais c'est en matière de sécurité, priorités manifestes fois affirmées, qu'aujourd'hui, les brigades d'élite, missionnées à l'origine pour faire face à des situations d'exception, se trouvent confrontées à des situations de routine. Les brigades d'élite sont donc devenues des unités polyvalentes, capables de faire face à toutes les situations. Elles sont donc devenues des unités polyvalentes, capables de faire face à toutes les situations. Elles sont donc devenues des unités polyvalentes, capables de faire face à toutes les situations.

l'oppe aussi une concurrence acharnée avec les brigades voisines. Les encouragements des plus hauts responsables aidant, c'est à qui fera l'affaire la plus spectaculaire. Le général de Gaulle, un jour d'un de ses nombreux passages dans la capitale, fut témoin d'un journaux d'une publicité naïvement montrant que la police tint la situation bien en main.

Un tel mécanisme n'est évidemment pas sans conséquence sur la prévention qu'il est censé assurer se réduit souvent à arrêter le délinquant potentiel avant qu'il ne commette l'acte. On ne peut pas dire d'une certaine heure, tout passant « anormal » est un suspect en puissance qu'il convient d'interroger. On ne peut pas dire qu'il entendit l'invitation à s'arrêter, qu'il aimait car être attaqué par des hommes armés, en qui il ne reconnaissait pas le fameux policier bien sûr, mais qui n'était pas un policier et, parfois la fusillade. Erreur des policiers, erreur des victimes, les bavures de cette sorte ne se

condamnèrent par les tribunaux et les cours d'appel pour des délits de droit commun. Onze l'ont été par des cours d'assises, et 1 668 ont été par les tribunaux de police. Les juges ont généralement eu à se débarrasser des trois administrations ; de même, il ne permet pas de savoir si les bavures policières ont été acquiescées par le ministre. Le ministre de l'intérieur indique, lui, qu'en 1978 les commissions de discipline ont prononcé 22 sanctions, dont 15 ont été mises à la retraite et 33 exclusions sanction qui frappe les stagiaires). Sur les 113 revocations, 10 ont été prononcées pour des « fautes commises en service ». C'est sans doute sous cette rubrique que figurent les auteurs de la fusillade de la rue de la Harpe. Les sanctions seraient en augmentation, essentiellement à cause d'une plus grande sévérité.

En dehors de ces rares données — le parquet bride toute volonté

Dangereux pour nos citoyens, la course au rendement a peut-être aussi pour les policiers eux-mêmes. Le 23 juillet 1978, l'inspector général de la Gendarmerie, une équipe de sa brigade territoriale, s'appretait à arrêter en flagrant délit les auteurs d'un vol de 100 millions de francs de la brigade de recherches et d'intervention survenus en extrême sur les lieux. Plus récemment, un inspecteur de la brigade de la région parisienne, trois motards se tuant accidentellement en poursuivant des voleurs, ont été cités à l'aveu. L'objet de ces critiques sur leurs mauvais résultats et avaient vu, quelques temps auparavant, un inspecteur de la brigade de la région parisienne pour le même motif, au service général, sur la voie publique. Pour ne pas connaître un sort semblable, l'inspecteur a décidé de « faire du rendement ».

Pour 1976, le compte général de la justice relève que 3 261 policiers de la Gendarmerie, 1 200 policiers « garde-chasse » ont été

parisien, un brigadier tua l'un des manifestants. Ce n'était pas la première fois qu'il procédait ainsi. Cette fois il l'achève, alors qu'après avoir juché jactant, il se tordait dans une gesticulation gisant immobile et le trottait. L'enquête devait montrer que la victime avait été tuée par un tir en vol, sans aucun rapport. Le brigadier eut même l'impudence de raconter l'histoire d'un manifestant de radio qui l'aurait vu, l'intensité des poursuites, on ne peut pas dire l'inverse du niveau hiérarchique du policier et être largement comblé par un rang social au-dessus du plaignant. Souvent, l'information informelle amène l'abandon des poursuites penales publiées, mais elle ne peut pas administrer sévère... mais seroit, avec le souci, partage par le parage, de la justice, de la justice de ne pas être permis à l'individu.

Le brigadier, qui ne peut porter atteinte à l'honneur de la casernement, a la considération de la police.

Dans de telles conditions, la majorité des syndicats de policiers ont décidé de ne pas effectuer ce qui est appelé « Privileger le secret sur l'information de l'opinion, être seul juge des suites à donner à une affaire, à l'exception des cas, par exemple, dans l'esprit des fonctionnaires, tous les abus en les autorisant à penser que la « couverture » pourrait être automatique. En fait, la couverture n'est pas automatique, le résultat final dépend largement de l'opportunité, des relations publiques, du service rendu, de la tendance, de la composition de la brigade, de la direction, convoquée deux fois à l'I.G.S. en quinze ans de carrière, sans qu'il y ait la moindre sanction, en fait quelque chose.

Le sera-t-elle ? En ce domaine, encore moins qu'en d'autres, la justice, et plus spécialement celle qui est chargée de le faire, n'a pas pour habitude de dévoiler ses projets. L'inculpation d'un policier se fait toujours avec le maximum de discrétion.

« Affaires délicates » pour la justice

Tout semble, enfin, dépendre de la politique imposée par le procureur ou le procureur général d'une juridiction donnée. A Paris, le procureur général des services du parquet entrepris sous l'autorité du procureur général, le procureur général, les quatre bureaux qui suivent les affaires délicates — que sont la police et la presse. C'est peu de choses, mais il faut une certaine prudence dans les affaires

FD-



Toute entreprise dispose d'une réserve de puissance, au niveau de ses hommes, de ses services et de ses structures.

Libérer ses pouvoirs, c'est révéler, canaliser et déployer cette puissance pour le plus grand profit de l'entreprise. En organisant sa gamme de produits dans un environnement d'informatique distribuée, CIL-HB a fait de l'informatique l'outil de cette libération.

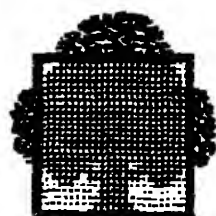
Pour toutes les entreprises, cela veut dire donner à chacun les moyens d'expression de sa volonté et de sa créativité, tout en assurant la cohérence et la rentabilité des initiatives de tous.



Les Mini 6, mini-ordinateurs universels fabriqués à Angers, s'adaptent très exactement aux spécificités des applications : usine, succursale, atelier, bureau, laboratoire, service administratif.

Ils doivent cette qualité à une modularité très poussée du matériel et du logiciel. Simples à mettre en œuvre, les Mini 6 peuvent ainsi répondre économiquement aux besoins d'une application isolée, ou peuvent aussi bien être les éléments de réseaux plus complexes.

Polyvalent, outil par excellence de l'informatique distribuée, le Mini 6 libère et mobilise les pouvoirs latents de l'entreprise.



Gli Honeywell Bull
L'informatique créative.

SOCIÉTÉ

LA LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

POINT DE VUE

Mythes et responsabilités

par FRANÇOIS LÉOTARD (*)

LES feux de cet été, dans la forêt méditerranéenne, ont été l'occasion de controverses très vives et très passionnées, chacun s'improvisant tour à tour sapeur-pompier, sylviculteur, préfet, historien, moraliste ou censeur.

Ce drame que nous avons vécu doit être cependant l'occasion d'une réflexion nouvelle, humble et patiente, dégagée des dogmatismes et des réves.

Les opinions qui ont été avancées, quant à l'origine des sinistres, quant aux modalités de la lutte ou aux nécessités de la prévention, relèvent malheureusement trop fréquemment du « dictionnaire des idées reçues ».

Plus exactement, elles ont révélé l'existence d'un certain nombre de croyances mythiques qui nous ont permis, une fois de plus, d'éviter le choc brut d'une réalité difficile et multiple. Le rôle simplificateur du mythe s'est trouvé renforcé par son utilisation polémique.

Le premier mythe est celui des canalisés. Il n'est pas question de nier l'efficacité relative de ces canalisés, ni le courage et l'habileté exceptionnels des pilotes. Mais croire, ou faire croire, qu'il existe face à la force maléfique du feu, une force bénéfique, venue du ciel, purificatrice et salvatrice, c'est à proprement parler construire un mythe. Cinquante canalisés à eux seuls — contrairement à l'idée que l'on veut imposer dans l'opinion — ne pourront que peu de chose devant le

mistral agissant après quatre mois de sécheresse sur la forêt.

Le second mythe est celui du passé. On voudrait là aussi nous faire croire, parce que c'est commode, que la forêt était jadis peuplée de paysans laborieux et sereins qui dans la douceur des soirs d'automne ratisaient soigneusement les sous-bois et brûlaient les broussailles.

Malheureusement pour le rêve et la nostalgie, la courbe qui représenterait dans le temps les surfaces sinistrées par le feu est — sur une longue période — déclinante.

Cette réalité ne tient pas au fait que les feux ne repousseraient pas — et donc que les surfaces à brûler seraient moins grandes au fil du temps — mais tout simplement au fait que les secours et la lutte sont devenus plus efficaces.

Le troisième mythe est celui de la forêt. Il s'agit d'une catastrophe trop grave. Nous ne pouvons pas, nous, localement être responsables. Il faut absolument que cela soit quelqu'un d'autre.

Voilà donc un service public, le service d'incendie et de secours, qui est authentiquement départemental. C'est même l'un des rares. Voilà un événement qui est en

grande partie — par le fait du vent, de la sécheresse — une catastrophe naturelle. Voilà un budget qui est prélevé sur des ressources locales, par des impôts locaux. Ne cherchons pas plus loin : c'est la faute de l'Etat. Il ne faut surtout pas dire que la région, l'établissement public régional, n'a pratiquement pas versé un centime dans la prévention ou dans la lutte : il faut trouver un coupable qui ne peut être nous-mêmes.

Cette organisation méthodique de l'irresponsabilité ne peut pas cacher quelques questions fondamentales, et, pour ma part, je voudrais en soulever trois, au demeurant fort simples :

— La première question est celle de la présence humaine dans la forêt. Nous avons organisé de magnifiques forêts : mais ces forêts brûlent. Ne devons-nous pas passer d'un état d'urgence à l'état de la forêt ? Ne devons-nous pas, d'une certaine manière, réinventer la forêt, réintroduire l'homme ? Des habitations, le long d'axes qui existent déjà — les routes — qui sont déjà des coupures, mais qui deviendraient ainsi des lignes de défense, ne permettraient-elles pas à condition d'être soigneusement contrôlées — une meilleure protection de l'espace boisé ?

— La deuxième question est celle des secours et de la lutte. Dans une région où la population se trouve multipliée fréquemment par dix, ne faudrait-il pas organiser la solidarité nationale, par le renforcement préventif des moyens de lutte ?

Comme cela se fait pour les C.R.S. et les gendarmes qui nous viennent en aide pendant l'été, ne pourrait-on mettre en service, pendant la saison, des renforts de sapeurs-pompiers venus d'autres régions moins systématiquement menacées ?

Cela se fait invariablement après le déclenchement du feu, avec les difficultés et les coûts que l'on devine : mais il est alors trop tard.

— La troisième question concerne la répression. On nous dit qu'un pourcentage important — en tout cas une large majorité — des incendies de cet été sont d'origine criminelle. On a d'ailleurs parfois appréhendé les coupables. Mais il y aura, à l'évidence dans le procès — qui devrait relever de la cour d'assises — un psychiatre extrêmement compétent pour invoquer une irresponsabilité due à une maladie mentale. Est-il besoin de souligner qu'en l'occurrence le bon sens conseille les jurés ? Cette circonstance — qui sera bien sûr établie — doit-elle exonérer le criminel de sa responsabilité pénale ?

Mais il ne s'agit là que de questions...

CORRESPONDANCE

L'organisation des secours et la politique forestière

Dans nos éditions du 11 août, nous avons publié les correspondances de plusieurs lecteurs relatives aux incendies de forêts et de garrigues du Midi, qui ont pris au cours des dernières semaines des développements catastrophiques. Beaucoup d'autres lettres nous sont parvenues depuis, mettant en cause tant l'organisation des secours que la politique forestière dans les régions méditerranéennes. Nous publions ci-dessous des extraits de celles d'entre elles qui nous paraissent le mieux refléter les préoccupations de nos lecteurs.

Réponse à Rezvani

En écrivant, dans le Monde du 15 août, que les pouvoirs publics ont confié leur autonomie aux forestiers des Maures, M. Rezvani exagère. A mon avis, il serait plus exact de dire qu'ils n'ont pas su (ou pu) se donner des moyens suffisants pour se substituer à des propriétaires forestiers de plus en plus défaillants avec le temps. Pour ces forestiers, dont l'exode rural a dramatiquement réduit le nombre, de plus en plus isolés, dont les forêts n'ont pour eux aucun attrait économique, l'entretien hivernal, que décrit très bien S. Rezvani, est, depuis plusieurs décennies, devenu hors de prix. Conscients des risques d'incendie accrus, les préfets des départements méditerranéens prennent depuis longtemps des arrêtés, rendent obligatoires le débroussaillage des forêts. Mais, n'ayant pas les moyens de subventionner les travaux, ils ne pouvaient que prévoir des incendies à l'approche des défalcations. Si ces amendes avaient été fortes, elles n'auraient jamais pu être recouvrées ; d'ailleurs, les conseillers généraux ne les auraient pas votées, car les propriétaires forestiers sont souvent élus électeurs, et dans le programme d'action prioritaire « Défendre le patrimoine naturel » du VII^e Plan (1976-1980) visent principalement à accroître les moyens de prévention par la création de corps départementaux de forestiers-sapeurs (devant se substituer peu à peu aux anciens harkis employés par l'Office national des forêts dans certains départements) chargés des travaux de débroussaillage en hiver et printemps et du soutien aux pompiers en été.

Sur ce point nous touchons un autre problème délicat : celui de la préférence entre administration. La création de corps de forestiers-sapeurs ne s'est, en effet, pas déroulée à la vitesse souhaitée par ceux qui ont élaboré le programme finalisé du VII^e Plan, en partie parce que cela constituait un transfert de responsabilité du ministère de l'Intérieur (Protection civile) au ministère de l'Agriculture (Service des forêts, et C.N.F.).

Les paysans des Maures connaissent les chemins du feu. Dès qu'il y a un danger, ils s'en vont sur la route de Collobrières, ils avaient, eux, quelques vols à prendre, l'incendie. Pourquoi ne les a-t-on pas consultés ?

Toutes les « campagnes de la Garde-Fréinet », et en particu-

lièrement les hameaux de la zone ouest et sud, étaient directement menacés. On dit que le matériel était insuffisant, que rien ne se passait. Spectacle navrant de pagaille et de suffisance, roulements de mécaniques, effets de scène, devenus dérisoires de circulation, blocage des routes, certes. Mais dans les campagnes qui brûlaient ?

Je peux attester que depuis l'entrée du chemin qui mène à Val-d'Aubert et au camp de la Suvière, zone qui sur près de 10 kilomètres a subi d'énormes dommages, pas un seul véhicule ne s'est aventuré !

Le feu n'a pas été maîtrisé, comme on écrit certains quotidiens régionaux, il s'est éteint, faute de combustible. Il n'a pas été permis aux propriétaires de leurs propres maisons. Cette interdiction pourrait s'expliquer si d'autres mesures avaient été prises, mais ce ne fut pas le cas.

Ainsi, ces hameaux ont été sauvés par les rares habitants qui avaient pu rester chez eux ou tromper la surveillance officielle, et que personne n'est venu déranger, croquer le bien. En ce qui les concerne, on peut, cette fois, parler d'insuffisance de matériel. Tel hameau que je connais bien a été sauvé par quatre personnes — quatre avec des moyens de fortune, l'eau des réservoirs et le fameux contre-feu condamné par la doctrine à la mode. Je ne cite pas de noms, ces gens-là ne seront pas décorés.

M. LAURENT CLERO, Paris (15^e).

combien d'hectares entretenus tous les ans, d'incendies évités ?

M. VINCENT DOLLE, inspecteur départemental, Montpellier (Hérault).

Pour une poignée d'ECU

Il faut arrêter l'hémorragie : c'est en somme un diagnostic simple.

Mais avec quelle thérapeutique ? Là est la question.

Aujourd'hui nous sommes à la veille d'un événement capital sur le plan de la protection de l'espace. Le problème vient, envisagé sous l'angle économique par les partenaires de la C.E.E., résumé par ceux-ci en terme de productivité et de compétitivité risque d'être tranché dans la plus pure stupidité mathématique.

S'il en était ainsi les troupeaux d'ovins de toutes les Alpes du Sud disparaîtraient avec leurs bergers. Combien faudrait-il prévoir de Canadiens pour les remplacer ? Nous n'en savons rien. Ce que nous savons, c'est que les Alpes françaises, et plus encore les Alpes italiennes, ne sont pas des citadins, se transformeraient rapidement et irrémédiablement en paysage lunaire.

Alors, que chaque Français exige la protection et la préservation de la vie des sites naturels magnifiques qu'il veut retrouver périodiquement ? Pour une poignée d'ECU, la nouvelle monnaie verte européenne, avec le maintien de quelques milliers d'agriculteurs, le grand troupeau de la montagne, les Alpes-Méditerranée, cher ?

Michel ORCIERES, secrétaire de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles « Alpes-Méditerranée ».

1 Canadair = 40 000 brebis

On parle beaucoup de moyens de lutte à renforcer, à diversifier, à améliorer, à perfectionner. L'entretien de la garrigue par les troupeaux est chose facile à l'âge de : pare-feux, pâturage, coupe, etc. Mais, pour pénétrer dans la garrigue, travaux d'aménagement plus ou moins lourds, rendus en valeur d'anciens champs actuellement abandonnés, et installation de prairies de longue durée avec des variétés fourragères adaptées au climat méditerranéen. Les éleveurs ont maintenant à leur disposition des moyens techniques, administratifs (associations syndicales d'aménagement) et financiers (aides de l'Etat). Il faudrait effectivement que les finances suivent et que les troupeaux subsistent.

A quel prix cette prévention ? nous demandera-t-on. Prenons comme unité de compte le moyen de prévention : un mouton (une brebis adulte vaut de 350 F à 400 F) et comparons au moyen de lutte bien connu — dont il n'est évidemment pas question de remettre en cause l'efficacité : le Canadair.

Le coût moyen d'aménagement de 1 hectare de garrigue = de six à douze brebis.

Un Canadair = quarante mille brebis à l'achat ; son entretien annuel coûte quinze mille brebis (l'effectif actuel de brebis de l'Hérault est soixante-dix mille brebis).

Avec autant de débroussaillages, qui, d'ailleurs, se reproduisent, —

LE DÉBAT SUR L'AVORTEMENT

Mobilisation féministe

« Le débat sur l'avortement va redonner une nouvelle jeunesse au mouvement des femmes. Il en avait bien besoin. » Ce propos d'une féministe résume l'état d'esprit des militantes qui, depuis le début de l'été, préparent une « marche des femmes sur Paris » qui aura lieu le samedi 6 octobre. Une réunion de préparation a eu lieu le 5 septembre à Paris.

Il y a cinq ans, la bataille de l'avortement avait donné aux mouvements féministes, en France, une vigueur et une ampleur qu'ils n'avaient pas eues jusqu'à et qu'ils n'ont plus depuis. Le vote de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse — loi provisoire votée pour cinq ans, et dont le Parlement devra dire, à l'automne, s'il faut la pérenniser, l'amender ou... revenir à la situation d'avant 1975 — avait marqué l'apogée du féminisme en France. Ensuite, aucun autre enjeu n'était parvenu à mobiliser toutes les féministes. La floraison des groupes féminins tradui-

sait autant la vitalité du mouvement que sa faiblesse.

Nul ne peut dire aujourd'hui si, à l'automne, la bataille sur l'avortement ressuscitera le féminisme français. On peut seulement constater que, pour la première fois depuis longtemps, des militantes de la quasi-totalité des courants du féminisme se sont retrouvées pour préparer cette « marche sur Paris », dont l'idée fut lancée à la fin de juin lors d'une réunion de femmes écologistes.

Cinq mille personnes ont déjà signé l'appel à cette « marche » (1) et l'une des organisatrices nous a indiqué qu'elles espèrent plusieurs dizaines de milliers de participantes. La date du 6 octobre a été choisie judicieusement : la session d'automne du Parlement débute le 2, et le conseil des ministres au cours duquel Mme Monique Pelletier — qui défendra le projet à l'Assemblée — exposera sa position pourrait être celui du 10 octobre. Les députées, eux-mêmes, n'auront à en débattre que vers la fin de novembre.

« Une question de liberté »

Les féministes ne craignent-elles pas d'enclencher le débat trop vite et d'offrir aux adversaires de la liberté de l'avortement le temps de réagir et de s'organiser ? Au contraire, répondent-elles, « nous souhaitons un large débat. L'avortement n'est pas une question de femmes, c'est une question de liberté. Il faut engager le débat et l'élargir aux libertés. En outre, nous souhaitons que la loi soit améliorée sur plusieurs points — sort des femmes immigrées, des mineures, nécessité qu'elle soit appliquée partout — et nous ne fonderons pas sans une large mobilisation.

A cet égard, l'inculpation, mercredi 5 septembre, des présidentes du MLAC et du Planning familial pour infraction à la loi sur le monopole de la radiodiffusion ne peut que faciliter cette mobilisation.

Il y a cinq ans, les féministes

réclamaient l'avortement libre et gratuit. Aujourd'hui, le ton a changé. Il n'est plus question de gratuité. « Quand on arrache une dent, nous a dit une organisatrice de la marche, ce n'est pas gratuit. Il n'y a pas de raison que ce soit différent pour l'interruption de grossesse. » Ce ton nouveau est illustré par le thème retenu pour la marche du 6 octobre : « Avorter est notre droit, nous aurons les enfants que nous voulons. » L'évocation des enfants délaissés traduit le souci qu'on ne de nombreuses militantes, aujourd'hui, de montrer que leur lutte pour l'avortement n'est pas un combat contre la vie et que l'enfantement n'est pas nécessairement, pour elles, une calamité.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Le texte de l'appel peut être obtenu en écrivant à B.F. : P.M.A.-370, 75228 Paris Cedex 13, mention « marche du 6 octobre ».

LES PRÉSIDENTES DU PLANNING FAMILIAL ET DU MLAC SONT POURSUIVIES POUR INFRACTION A LA LOI SUR LE MONOPOLE DE LA RADIO.

M. Emile Cabé, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé, le 5 septembre, Mmes Simone Iff, présidente du Mouvement français pour le planning familial, et Maria Surdulescu, présidente du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), pour infraction à la loi sur le monopole de la radiodiffusion. Elles avaient participé, le 17 janvier, à une émission de radio « pirate » réalisée dans les locaux du MLAC, 34, rue Viala, du Temple à Paris (4^e), pour le quatrième anniversaire de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

LE GOUVERNEMENT DISCUTERA DU RENOUVELLEMENT DE LA LOI AU MOIS D'OCTOBRE

C'est au début du mois d'octobre que le gouvernement discutera le problème du renouvellement de la loi sur l'avortement, annonce Mme Monique Pelletier dans un entretien publié par la revue Parents du mois de septembre. Le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine, déclare notamment : « L'un de mes rendez-vous est le projet de loi sur l'interruption de grossesse adapté après cinq années d'expérience. Je suis chargée de le défendre par le gouvernement. Celui-ci le discutera, début octobre, avant le débat à l'Assemblée nationale, avec une approche calme, sans passion excessive. Gouvernement et Parlement doivent proposer une réponse rationnelle à un fait social grave. Il faut d'abord donner aux couples le sentiment qu'ils peuvent mettre du monde en enfant et qu'il sera accueilli par la société ».

ABRÉGER LE DÉLAI ?

Le docteur Jean Delaneau, député (U.D.F.) d'Indre-et-Loire, souhaite, dans un entretien publié par le quotidien la Nouvelle République du Centre-Ouest du mardi 4 septembre, que le délai accordé aux femmes qui veulent interrompre une grossesse (dix semaines actuellement) soit ramené à huit semaines. Au-delà, et jusqu'à douze semaines, on pourrait, estime ce député, qui est président du groupe de travail dépendant de la commission sociale de l'Assemblée nationale qui prépare depuis le mois de décembre 1978 le rapport sur les applications de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, « instituer une période au cours de laquelle la décision ne serait pas uniquement entre les mains de la femme, mais dépendrait aussi d'une commission à caractère médical ».

Le docteur Delaneau souhaiterait, d'autre part, que le gouvernement fasse en sorte que « les autres clauses de la loi actuelle soient réellement appliquées, en particulier que les hôpitaux publics offrent effectivement des possibilités d'interruption de grossesse sur femmes qui le demandent ». Parallèlement, ajoute-t-il, nous demanderions une attitude stricte à l'encontre des médecins qui pratiquent des interruptions illégalement.

JUSTICE

VINGT-CINQ AUTONOMISTES BRETONS VONT COMPARAITRE DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Le lundi 17 septembre s'ouvrira à la Cour de sûreté de l'Etat, présidée par M. Claude Allaer, le procès de vingt-cinq autonomistes bretons poursuivis pour association de malfaiteurs, certains d'entre eux étant aussi poursuivis pour des attentats par explosifs commis, de juin 1974 à juillet 1978, en Ile-et-Vilaine et dans le Finistère. D'autres, enfin, comparaitront pour vols ou détention d'explosifs.

Quatorze accusés sont détenus : MM. Patrick Montaugier et Lionel Chénervier, déjà condamnés à quinze ans de réclusion le 30 novembre 1978 pour attentats contre le château de Versailles du 26 juin précédent ; Alain Furet, Daniel Hamon, Michel Hellequin, Michel Herjean, Bernard Le Fouet, Jean-François Le Guellet, Alain Pella, Yann Pichard, Serge Rojinsky et Michel Salomon.

Neuf sont libres : MM. Jacques Bruchon, Bernard Delbecq-Mint, René Gossez, Etienne Le Coadic, Eric Parisse, Gerhard Peresse, Guy Stéphan et un garçon de dix-sept ans.

Deux seront jugés par défaut : MM. Yann Fouéré (vivant en

Irlande) et Ange Peresse (vivant en République fédérale d'Allemagne).

Les débats doivent durer au moins une quinzaine de jours. Le siège du ministère public sera occupé par M. Jacques Colette, avocat général. M. Leclercq, Leclercq, Chouquet, Milgoud, de Felice, Matarasso, notamment, seront au banc de la défense.

● **Corse : trois interpellations.** — Les services de la police judiciaire d'Ajaccio viennent de procéder à l'interpellation de trois personnes soupçonnées d'avoir participé à des attentats à l'explosif commis récemment à Ajaccio. Il s'agit de MM. José Pozzo du Borgo, vingt-deux ans, pompiste, Paul Ceccaldi, dix-huit ans, manutentionnaire dans un supermarché et Jean Morielo, actuellement sous les drapeaux.

● **M. Pierre Bellet, premier président de la cour de cassation, a été reçu, mercredi 5 septembre, par le président de la République, l'entretient, indique-t-on à l'Élysée, a porté sur les problèmes de la magistrature.**

Le Monde
DES
Tombeau

de René Depestre

Fais pas

LE DÉBAT SUR L'AVORTEMENT

Mobilisation féministe



Le Monde DES LIVRES

Tombeau pour Hölderlin

● Poétique et provocante, une nouvelle identification de Jacques Teboul.

PARMI les romans de la rentrée, un titre retient l'attention, parce qu'il interpelle Hölderlin. Qui n'est sensible à la tragique histoire de ce poète allemand, qui, frappé de folie à trente-six ans, passe les trente-sept autres années de sa vie (1800-1843) hors du sens, dans cette tour de Babel, sur le bord du Neckar, où un homme simple, le menuisier Zimmer, l'accueille parmi sa famille ?

Cet acte est, tout simplement, un sauvetage. Hölderlin sort de la clinique du docteur Autenrieth, où, pendant un an, son état n'a fait qu'empirer. Dès qu'on ne le soigne plus, qu'on ne le contraint plus, il s'apaise. De sa fenêtre, il contemple la plaine qui s'étend devant lui, où il sort pour la parcourir. On lui a donné de quoi écrire et il noircit

des pages entières, dont il ne restera rien. Plus tard, la maison de Zimmer a brûlé, mais sait-on si l'on n'avait pas auparavant détruit ces textes jugés sans valeur ? Il joue de la flûte ou tape sur son épinette : des mélodies ou des rythmes enlaidis. Quelques visiteurs intrigués viennent le voir. Il leur donne la comédie de la plus extrême révérence. Il leur écrit des poèmes, lisses et calmes, qui seuls seront sauvés de ce temps de la folie : trente-sept années où, retiré du monde, Hölderlin se survit.

Après bien d'autres qui en ont fait des gloses et des thèses, ce roman fasciné Jacques Teboul et lui a inspiré — ce sont ses propres termes — « une fiction violente et sérieusement documentée qui met en jeu la vérité du poète et la [sienne] ». Il en résulte un texte étrange, agressif et musical, immobile et mouvementé, fragmentaire et unifié, fidèle à son modèle et cependant le trahissant par des modernismes outranciers.

Capable de toutes les audaces et de toutes les provocations, Jacques Teboul, un poulain de

Denis Roche et de la collection « Pléiade » et Cie, a déjà remporté pour son deuxième roman les *Trois de la viande*, et qui dans le précédent n'avait pas hésité à se prendre pour Vermeer. Un principe, une manie, cette identification à des hommes célèbres, inconnus ou mystérieux ? Il assure que non. Dans *Vermeer*, livre sur le regard, il avait besoin d'un peintre. Dans *Cours*, Hölderlin l'a choisi sur la révolte et le refus, il avait besoin d'un fou.

Car il laisse au poète toute sa folie, que d'autres ont niée. Elle lui sert trop pour l'esthétique « déchaînée » qu'il met en œuvre.

Tantôt se parle un délire dans le déferlement des mots et des images, où l'angoisse monte puis s'apaise, où la galeté tourne soudain au hurlement. Tantôt, dans un dessin précis, l'homme est saisi dans ses attitudes et ses gestes, là immobile, absorbé par le paysage, ici dansant, triplant ou courant. Tantôt se joignent à plusieurs personnages des scènes de torture ou de notre comédie. Autant de motifs qui reviennent inlassablement, se croisent, se contredisent, animant un texte où presque rien n'arrive, si ce n'est la ronde des saisons et la venue du jour qui succède à la nuit.

A cette utilisation esthétique, se mêlent, quoi que l'auteur en dise, les interprétations de cette

folie. A travers Hölderlin, Jacques Teboul aperçoit le terrorisme de la bande à Baader, l'opposition à l'Etat héglélien, la tyrannie d'une mère abusive, le complexe oedipien d'un impulsant, les mots perdant leur sens quand le ciel se vide, le désir sexuel assurant le relais des deux pour commander à l'inspiration. Toutes ces théories dans le vent déportent le livre, sans le gâter complètement. Jacques Teboul nous impose, par la qualité même de son écriture, la sublime figure du poète. Quelles que soient les provocations et les inutilités altérées qu'elle subit, elle rayonne d'un éclat que ne peut ternir la psychanalyse.

JACQUELINE PIATIER.

★ COURS, HÖLDERLIN, de Jacques Teboul. Le Seuil, 215 pages.

ÉTÉ 1832

C'EST l'heure des fins d'après-midi, au déclin de l'été, quand s'adonne la lumière qui met du feu dans les arbres et dans la chevelure des jeunes filles.

Hölderlin est assis dans le jardin. Aux saules il a coupé des branches sèches, puis il a ramassé des brassées de fleurs et, maintenant, il trasse avec application deux couronnes qu'il entrelasse de la joie, la lumière, les arbres et les fleurs. Lorsqu'il a fini, il les fait tourner au-dessus de sa tête, dans le soleil, puis il appelle Christiane et Lotte, leur demande de s'approcher et de se pencher vers lui. Il dit en les couronnant :

— Vous, déesses du peuple, dans la lumière.

Lotte tape des mains et rit, Christiane sourit et Hölderlin applaudit. Il leur fait fête comme un enfant. Deux jeunes filles dans le milieu du fleuve et des feuillages. C'est le bonheur qui surprend en lui le poète fou. Il s'y laisse aller et danse une ronde avec les deux enfants, tandis qu'il les invite à chanter avec lui. Cette chanson populaire d'abord légère et commandée galement, voici que Hölderlin en martèle les mots, en aggrave le rythme et qu'il la termine seul, dur et désarticulé, dans l'herbe du jardin.

Extrait de « Cours, Hölderlin ».

ALAIN BOSQUET.

★ LE MAT DE COGNAC, de René Depestre. Gallimard, 188 pages.

La luxuriance de René Depestre

● Une peinture tragique d'Haïti.

N'EST EN 1938, René Depestre est le plus connu des poètes haïtiens, avec Dédé Moravia. Il a publié en France des recueils comme *Vegetation de clarté* (Pierre Seghers, 1951), *Traduit du grand large* (Pierre Seghers, 1952) et surtout *Poète à Cuba* (Pierre-Jean Oswald). Deux inspirations y forment un bizarre équilibre : un lyrisme brutal, politique, social qui défend le stalinisme le plus flagrant, et, comme le remarquait déjà Aimé Césaire il y a un quart de siècle, un brassage haut en couleur de racoqueries et de fables tropicales. Ce que le calcul du partisan abandonne à l'imagination est d'une exceptionnelle luxuriance. René Depestre pourrait être, en poésie, une sorte de Pablo Neruda de la sensibilité afro-cubaine, proche en cela de Nicolas Guillén.

Le *Mat de cognac* mène, pour la première fois, avec un certain bonheur, ses deux inspirations. L'histoire est en tout cas originale, fascinante et grave. Dans un Haïti dont on n'a cessé de dire que quelques noms — d'autres ne le sont pas, ce qui trahit ou la hâte ou l'incohérence — le dictateur sanguinaire, ou Grand Electricateur des Amas, a recours à la « somnification » ou destruction de la volonté des opposants, quand il ne les met pas simplement à mort.

Tel est le cas d'Henri Postel, au sein de la cinquantaine, qui fut un sénateur brillant et un homme d'action, mais qui peu à

peu a sombré dans l'indifférence, en devenant petit boutiquier. Or, il existe, dans le pays, une épreuve initiatique, qui apporte à ceux qui s'y mesurent à la fois la gloire et une fin tragique : l'ascension d'un mât de cocagne, symbole des efforts inutiles de tout un peuple.

Dans un sursaut dont il ne se croyait plus lui-même capable, et conscient des risques qu'il prend, Henri Postel décide de s'inscrire parmi les concurrents. Sa réputation s'en trouve soulevée. A son âge, pourtant, il n'a plus les ressources physiques pour ce genre d'exercice. C'est alors qu'interviennent les forces magiques du vaudou.

Avec l'aide d'amis et de femmes expertes en sorcellerie, Henri Postel retrouve sa jeunesse : virilité, conviction, espoir. Du coup, sa réputation parmi les masses grandit d'heure en heure. Grimper jusqu'au sommet du mât de cocagne n'est pas une mince affaire, et il faut s'y prendre à plusieurs reprises. Lorsque, avec beaucoup de peine, Henri Postel est sur le point d'y parvenir, il est abattu d'un coup de feu. Le peuple retombe dans l'abandon et la misère, mais gardera le souvenir de son exemple.

La moitié du livre, qui traite de la métamorphose d'Henri Postel, est suffocante, dans le meilleur sens du terme, de poésie, d'images, de saveurs vénéneuses, de métamorphoses à la canonnade. Elle rachète les négligences, les platitudes et les inutilités vulgarisées du récit à froid qu'il entoure.

Fais pas tes yeux !

● Guy Croussy à la chasse aux têtes.

ENFANT, Pierre Roche a vu son père battu et humilié par un fermier et deux gendarmes. Le père avait travaillé pour le fermier pendant deux semaines. Celui-ci l'avait congédié sans le payer. Alors, la nuit, il était allé lui voler un sac de pommes de terre qu'il avait caché dans sa cave. C'est l'enfant qui, involontairement, désignera la cave. Il en gardera un regard dur.

« Fais pas tes yeux », lui dira sa mère.

L'enfant a grandi et est devenu élève de l'école centrale des arts et manufactures. Un brillant élève. Il va avoir son diplôme. Au cours d'une réunion d'athlétisme, il fait la connaissance d'une jeune fille qui est pensionnaire de l'Institut Sainte-Marie-Mère-de-Dieu. C'est la fille d'un gros « ponton » de l'industrie textile du Nord, quelque chose

comme un Boussac. Ils s'aiment. Ils se marient. L'empire du beau-père va à vau-l'eau. Les machines sont arrêtées. Avec la complicité de sa jeune femme, qui est donc la fille du précédent, Pierre Roche va achever cette démolition. Il va vendre les ateliers par lots. Il en édifiera d'autres. Après quoi, il s'attachera aux quatre frères Deprez, un autre bastion de l'entreprise esclavagiste, en lesquels, pour peu qu'on suive l'activité économique, il est aisé de reconnaître des équivalents actuels.

On aura tout de suite compris les mobiles de Pierre Roche et ce qui motive ce regard qui tout à coup se fait impitoyable.

Pour venger l'humiliation paternelle, il s'est fait « chasseur de têtes ». Il ne s'introduit dans le système que pour le démolir. On connaît le goût de Guy Croussy, déjà manifesté dans *Le Loup-Cervier* et la *Concession de la Providence*, pour, à la fois, la peinture des milieux ouvriers et patronaux du Nord, et celle de ces jeunes technocrates, ambi-

lieux, avides de pouvoir et de réussite, qui sont les chevaliers des temps modernes. Jusque-là, Guy Croussy les avait montrés de l'extérieur, suivant une technique qui, sans aller jusqu'à l'imiter, s'inspirait de l'école du regard, avec ce « je ne sais quoi » de froid, d'observateur, de distancé, qui en exprimait la dureté. A chaque fois cependant, la gangue s'ouvrait, une fissure apparaissait par laquelle on pouvait voir la tendresse du cœur. Au sein de la réussite, le jeune loup soudain craquait ; et se réfugiait au sein de la forêt obscure et primitive. Il retournait à ses sources.

Ici, c'est différent. Le personnage est vu de l'intérieur. Il dit « je ». Il a toujours ce même regard appliqué, un peu myope, qui rend les choses à la fois précises et floues et qui échappe au populisme comme au réalisme pour atteindre à une sorte de surréalisme familial, comme si paysages et personnages, gestes et sentiments, étaient baignés de cette lumière froide et bruneuse

du Nord, fantomatique, traversée d'éclairs mystiques et d'éclairs divinatoires. Mais il n'y a pas de la tendresse, à la dureté. Elles ne sont plus séparées dans le temps. Elles sont entrecroisées dans l'instant. Tendresse pour la femme que l'on aime, qui est la complice en même temps que la compagne. Tendresse pour les vieux parents. Tendresse pour un mode de vie simple, laborieux, et pour les lieux qui l'environnent. Les chapitres sur le travail dans les cressonnères ou sur l'arrachage des betteraves, sur une séance de visite médicale chez les ouvriers agricoles ou encore sur l'art de préparer une chasse, sont parmi les plus évocateurs que l'on puisse lire, et celui sur l'enterrement de la mère — le père ayant lui-même fabriqué le cercueil, puis le portant, avec l'aide du fils, jusqu'au cimetière — mérite de figurer dans une anthologie de textes inspirés par la piété conjugale et filiale.

PAUL MORELLE.
(Lire la suite page 17.)

« UN PIÈGE À LUMIÈRE », de Serge Bramly
« LE PRÉ JOLI », de Raphaël Pividal

Vertus de l'étrange

VERTIGE de chaque rentrée : et si disparaissait ce dont on s'occupe, à quel on tient ? Qu'y aurait-il de changé, pour soi, pour les autres ? Imaginons l'automne sans sa pluie de jeunes romans. Qui s'en plaindrait ? Peu de gens, c'est à craindre. Et pourtant ! J'affirme, sans esprit de clocher, que cette cure annuelle d'imaginaire, même suivie de loin, est nécessaire à chacun, comme à tous. D'autant plus que nous prétendons nous en passer. A une époque où la jactance technocratique réduit le réel et régentie les esprits, il est devenu vital que quelques maniaques s'entêtent à sauver, plume en main, les chances de l'inouï, les vertus de l'étrange.

Cette fonction individuelle et sociale de la divagation, deux des auteurs qui dominent la première livraison de septembre l'assurent à plein. Si on croyait aux mini-mouvements saisonniers, on parlerait de retour en force du bizarre.

Le mot est faible, appliqué à Serge Bramly. Le héros de son *Piège à lumière* fait partie des êtres, de plus en plus rares, qui échappent à l'uniformisation générale par la grâce d'une idée fixe venue du fond d'eux-mêmes. Lorsque le narrateur, journaliste, vient l'interviewer « pour le pittoresque », cela fait quinze ans, depuis sa retraite, que cet ancien fonctionnaire, sorti de Falcet Cheval de la miniature, tente de reconstituer en réduction le cabinet d'optique d'un château Renaissance, où il est né par accident. Sa mère visitait les lieux. Avant de le mettre au monde prématurément, et de succomber, elle a parlé d'une « illumination ». En reproduisant exactement ce qu'elle avait sous les yeux,

par Bertrand Poirot-Delpech

notre bricoleur espère surprendre le secret du monde. Comme il nous est arrivé à tous, enfant, de l'imaginer, il soupçonne la réalité de n'être qu'un leurre, qu'une manipulation dont il serait le cobaye.

LES expérimentateurs supposés ayant réalisé au piège de sa minutie, il vend la maquette, et décide de poursuivre les recherches mêmes qu'aurait le cabinet d'optique. Contemporain obscur de Vinci, l'hôte savant du château partageait l'utopie du moment selon laquelle on ne tarderait pas à démasquer, sous le désordre des apparences, un architecte de l'univers, notamment en épiant les anomalies de la lumière, premier attribut divin.

Après avoir complété les archives du temps et toutes les théories connues, notre physicien métaphysique monte une « manip » délicate. Prismes et miroirs tourmentent un rayon lumineux à toutes les tortures imaginables. Objectif suprême : à force de biais, de ruses, de traquenards, prendre enfin la nature en défaut, et son créateur la main dans le sac.

Un soir, la victoire paraît à portée. Et puis, non ! L'ombre surprise au secret d'un écran trahissait seulement une ampoule grillée. Il ne reste au héros qu'à se pendre à une potence ouvragée de longue date avec le même soin amoureux que ses appareils. Et le narrateur, qui s'était fait le scribe du projet, le reprendra à son compte, malgré l'hostilité de sa femme, dans une seule et même nuit, les deux pièges de lumière se sont révélés cérébraux.

CÉRÉBRAL, le livre l'est un peu trop, par contagion. Il appellera le sous-titre : conte métaphysique, au lieu de : roman. Il risque de se lire moins facilement que *l'itinéraire du fou*, qui a révélé Bramly, l'an dernier. Mais il confirme les dons salués par beaucoup de critiques. Trait rare chez les débutants : on sent l'auteur très sûr de son projet, et des meilleurs moyens stylistiques pour le servir. La main ne tremble pas, presque pas.

Ce que le livre y perd en émotion, il le gagne en force symbolique. A défaut de rendre le héros, impénétrable sous sa perruque de savant pour film d'horreur, on pressent son fol espoir que la lumière se conduise en personne faillible, et le lien érotique qui l'attache à son bricolage plus qu'à l'expérience même. La façon dont il raffine sur les préparatifs, occasion pour l'auteur de rescapier tout un vocabulaire artisanal délectable, évoque à la fois la vieille notion chrétienne que la vérité se mérite, les arcanes initiatiques, mais aussi on ne sait quel fétichisme onaniste. Le piège se referme sur le vide comme un organe sans écho.

Ambiguïté de toute œuvre réussie : on croit à une recherche de l'Absolu, et c'est peut-être après l'Autre, tout simplement, que soupire le héros fantomatique de Bramly.

MONTRE notre solitude à l'aide de cas-limites poussés au saugrenu : tel est également le propos de Pividal. Réflexe serait plus juste, son invention procédant moins d'une stratégie, comme chez Bramly, que d'une fantaisie instinctive. Pays sages, après cinq ou six autres « sottises » a rendu manifeste, en 1977, l'existence d'un « regard Pividal » sur les choses. Vision pince-sans-rire et d'autant plus décapante qu'elle s'accompagne d'un calme d'auvents.

Le *Pré joli* pourrait être Cergy-Pontoise. C'est un de ces ensembles de maisons individuelles curieusement dénommées « ensembles », vu qu'on n'y peut rien faire avec le voisin.
(Lire la suite page 17.)

Un grand succès de librairie
soutenu par une presse
enthousiaste

OH!
JACKIE

KITTY KELLEY

La première véritable
biographie intime de
JACQUELINE
KENNEDY-ONASSIS

BUCHET / CHASTEL
18, rue de Condé - 75006 Paris

Le Journal des Librairies révèle :
"Monory n'avait pas le droit de libérer
les prix du livre comme il l'a fait"

LIBRAIRIES

LE N° 7 EST EN VENTE DANS LES KIOSQUES A PARIS

**ABONNEZ-VOUS
DÈS AUJOURD'HUI !**
(Diffusion exclusive par abonnements)

NOM :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

2 ans, 24 numéros 250 F

(En cadeau le Monde des Livres en réduction)

Édition 78 - F. P. Lobes éditeur

1 an, 12 numéros 144 F

A retourner dès aujourd'hui à : Journal des Librairies
50, avenue Daumesnil - 75012 PARIS - Téléphone : 346.13.00

LIRE LE JOURNAL

POUR COMPRENDRE
ET EXPLIQUER
LES MÉCANISMES DE
LA PRESSE ÉCRITE.
AVEC 110 FICHES
PRATIQUES.

En vente dans les Maisons de la Presse,
les principales librairies et au "Monde"
5, rue des Italiens, 75427 Paris - Cedex 09

Éditions F. P. LOBES

Le Monde de la MUSIQUE

le numéro 15
est paru

BERLIOZ
Hugolien par la stature, beethovenien par la nature, voici BERLIOZ, compositeur, chef d'orchestre et journaliste.

MUSIQUE ET FASCISME
L'Italie de Mussolini : quels musiciens ? Quelle musique ? TOSCANINI avait dit NON. D'autres eurent des honneurs...

LA MUSIQUE A L'ECOLE
Une catastrophe ? Tout le monde le dit. Voici une grande enquête aux quatre coins de l'Hexagone. Un dossier réquisitoire.

GEORGES THILL
Le célèbre ténor lyrique témoin de l'opéra des années 30 et commente celui d'aujourd'hui.

LE ROCK A BERLIN
Un reportage au berceau du rock électronique sur les traces de Lou Reed, Bowie, Iggy Pop. La guérilla urbaine de PVC. L'arrivée de NINA HAGEN.

L'AUTOMNE DU FOLK
Jouer à la ville de la musique de la campagne, c'est fini ? Le Monde de la Musique enquête.

Et également :
Gidon Kremer, violoniste, par Alexandre Dimov.
Anna Prucnal. Le « doux jazz ». Une leçon de percussion avec J.P. DROUET et S. GUALDA. La musique d'extrême-orient. La viole de gambe. Les disques et tous les concerts du mois.

LE MONDE DE LA MUSIQUE
est une publication

Le Monde Téléràma

la vie littéraire

L'ancien secrétaire de Tolstoï est mort

Victor Lebrun, qui fut l'un des secrétaires de Léon Tolstoï, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, à Puy-Salme-Reparade, près d'Albi-en-Provence.

Victor Lebrun était né le 15 février 1882 à Ekaterinoslav (Ukraine), où son père, un ingénieur français, participait à la construction du Transcaspien et du Transsibérien. Après une enfance passée dans le Turkestan puis le Khazakhstan et à Viadovostok, le jeune Victor, qui vouait une grande admiration à l'auteur de *Guerre et Paix*, se rend, à l'âge de dix-sept ans, à Iersk-Pollana, où Tolstoï s'était retiré. Il devient pendant plusieurs années le secrétaire du grand écrivain et entretient avec lui une correspondance jusqu'à la mort de celui-ci, en 1910.

Victor Lebrun régnait en France en 1920, avec son épouse soviétique, qui mourut en 1942, et ses deux enfants. Il s'établit, en Provence, où il vit d'apiculture.

Le secrétaire de Tolstoï avait écrit une biographie de l'écrivain en russe, français et espéranto, langue qui représentait ses espoirs d'une fraternité universelle. Il avait fait don des lettres de l'écrivain au musée Tolstoï de Moscou. En 1968 et 1970, il avait été invité par les autorités soviétiques à l'occasion de manifestations culturelles en l'honneur de l'auteur d'*Anna Karénine*.

Nicolas Zand l'avait rencontré, il y a un an, et s'était entretenu longuement avec lui (voir le Monde daté 15-16 octobre 1978). Malgré son grand âge, Lebrun avait évoqué avec allégresse le siècle de son existence : il s'était déclaré « prêt à la mort ». « Les docteurs vous empêchent de mourir, je les crains, conclut-il. Quand je voudrai mourir, je ne veux pas qu'ils m'approchent. Je saurai mourir sans eux ».

Du nouveau dans la bibliographie

Les deux revues bibliographiques, la très ancienne *Bibliographie de la France*, organe du Cercle de la librairie, qui fut fondée par Napoléon, et le *Bulletin du livre*, créé il y a vingt ans par Jean-Pierre Vivet, viennent de fusionner, comme il avait été annoncé avant l'été. Il en sort deux nouvelles publications, l'une hebdomadaire, *Libres Hebdo*, l'autre mensuelle, *Libres de France*, qui sont publiées par une nouvelle société, les Éditions professionnelles du livre, où se regroupent les éditeurs de la librairie et la Société Promodis, ancienne editrice du *Bulletin du livre*. Jean-Pierre Vivet devient directeur des deux publications, qui fourniront, outre le recensement des ouvrages parus, des informations professionnelles sur la vie du livre et de l'édition. La

format adopté est celui des hebdomadaires classiques, à l'américaine, ce qui modifie d'une façon sensible l'aspect de la *Bibliographie de la France*. A *Libres Hebdo* s'ajoutera, le premier mardi de chaque mois, un supplément recevant les livres recensés dans les livraisons des semaines précédentes.

Les deux revues visent des publics un peu différents. L'information professionnelle est plus exhaustive dans *Libres Hebdo*, plus synthétique et traitée d'une manière plus « magazine » dans *Libres de France*.

Cette unification des revues professionnelles d'information sur le livre apporte une heureuse simplification dans les instruments de travail. Décidées avant la mise en application de l'arrêté Monory, elle ne peut apparaître comme un de ses effets.

Mais l'arrêté a sur *Libres Hebdo* et *Libres de France* une redoutable conséquence. Il contraindra les deux publications à avoir trois éditions suivant les catégories de leurs abonnés. En rendant aux libraires la liberté de fixer eux-mêmes le prix de vente des livres, l'arrêté Monory n'autorise plus, en effet, à donner au public un quelconque prix de référence, ni le prix de cession aux libraires, ni, comme avant, le prix conseillé, qui, lui, reste toujours valable à l'exportation. D'où les trois éditions nécessaires : l'une portant le prix de cession strictement réservé à l'exportation aux libraires ; l'autre le prix conseillé, dit prix étranger ; et la troisième, sans aucun prix, destinée aux autres usagers, dont à leur grand dam font partie les bibliothécaires, fort gênés par cette mesure quand ils veulent établir le plan de leurs achats. (*Libres Hebdo*, 117, bd Saint-Germain, 75006 PARIS, tél. : 329-21-01, 15 F le numéro.) — J. P.

Rezvani et Silvestre « divaguent » dans les Maures

Quand on ouvre cette *Divagation sentimentale* (1), on ne voit, d'abord, que les photos. C'est somptueux — en prenant bien garde de ne pas galvauder les mots. Vient-on les quitter pour aborder le texte de Rezvani qui, pourtant, appelle ? Les Maures sont son affaire. À lui qui vit depuis vingt ans à leur creux le plus épais, dans la Béate. Armé de son Loica, Hans Silvestre est venu, lui, du Lubéron. Les deux massifs provençaux sont frères en secret, le « mauro », le « sombre », et non pas le Sarrazin, malgré leur conquête. On va d'un Breguël à une composition abstraite, d'un Corot à un Dufy, qui l'ont tous, finalement, des Silvestre. Quel est le plus beau, de cette incroyable paysanne sur son campement de tentes et de maquis ou de ce camping contemplatif et méditatif, à l'aplomb d'un haut ? Quant au texte, le mariage est total des mots et des images. Ceux qui n'ont retenu de Rezvani que ses véhémences le retrouveront : il tempête, attaque, déchire

tous les massacreurs des Maures. Mais les autres vont aussi le reconnaître, qui savent de lui ses tendresses soudaines. A côté des incendies fous, voici des clairières sauvages — et d'autant plus heureuses — ou des sous-bois au clair-obscur que n'imaginent guère les habitués du soleil cru de la « Côte ».

« Regardez — ce qu'écrivent le peintre Rezvani : « Vallon tout à fait semblable au creux que forment deux mains réunies en coquille lorsqu'on veut y recueillir de l'eau. Notre maison est là, comme posée à la jonction des poignets. » Mais aussi : « Le vent est brûlant en été, glacial en hiver, la nuit et le jour s'opposent à leur maximum, et les ruelles sont hors mesure. Les Maures douces, c'est aussi un « chaos ». Il sait la vraie Provence. Rezvani, si formidablement lointain des cartes postales de vacances. Mais le plus rare de tout — parmi tant de littérateurs qui la célèbrent bien ou mal, — c'est qu'au-delà des « paysages », il nous parle des hommes d'ici, de leur « bled » de vivre. Connaissant trop les ruées folles de l'été et les ravages de l'urbanisation, aussi gaopante qu'importée, il dit amèrement : « La Provence est devenue bien européenne. Il faut la préserver des Provençaux. » — J. R.

(1) *Divagation sentimentale* dans les Maures, par Hans Silvestre et Rezvani. Ed. Chêne-Bachette, album, 116 pages.

Les poèmes d'Alcides de Campos

Intellectuel portugais réfugié en France à l'époque de la dictature, Alcides de Campos, qui a plusieurs fois écrit dans les colonnes du *Monde* sur la littérature lusitanienne, est l'auteur de poèmes dont chacun est, à sa manière, un reportage ou un éditorial. Langue ramassée, ironie toujours présente, sans du rythme donnent à ses vers beaucoup de personnalité et de force. Ainsi de cette description des bruits de la nuit dans une « hachette » :

« Chambres indisciplinées rompues aux coups de balais/oreilles éprouvées aux grincements des robinets et aux claquements des portes/contour de la hachette/charge de probables de dépressions nerveuses/laboratoire du couple recroquevillé sur l'alignement permanent/l'ascenseur qui va et vient/le dernier-né d'où côté qui se remet à brailier/ Et demain malin/le monde ira voir le gardien/qui dira qu'il n'y a rien/et c'est ma foi vrai.

« C'est ma foi vrai », ce pourrait être la morale commune de ces textes limpides, sans prétention, d'un amour de la vie, des femmes, des autres, et spécialement des pauvres, des rejoints, des Noirs des Indes, des victimes des massacres d'hier et d'aujourd'hui, n'est jamais absent. (Alcides de Campos — *Voyages en Barbarie* — 57 pages aux Ed. Saint-Germain-des-Près.) — A. F.

vient de paraître

Romans

MICHEL RACHLINE : *Tendres haines*. — L'apprentissage de la vie par Nono, un « petit mec » de la banlieue parisienne. Par l'auteur de *Bonheur sans*. (La Table ronde, 248 p.)

BERNARD BAROKAS : *Des les jardins de la ville Borghèse*. — A partir des fragments d'une photographie érotique découverte dans un jardin romain, le narrateur laisse libre cours à ses fantasmes. Par l'auteur de *Poèmes sublimés*. (Presses de la Renaissance, 166 p.)

FRANÇOIS CLEMENT : *Le Conteur des songes*. — Un événement brutal change la vie d'un groupe d'amis réunis dans un lieu d'un « chateau ». Par l'auteur de *Naissance d'une île*. (Robert Laffont, 402 p.)

CAMILLE BOURNIQUEL : *Le Soleil sur la route*. — En douze épiques, le parcours initiatique jusqu'à l'âge d'homme, d'un enfant ami d'une vieille dame. Par l'auteur de *Les Julliards*. (257 p.)

JEAN-PAUL ET CHEVREY : *Elaine en la guerre perdue*. — Un officier combat en Indochine dans le souvenir de son amour sacrifié à la guerre. (Ed. France-Empire, 342 p.)

BERNARD RAQUIN : *Jours de Manhattan*. — Jours revivants deux mille ans après sur la terre d'Amérique dans une société qui n'a que le air de paroles d'amour et de paix. (La Table ronde, 246 p.)

JACQUES BOREL : *Histoire de mes vieux habits*. — En contemplant les vieux habits qu'il a portés au cours de sa vie, un homme revivra les événements marquants de son passé. Par l'auteur de *L'Adoration*, prix Goncourt 1965. (Balland, 124 p.)

Lettres étrangères
MANUEL SCORZA : *Remontons les sentiers pour Ruesca et le Cavalier inconnu*. — Le premier de ces livres avait paru chez Grasset. Il est repris par Balland, dans la traduction de Claude Couffon qui entreprend la publication systématique de l'œuvre de ce romancier péruvien né en 1928 et qui vit à Paris. Le deuxième roman, signalé en traduction par Antoine Bonneau (Balland, coll. « L'Inconnu étranger », 252 p.)

CHESTER HIMES : *Black on black*. — Des plantations du Sud aux coupe-gorge de Harlem seize nouvelles du grand romancier américain traduites par Y. et M. Cullaz. (Éditions des autres, 242 p.)

Linguistique
T. TODOROV, W. EMPSON, J. COHEN, G. HARTMAN, F. RICHOT : *Le langage de la poésie*. — Quelles manifestations subit le sens, par quelles « distorsions » passent les mots dans l'écriture poétique. (Gallimard, 177 p.)

Entretiens
ALEXANDRE SOLJENITSYNE : *Messias d'essai*. — Le titre d'un essai consacré à la B.B.C. où Soljenitsyne défend sa position sur la dissidence et critique l'extrême de l'Occident face au communisme. (Seuil, 57 p.)

Souvenirs
ARMAND BERARD : *FOU ou moi*. — L'auteur évoque ses ambassades auprès des Nations unies, en particulier celle qu'il exerça durant le conflit algérien de 1954 à 1962. (Plon, 413 p.)

Spiritualité
PETRU DUMITRIU : *La Dieu inconnue*. — Vivent en Occident depuis 1960, l'auteur directeur de l'édition romaine expose son expérience religieuse et confie sa « foi indéfinissable ». (Seuil, 219 p.)

Essais
FRANÇOIS CHENG : *Vide et plein, le langage pictural chinois*. — L'auteur présente les données essentielles de la pensée artistique chinoise à partir du langage pictural. (Seuil, 157 p.)

HENRI ATLAN : *Entre le vivant et la foule*. — Cet essai sur l'organisation du vivant, d'un chercheur en biologie de renom international définit aussi une éthique. (Seuil, 287 p.)

Presses
LOIC HERVOUET : *Écrits pour la lecture*. — Œuvre d'un journaliste, ce manuel entend donner quelques recettes et poser les principes « d'une écriture de communication véritable ». (Collection « journalistes », École supérieure de J. comme journaliste de Lille, 6, bd Vauban, 59064 Lille Cedex, 157 p.)

« LE PORTE GALICEN CHELO EMILIO FERREIRA VIEN DE MOURIR à Saint-Jacques-de-Compostelle ; il était âgé de soixante-sept ans. Nationaliste, socialiste, il écrivait en galicien. Son antifranquisme ne s'était jamais démenté comme en témoignent un de ses recueils les plus connus, paru en 1965 sous le titre « Longue nuit de pierre ».

« L'UNION DES ARTISTES ET ECRIVAINS, qui compte parmi ses dirigeants S. Proa, L. Tchoukine, L. Barilmon, J. Elil, J.-P. Faye, C. Michélet, J.-C. Renard, J. Roy, A. Savvy, P. Schaeffer, F. Seghers et E. Wolff, organise à Paris, mardi 18 septembre, de 17 h. 30 à 22 heures, une agora des poètes permettant aux poètes de dire ou faire dire leurs œuvres et de les soumettre au jugement de leurs pairs. Les poèmes retenus seront publiés. Écrire en joignant enveloppe timbrée et libellé à l'Union des artistes et écrivains, c. rue Jules-Guesde, 91278 Vigneux-sur-Seine.

« LE CINQUIÈME PRIX SAINT-SIMON, créé à l'occasion du tricentenaire du mémorialiste, a été décerné à Albert Simonin pour son volume de nouvelles intitulé « Confessions d'un enfant de la Chapelle » (Gallimard).

« LA COMPAGNIE DES ECRIVAINS MEDITERRANEENS ET DES AMIS DES LETTRES annonce l'ouverture prochaine de ses trente-huitièmes Jours littéraires. Outre ses récompenses traditionnelles, les lauréats du grand prix d'honneur de la Compagnie et le Prix de la ville de Montpellier, elle attribuera des prix spéciaux. Renseignements : M. Paul Bonnet, secrétaire général des concours de la CEM, 18, rue des Volontaires, 34000 Montpellier, Joindre une enveloppe timbrée.

« UNE ASSOCIATION DES AMIS DE GEORGES PERROS, dont le comité compte notamment Michel Butor, Georges Lambrichs et Jacques Réda, vient de se constituer. Les cotisations sont de 20 F pour les adhérents et de 50 F pour les membres de bienfaisance. (Écrire à Jacques Réda, 162, rue Blomet, 75013 Paris.)

« PRÉPARANT UNE ÉDITION COMPLÈTE DES ŒUVRES DE JEAN CIRAUDOUX, dans la Pléiade, des universitaires recherchent les manuscrits de « Beita », de « l'École des Indifférents », de « Simon le pasticheur », ainsi que

bonne correspondance. (Écrire à Guy Teboul, 11, rue de Pontalba, 75100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 933-10-64.)

« Mme DARINA SILONE a charge des archives et de la correspondance de son mari, Ignazio Silone, décédé en août 1978. En vue de publication et pour se mettre à la disposition permanente des chercheurs, afin de réaliser la biographie et d'éclaircir la correspondance de l'écrivain, elle demande à toute personne disposant de lettres d'ignazio Silone ou pouvant évoquer des souvenirs de bien vouloir lui écrire en recepiton : à l'adresse suivante : Darina Silone, Casella Postale 7196, Nomentano, 00161 - Rome, Italie.

« LES ÉCRITS D'ADRIEN CÉSARIE — Bibliographie commentée par Thomas A. Ball, sur le modèle des « Écrits de Sartre » de Contat et Rybakka, est publiée sous forme d'un numéro spécial de la revue « Études françaises » éditée par les Presses de l'Université de Montréal (vol. 14, numéro 3-4, C.P. 6128, Succ. « A », Montréal, Qué. H3C 3J7, Canada). Ouvrages, articles, interviews, déclarations du grand écrivain martiniquais sont répertoriés et présentés.

« « OMBRES », bulletin d'information des librairies : Ombres blanches (48, rue Gambetta, 31040 Toulouse. Tél. : 21-44-54) et Ombres méridionales (8, rue Saint-Paul, place Saint-Roch, 34000 Montpellier. Tél. : 72-53-30), consacre son dernier numéro aux femmes écrivains. Depuis trois ans, les deux librairies font paraître leur bulletin qui traite des différentes formes d'expression écrite, ou sur des expériences éditoriales originales. Ce bulletin se veut d'abord une orientation bibliographique à l'usage des lecteurs, des bibliothèques et des collectionneurs. Y figurent les titres disponibles dans les catalogues d'éditeurs de langue française. Le précédent numéro avait été composé à partir des productions littéraires de l'Autriche, de la fin de l'Empire austro-hongrois à nos jours.

« A PROPOS DE PELADAN. — Nous avons omis de signaler, dans notre article sur Peladan (le Monde des livres du 24 août), que « Le Vice suprême » avait été aussi réédité dans la collection « Les Fâmes ». (Édit. des Autres).

l'art de l'étranger

celles

amir d'avant la naissance

Guy Suarez et les

SPV 101250

poésie

Quand Pichette engueule le destin

● L'auteur publie la version définitive des « Apôèmes ».

CERTAINS écrivains font de l'agitation une manière d'être. Leur méditation même prend un aspect tourmenté. Henri Pichette apparaît comme une de ces natures coléreuses, un de ces vociférateurs qui engueulent tous les jours le destin : qui le provoquent : « Je jette, dit-il, un juron comme un gant » ; qui lui montrent le poing : « J'écris avec des mots qui bozzent, car je n'ai pas de santé ». Il se trouve dans la position difficile de ces jeunes garçons, moins avantageux que leurs camarades, qui doivent, pour se faire respecter, se venger aussitôt du moindre affront en s'attaquant à son auteur.

« Depuis ma tendre enfance, poursuit-il, les sports splendides m'ont ignoré. » Il évoque, sans doute, les sauts de l'ange, les envolées romantiques, la gymnastique céleste. Peu d'outils pour ce genre d'activité, il ne s'est pas évadé de sa condition, mais il en considère avec fureur la misère.

Le mouvement tumultueux de ses Apôèmes prouve la vigueur de son tempérament, ou plutôt de son impatience. Il écrit avec brusquerie, comme on s'empare. Les mots surgissent, foisonnent et se bousculent sur ses pages. C'est la cohue, l'émotion.

C'est une charge de cavaliers, venue d'une époque désastreuse. Car les mots des Apôèmes sont de la guerre. Ils en rappellent les cruautés, les terreurs :

Les grandes gorges chaudes
Du tonnerre propagent
Le sarcasme céleste.
Ou encore :
Le bruit court que la Mort
[a lancé son lasso.
Les étoiles crachent. Les cha-
haut mal tombent à plomb,
sans un cri, dans le vide.
Le ciel coupe la tête à l'aigle.
[Il va pleuvoir.

Pichette entreprend ses Apôèmes en 1945, « aux armées ». « Je suis si fatigué que les saintes me plaisent, écrit-il. J'ai vu le Golgotha de leurs yeux... ». Il demande qu'il faille croire « les larmes déçues ». Tout est rassemblé dans cet adjectif. L'expression est admirable. Le lecteur en trouve beaucoup d'autres qui possèdent les mêmes vertus. Celle-ci, par exemple : « On retardait les adieux jusqu'à la dédicace ». Comment suggérer mieux tous les sentiments qu'éveille un départ ?

Points de repère

- 1924 : Henri Pichette naît à Châteauneuf.
1944 : il s'engage dans la 1^{re} armée. Il est correspondant de guerre pendant la campagne Rhin et Danube.
1945-1947 : il écrit les « Apôèmes », qui paraissent aux éditions Fontaine.
1948 : publication des « Epiphanyes » (K. éditeur).
1950 : « Bond-point », suivi de « Joyeux au paradis futur » et de « Pages pour Chaplin » (Métèque de France) ; « Lettres au ciel » ; « Lettres rouges » à Max-Pol Fouchet, « Lettres oranges » à André Breton (l'Arche) ; « Le Point vélique » (Métèque de France).
1953 : représentation de « Nudité » au T.N.P. Le texte paraît aux éditions de Vache.
1956 : Pichette réagit avec véhémence aux événements de Hongrie en écrivant « Évolution de la révolution ».
1958 : « Les Evénements » (Métèque de France).
1961 : « Odes à chacun » (Gallimard), « Tombeaux » de Gérard Philipe (Gallimard).
1962 : « Dents de lait, dents de loup » (Gallimard).
1969 : édition définitive des « Epiphanyes » (Poésie/Gallimard).

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Penée Universelle 4, rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions d'édition strictes par contrat. Notre contrat habilité au droit par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Allo Libé bobo...

par Nicole S.

Le phénomène des petites annonces gratuites de Libération
Editions CANDEAU - Distribution GARNIER

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

LIBELLA

12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (6^e)

Tél. : 326-51-69

LUXUN

Sur la langue

et l'écriture

chinoises

Le plus grand

écrivain chinois contemporain

AUBIER



Pichette, par Antonia Artaud.

Un autre trait de Pichette, c'est la sensualité de son langage. Ses mots ont un aspect luxuriant, une nature généreuse. Particulièrement ceux qu'il invente : grappillonneux, méchantes, l'essoyante ou ongles-sante... Il en donne la définition dans un lexique à la fin de son livre. On y voit qu'il use de toutes les propriétés des mots : leur sonorité, leur physiognomie, et ce mélange de significations, qui constitue leur mémoire. Pichette, ce mauvais caractère, procure au lecteur un sentiment d'euphorie.

FRANÇOIS BOTT.

* APOÈMES, d'Henri Pichette. Ed. Grail, 106 pages.

Dans la première traduction intégrale d'une de ses œuvres.

POÈTE de langue allemande, remarquable traducteur, Paul Celan vivait à Paris — ce qu'il ressentait comme un exil. D'une exigence et d'une pudeur absolues, il finit par se donner la mort, se jetant dans la Seine du haut d'un pont. Il choisissait ce tombeau liquide pour disparaître plus sûrement, peu soucieux de laisser à ses contemporains le bouquet d'anecdotes à quoi se réduit souvent l'existence d'un homme dans les mémoires. Mais il laissait des poèmes dont l'ensemble, paru en Allemagne (Surkamp), en 1975, occupe deux volumes. Quelques traductions — un choix assez important de poèmes, intitulé *Strette* (Métèque de France 1971) et une plaquette due à la revue *Civitas* (1978) — avaient été proposées, mais elles furent contestées.

Mot pour mot

En voici deux autres, bienvenues. D'une part, en version bilingue, un ensemble de poèmes publié en 1963, la *Rose de personne*, qui constitue la première traduction d'une œuvre intégrale de Celan parmi les treize qu'il nous a laissées. Elle est minutieusement transcrite par Martine Broda. D'autre part, un ensemble de vingt et un courts poèmes que Jean Launay et Michel Deguy nous donnent à lire d'une façon singulière et enrichissante dans le dernier numéro de la revue *Poésie*.

Il est essentiel de dire que *Poésie* est l'une des plus importantes publications de notre temps sur ce terrain du poéti-

que qu'elle prétend et parvient à recouvrir. Ces poèmes, parus d'une façon confidentielle avant d'être rameutés avec d'autres dans un ensemble plus vaste, ont pour titre : *Cristal d'un souffle*. L'intérêt réside en ceci qu'il s'agit plus d'une « lecture » que d'une « traduction ». Michel Deguy et Jean Launay nous proposent le texte allemand, un déchiffrement mot pour mot, puis enfin une tentative plus globale d'approche. Lecture également le soin qu'ils ont pris de relever ce qui, dans les œuvres antérieures de Paul Celan, annonçait les textes de *Cristal d'un souffle* : on perçoit là la genèse des images fortes et leur cheminement.

Le poème comme exigence

Paul Celan se nommait en réalité Paul Antschel, et il était né en Bucovine le 23 novembre 1910. L'allemand qu'il parlait était celui que parlait sa mère, d'où l'importance, dans ses écrits, de ce visage tutélaire. En 1940, le nord de la Bucovine devient soviétique, mais le territoire est occupé l'année suivante par les troupes allemandes et roumaines. Pour Celan et sa famille, ce sera le ghetto, puis la déportation, les camps de travail, le voisinage de la mort, la découverte de la condition juive et de la culpabilité allemande :

« Oh est ma barbe, vent, où ma jeune tache fute, où ma barbe, que tu arraches ? » (*La Rose de personne*)

En 1947 s'ouvre le chemin de l'exil : Vienne, puis Paris. Il est reconnu en Allemagne où il reçoit le plus grand prix littéraire : le prix Georg Büchner. Il se tue à la fin du mois d'avril 1970. Sa poésie entretient des rapports étroits avec la mort, la cul-

tabilité, la dualité des êtres, le visage de la mère, le lieu natal, et la poésie elle-même (1). Il devait dire : « Le poème est solitaire. » est solitaire et en chemin. Celui qui écrit l'escorte jusqu'au bout. » Il avait le sentiment très vif d'un divorce entre l'art comme satisfaction et le poème comme exigence. Il voulait plonger absolument dans le non-répétitif, dans le non-dit :

« Du non-est, d'ici en langue, libère un ciel »

Le « moi » s'effaçait devant le « je » du poème et devant le dialogue qu'inaugurait sans le pouvoir clore, chaque poème. « L'art, disait-il, met le mot à distance. » Il en allait ainsi des choses trop humaines :

« Haute comme un arbre une pensée saisis le ton de la lumière : [il y a encore des chants à chanter [par-delà l'homme »

Poète, il appartenait à une tribu singulière : celle, écrivait-il, des « étrangers-toute-leur-vie » ! Sa poésie n'est pas obscure : il s'en défendait. Elle était nouvelle et incarnait cette « sortie hors de l'humain » afin de gagner « un domaine tout à la fois tourné vers l'humain et tel que l'humain s'y sent déplacé ».

Il a un ton unique : celui d'un témoin de l'iniquité, qui n'a pour lui que ses mots.

HUBERT JUIN.

* LA ROSE DE PERSONNE, par Paul Celan. Édition bilingue, traduction de Martine Broda. Le nouveau commerce, 127 pages.

* PO & SIE, n° 9 (deuxième trimestre 1979). Librairie classique Eugène-Belin.

(1) Voir l'ouvrage de John E. Jackson : *La Question du moi* (Elm, Celan, Bonnafant). A la Boccardière, Fayot (1978).

DEUX POÈTES DU DÉPAYSEMENT

Édouard J. Maunick

LES deux premiers poètes de la négritude, historiquement parlant, ont clamé leur droit à la parole : le discours féérique et proche des surréalistes d'Alimé Césaire, et la défense de l'identité chez Léopold Sédar Senghor. Le plus marquant des poètes de la négritude, au sein de la seconde génération, Édouard J. Maunick, a des préoccupations plus complexes et plus troubles. Sans doute s'agit-il encore d'affirmer ses droits d'homme libre : au-delà de cette évidence, apparaît un exorcisme proche de l'illumination de Rimbaud ou de l'impossible purité héritée de Mallarmé. Il s'agit de capter le mystère, et de ne pas le réduire aux proportions d'un rébus.

Dans *En mémoire du mémorable*, comme dans ses recueils précédents, la magie verbale n'a pas pour fonction d'éclaircir une vérité, mais de prolonger l'alliance entre plusieurs valeurs à première vue contradictoires. Le moi, quelque particulier qu'il soit, se transmet à autrui par l'incantation. L'amour de l'autre devient affaire des palmiers ou des rivières. L'être même est verbe. La condition humaine est condition surréelle. Les notes du vérifiable et de l'inverifiable se perpétuent avec une grâce qui est avant tout une longue fièvre.

en mémoire du mémorable
ne pas craindre de bondir
sur les mots les plus créoles
ils ont goûté de petits piments verts
mais aussi savaient de manque que l'on tâte
des mots crus des mots crus des mots cadence
à couvrir les histoires de grand-père bon dieu
à cascader des injures plus images que sales
à déverrouiller les reins d'un grand coup d'amour

ALAIN BOSQUET.

* EN MÉMOIRE DU MÉMORABLE, d'Édouard J. Maunick. L'Harcourt, 12, rue des Quatre-Vents, Paris (8^e), 99 pages.

Malek Alloula

MALEK ALLOULA, né en Oran le 14 septembre 1914, vit en France depuis 1968, où il travaille chez un éditeur. Il fait de remarquables débuts, en poésie, avec un livre tout de richesses ambiguës et de prolongements révélateurs : *Villes et autres lieux*. Les poèmes sont tantôt à une voix : paraboles autour d'une attitude ou d'une humeur, tantôt à deux voix : dialectique et analyse de la parole face à un texte qui offre comme la paraphrase d'un récit dont les racines et les aboutissements manquent.

Absorbé à première vue, cette poésie peu à peu s'insinue dans la signification par des odeurs, des musiques et des situations dont on finit par être subjugué. On découvre alors une latitude : on est proche du Camus des *Noces* et des poèmes de Constantine Cavafy. L'absence et la présence se conjuguent dans une sorte de noblesse distante : des prémonitions, des signes, et fastes et néfastes, traversent l'esprit, le charment et le laissent en proie à mille facettes de la même évidence fuyante.

peut-être à redire ce soir
une très antique parole où git comme un remords
le défi jamais soutenu
et à cette exacte frontière
entre le sommeil et le saut
il n'est plus de demeure connue
un bruit de voiles déchirées
précède toujours une naissance
des lors vivre ne fut plus que levers de rideaux
mais il restait ce paysage
remarquable entre tous
d'une ville assiégée où il pleuvait encore
l'habitait alors sans anxiété un arbre alité
legs échu par déshérence

A. B.

* VILLES ET AUTRES LIEUX, de Malek Alloula. Christian Bourgois, 126 pages.

Le nazisme était-il inévitable?



La dénatalité est-elle irréversible?

Deux cris d'alarme.

Pluriel

la série essais et sciences humaines du

LIVRE de POCHÉ

JEAN FANBAUD



« Plutôt que d'une sorte de Guerre des Boutons sous un ciel méditerranéen, il s'agit avant tout du passage de l'enfance à l'adolescence. A cette histoire, dont la vérité est évidente, tout lecteur ne saurait rester insensible. »

(Bulletin Bibliographique de l'Institut Pédagogique National.)

A PERGAUD, à CESSBON, à cette littérature de l'enfance, il faudra désormais ajouter le roman libre et dur dans son authenticité de Jean FANBAUD.

J. RAMON

(La Tribune de Genève)

« Des gosses de la rue peints avec vérité, un récit vif et mouvementé : voici une œuvre qui retient, émeut, et témoigne d'un talent où se fondent harmonieusement observations et sensibilité. »

Jacq. PLATIER

(Le Monde)

Diffusion : La Table Rase
B.P. 23, Cesson-La-Forêt, 77240.
B.P. 543, TOULON Cedex, 83054

critique littéraire

La lettre

Claude Vigée

Les puissances démoniaques

ouvrir Paul Celan

critique littéraire

La lettre volée

● Michael Riffaterre
s'interroge sur la lecture.

QUITTE à bousculer un peu le rayon déjà très garni de la querelle des critiques (voir le Monde du 27 avril), il faut impérativement faire entrer le livre de Michael Riffaterre, qui enseigne aux États-Unis et écrit tantôt en français (Essais de stylistique structurale et le présent livre), tantôt en anglais (Semiotics of poetry), aussi ex-cellectement en l'une et l'autre langue.

Tirer un peu trompeur : un essai sur la « production » du texte serait littéralement un « art d'écriture ». Or c'est de la lecture qu'il est question ici. Plus exactement, des voies et moyens par lesquels la production d'un texte, l'écriture, engendre celle d'un contre-texte, la lecture,

comme les deux faces d'un même phénomène littéraire.

Aucune des méthodes habituellement proposées pour susciter le contre-texte, la lecture, n'est entièrement satisfaisante. La critique classique avantage la face signifiante du texte et le plaisir qu'entraîne une lecture sans mystère. Dans tel poème de Baudelaire, elle invite à admirer la justesse avec laquelle est noté « le vol incertain en apparence, et signifiant, de la chauve-souris ». Le malheur est qu'une chauve-souris normale ne bat pas les murs et ne se cogne pas la tête au plafond, et que « le assurément des ailes du chérophane », que Roman Jakobson croit lire dans les chuintements de changée, cochot, épéranche, chauve-souris, est une reconnaissance a posteriori, du même ordre que celle des « esserpentes assilifères » sur les têtes racinienne. A ce compte, autant dire que Racine ou Baudelaire

furent de grands poètes et de mauvais naturalistes.

A l'inverse, la critique d'interprétation ou doctrinale (et souvent béta, doctrinaire) lira plutôt dans le texte : un agnifié global. La chauve-souris y sera dès lors aussi bien la libido cœcure se heurtant aux poutres du surmoi, que la conscience déchirée de l'intellectuel bourgeois s'efforçant de sortir du chaos de ses contradictions et de « cachot humide » est trop évidemment un utérus pour que nous échappions à une lecture oedipienne.

Le propos de Michael Riffaterre est à la fois plus pragmatique (quoil il est américain) et plus rigoureux (c'est sa face française). Il exige de l'analyse et de l'analyseur « une fidélité absolue au texte ». Être docile au texte, ce ne sera pas seulement s'abstenir de le corriger ou d'explorer, ce sera aussi ne fonder l'explication que sur les éléments dont la perceptibilité est obligatoire.

Cette perceptibilité n'est pas nécessairement immédiate. Au contraire, le plus souvent, si la pensée de Michael Riffaterre sollicitait une illustration, je la prendrais dans la Lettre volée d'Edgar Poe. Les éléments essentiels de la lecture sont dans le texte comme la lettre volée dans le salon du ministre : en pleine vue, mais retournée, repliée sur elle-même, scellée d'un cachet « de mie de pain », et chargée des signes les plus certains de la banalité.

Expliquer, c'est bien alors déplier, ouvrir, remettre à plat ce qui a été compliqué. Et c'est au lecteur qu'il revient, comme au Dupin d'Edgar Poe, de faire le plus grand crédit à la ruse, consciente s'il s'agit du ministre voleur, plus ou moins automatique s'il s'agit de l'écrivain ; au point que c'est Poe qui donne, prémollement, la meilleure formulation de l'analyse du texte quand il fait dire à Dupin que sa certitude d'avoir retrouvé la lettre volée sous son vêtement de banalité vient de ce que les bords du papier en étaient « plus éraillés que nature ».

Un pervers polymorphe ?

D'une même façon, pourquoi Baudelaire évoque-t-il le « bois de sapins toujours vert » ? L'essence (précisément) d'un bois de sapin est d'être toujours vert. Ce n'est donc pas l'arbre qui est en cause, mais le réseau de relations que sapin ou chauve-souris dans le texte président et dans bien d'autres qu'analyse Michael Riffaterre — entretient en tant que mot avec d'autres mots du texte ou de la langue qui forment des constellations de sens.

Ainsi limitée par l'exigence de docilité au texte dans sa littérarité, l'explication que propose M. Riffaterre s'efforce de l'explication structurale ordinaire, qui cherche à tout intégrer à son modèle, mais qui ne parvient à intégrer que le texte comme matière linguistique, pas le texte comme texte.

Elle prendrait plutôt comme point de départ cette remarque de Jean Paulhan : que la littérature « nous offre une machine de langage, où les données élémentaires de l'expression devraient se trouver redoublées, plus évidentes, grossies, et comme u rimpasse du langage ».

L'écrivain, l'homme d'écriture, serait donc nécessairement un pervers polymorphe ? Très probablement, si l'on précise que ce perversité est rejointe par celle du lecteur, et qu'un texte polymorphe (le sont tous les textes dignes d'intérêt) n'est actualisé dans l'acception philosophique du mot que par une lecture polymorphe. Comme si la lecture était toujours, étymologiquement, un anachronisme, une machine à remanier le texte en amont du temps.

Tout cela est dit, ou fortement suggéré, par la Production du texte, dans une langue claire et solide, qui ne s'encombre qu'un minimum de terminologie spécialisée. A mi-chemin entre la thèse universitaire et le livre de grand public, avec les avantages des deux sans leurs inconvénients. L'ouvrage de Michael Riffaterre est précieux pour une autre raison : en un temps où la critique est déchirée entre les deux terrorismes irréductibles de l'académisme et du scientisme, la Production du texte propose une troisième voie de réflexions et de travaux. Ce n'est pas peu de chose.

JACQUES CELLARD.

★ LA PRODUCTION DU TEXTE, de Michael Riffaterre, Le Seuil, coll. « Poétique », 285 pages.

Claude Vigée et les puissances démoniques

LES réflexions d'un poète sur la poésie et sur l'art prennent, on le sait, un relief particulier. D'autant que chez Claude Vigée, altier recueil de poèmes, traductions (de l'anglais, de l'allemand, de l'hébreu) et essais critiques : après Délivrance du subtil, poèmes parus en 1977, et devantant la publication des Quatuors, de T. S. Eliot, l'Art et le Démonique offre une méditation sur l'expérience créatrice et l'activité artistique.

Il s'agit ici d'un recueil d'articles, groupés autour d'une étude sur le savoir et la création chez Goethe, et sur la manifestation primordiale qui précède à la naissance de l'œuvre d'art, sur le lien de celle-ci avec le « démonique », c'est-à-dire, selon les termes mêmes de Goethe, cet être qui semble « pénétrer parmi tous les autres, les séparer, les combiner ». Ce « démonique » est toute fois moins un concept qu'un sentiment ou une force impersonnelle qui refuse tout libre abandon aux caprices et aux délices de l'image : il est essentiellement, comme le précise Vigée, « la racine nourricière de l'esprit », si bien qu'il existe une étroite ressemblance, et surtout une irrépressible attirance, entre cette énergie démonique et les diverses formes de l'apparence. Goethe annonce ainsi, dans une certaine mesure, l'esthétique de Baudelaire : la nature est un dictionnaire qu'il importe de déchiffrer.

Selon le principe d'une chronologie inversée, Vigée part donc à la quête des puissances démoniques, de Bonnetty à Goethe, de Saint-John Perse à Baudelaire, de Rilke à Flaubert. Chez ce dernier, notamment, il montre comment la plongée vers les monstres de la Tentation de saint Antoine est une plongée vers les secrets de la connaissance et comment la résurgence, dans Madame Bovary, des passages poétiques, joue le rôle des leit-motifs du drame wagnérien, et cette « transa lyrique » permet alors de dépasser tout horizon individuel. D'une semblable manière, après avoir comparé le rôle de la démarche lyrique au rôle de la cellule en biologie, Claude Vigée s'efforce de retrouver, dans l'épopée, l'élément irréductible à l'écriture narrative. S'il insiste, d'autre part, à propos de Saint-John Perse, sur la vie du poète et s'il rapporte certaines discussions qu'il eut avec lui, à Washington, de 1948 à 1950, c'est afin de mettre l'accent, non sur l'anecdote, mais sur la présence de la poésie dans une vie d'homme, sur les rapports entre l'art et la vie, leur profonde entente et leur antagonisme, et la stérilité de ceux qui s'acharnent à résoudre les énigmes.

Ces essais, importants par les vues nouvelles qu'ils apportent, permettent ainsi d'éclaircir l'œuvre de Claude Vigée, cette recherche inlassable, et sans cesse remise en cause, de l'être et de l'être de la poésie, de son air d'incertitude et de son dialogue avec l'absolu.

ALAIN-MICHEL BOYER.

★ L'ART ET LE DÉMONIQUE, de Claude Vigée, Flammarion, 384 pages. Ce livre a obtenu le prix Femina Vachecro.

DE L'EXPLOSION POUR LA RENTRÉE

Ce temps de lire N°3

Directeur de la publication : Paul Mori
Rédacteur en chef : Jean-Luc Maxence

Ce temps de lire dénonce le goulet spirituel en France, révèle les cuisines de l'Édition.

Un grand dossier corréatif : Tout n'est-il que bluff ? avec les participations de :

Philippe Verigne, Hugo Marsan, J.-L. Maxence, Guy Konopnicki, Olivier Kaepelin, Christian Gonzalez, Sarah Kant, Patrick Le Fur, Henry Montaigne, Daniel des Brôsses, Bernard Requin, Frank Némorin, Serge Brindeau, Muriel Rigai, Jean-Paul Bourne, Colette Etcheverry, Dominique Labarrière, Robert Gordienne, J.-P. Ballenegger, René Pillorget, André Laude, Bernard Drupit, Patrick de Rosbo, Denis Guio, Gérard-Georges Lemaire, Allen Ginsberg et les interviews de :

CLAUDE MAURIAC, ERIC LOSFELD, CAVANNA et JACQUES STERNBERG.

En vente 10 F dans tous les kiosques.

L'œuvre énigmatique de Roger Laporte

ROGER LAPORTE, de tous côtés : après le prix que lui a décerné France-Culture pour les trois volumes publiés simultanément chez Hachette, c'est un numéro de la revue Digraphe qui lui est consacré, et qui nous offre une riche variété de textes : des inédits révélant à la fois l'écrivain, le « biographe » et le critique, des entretiens avec Roger Laporte ou autour de lui, J. Derrida, R. Barthes, et un texte de Maurice Blanchot.

Entrepris qui vient éclairer utilement une œuvre énigmatique, et, entreprise paradoxale, consécration de l'être : comment, en effet, présenter un auteur dont le souci constant est de se dérober au profit de l'œuvre, comment faire parler quelqu'un qui affirme que l'écriture est irréductible à tout ce qu'on peut en dire, puisqu'elle se situe au cœur d'une solitude absolue et non à ce niveau pédagogique du langage où l'on cherche à communiquer quelque chose à quelqu'un ? Comment évoquer ce qui ne dit ni ne renvoie à rien d'autre que soi, ce qui n'est ni traduction ni transcription d'un secret préalable, que le critique pourrait décrypter, ou l'homme Laporte révéler ?

Du moins la parole peut-elle suggérer cette irréductibilité de l'écriture : de texte en texte se précise la spécificité de l'entreprise de Laporte : d'après pratique et douloureuse de l'écriture, elle est, loin de toute réflexion théorique, interrogation sur l'origine de la voix. Ecrire, c'est aussi consentir à ouvrir sans cesse une blessure par où se consume la parole de l'identité : un manuscrit tel publié (Une œuvre mort-née) met à nu ce passionnant travail de l'écriture, ce pathétique entêtement de l'auteur à raturer, à briser la pensée à peine née pour éviter, par cette « très fine incision », la constitution d'une certitude ou d'un signifié qui empêcherait l'avènement du texte. Ce chant qui naît dans la perte de soi, on conçoit que la parole critique ou l'analyse réflexive, marquées d'un pouvoir et d'une maîtrise de soi, ne puissent que le « penser/penser », c'est-à-dire l'éloigner.

La volonté d'éviter toute surcharge de l'œuvre par des discours annexes se marque enfin par le choix même des voix qui accompagnent ici celle de Roger Laporte : Blanchot, Derrida, ces écritures ont traversé celle de l'auteur, ont provoqué parfois son entreprise, et leur discours est fait donc partie intégrante de la biographie, — comme s'y insérant les textes critiques de Laporte sur Mozart ou sur Nietzsche, habillés des mêmes interrogations. Cette appartenance au « réseau biographique » assure la nécessité de ces diverses paroles, qui visent moins à élucider une entreprise qui se défend contre toute tentative de cat ordre qu'à dessiner en creux la figure de l'œuvre.

CHANTAL LABRE.

Aphrodite Classique

Alfred de Musset
Gamin
Trois filles de leur mère
Miraculé
Hic et Hee

eurédif

2 bis, rue de la Baume
75008 PARIS - 361 15 59

Nom _____

Adresse _____

BON POUR CATALOGUE GRATUIT

LES ROMANS DE LA RENTRÉE CHEZ ROBERT LAFFONT



Claudine Beaussant
VOUS VERREZ PEUT-ÊTRE LES JACINTHES FUTURES
Les exigences, les passions, les révoltes d'une jeune femme d'aujourd'hui.

François Clément LE CANTON DES NUAGES

Un petit coin de bocage ; les êtres et les choses ; un art de vivre et une sagesse.



Jean-Marie Dallet
TAHITI-JIM
Avoir vingt ans à Papeete, au souffle gai de l'"aizé bonheur"...

Alain Gerber LE FAUBOURG DES COUPS-DE-TRIQUE

Un petit monde : le quartier ouvrier de Belfort avant 1940. Mais sous la plume d'Alain Gerber, quel monde !



Claude Jasmin
LA SABLIERE
Au Québec, les dernières vacances d'un enfant tendre et fragile...

Ch.-Y. Lhostis TOUS CES PAS VERS LE JAUNE

Sur les marges de la science-fiction, un goulag métaphysique...



Yves Michalon
LE POUSSE-CAILLOU
A trente-quatre ans, un homme engagé dans l'époque, témoigne pour sa génération.

Claude Michelet DES GRIVES AUX LOUPS

Avant 14, après 14 ; une famille, un village de basse Corrèze. La fin d'un monde, la naissance d'un autre...



Jean Raspail
SEPTENTRION
Echappe-t-on à la multitude anonyme vêtue de gris ? Par l'auteur du Camp des saints.

ROBERT LAFFONT

LA PRESSE A L'ÉCOLE

Depuis le 4 septembre, cent quatre-vingts professeurs participent au « premier forum national de la presse à l'école » organisé par le Comité d'information pour la presse dans l'enseignement (CIPE), avec le concours du Centre de perfectionnement des journalistes (C.P.J.). Cette manifestation, qui a eu lieu au collège de Passy-Buzenval (Hauts-de-Seine), et au cours de laquelle ils étudient le fonctionnement de la presse et l'utilisation qu'ils peuvent en faire dans leur classe, est doublement exceptionnelle.

C'est la première fois que la presse — trente titres de toutes tendances sont représentés — surmonte ses divisions idéologiques et commerciales pour mener une action de formation d'enseignants de cette envergure : ce stage est animé par quatre-vingt-dix professionnels, dont douze directeurs de journaux.

C'est aussi la première occasion qui est donnée à des professeurs du secondaire de tous niveaux, de toutes disciplines, de l'enseignement public et privé, de se rencontrer et de confronter leur expérience en matière d'utilisation du journal dans la classe.

Le président de la République avait souhaité, lors de son discours à l'UNESCO le 27 octobre 1978, que l'école « accepte de s'ouvrir pleinement au monde qui l'entoure (...) en initiant les élèves, dès leur plus jeune âge, au bon usage des moyens d'information, c'est-à-dire en leur formant à l'information ». Le CIPE, qui s'est précisément fixé ce but, souhaite apporter son concours à la concrétisation de ces intentions.

Chronique d'une liaison

REFLET de la vie sociale, moyen d'expression et de communication, la presse est un outil pédagogique d'un grand intérêt. Elle ouvre l'école sur le monde contemporain et détermine les connaissances, qu'elle actualise sans cesse.

Mais elle est, en même temps, le lieu des conflits et de la division, de l'affrontement et du sanglant. Le royaume de l'éphémère et du superficiel.

De son côté, l'enseignement est organisé avec logique et cohérence. Les missions imparties à chaque discipline sont définies en termes de connaissances à acquérir plutôt que de comportement à éduquer. L'examen sanctionne le degré d'assimilation du programme préalable, et non la capacité à exercer son esprit critique.

Face à la presse, l'enseignant est partagé entre deux désirs souvent peu conciliables : se limiter au cadre de sa discipline et respecter le programme (c'est la demande de sa hiérarchie et des parents d'élèves), ou en dépasser les frontières et accepter l'irruption de l'actualité, avec un matériel qui implique l'approche pluridisciplinaire. Cette hésitation constante explique les difficultés à introduire la presse dans l'enseignement.

La condamnation à long terme de la presse n'est pas crédible, elle ne s'occupe que de l'accessoire. Dans la classe, on travaille. On est là pour apprendre. En outre, l'école doit présenter dans les manuels d'histoire et de géographie, mais les enseignants qui utilisent des journaux dans leur cours le font à leur risque et péril. Le journal d'information générale restait dans la clandestinité. Et les deux numéros que Textes et documents, revue de l'Institut pédagogique national de l'époque, a consacré en 1962 et en 1963 à la presse font figure d'exception.

La grande secousse de 1968 révèle à l'école l'urgence de s'ouvrir sur l'extérieur. Il fallait donner de l'air. Mais pas trop. La presse fait alors son entrée dans l'établissement scolaire, une en-

trée limitée aux foyers socio-éducatifs (circulaire du 19 décembre 1968, Bulletin officiel n° 46 du 26 décembre, circulaire du 28 avril 1970, Bulletin officiel n° 19 du 7 mai). Il s'agit d'organiser « l'information culturelle, philosophique et religieuse, économique et sociale, politique et civique des élèves ». Reconnaissance nécessaire, l'information sur les questions d'actualité est donnée par l'association socio-éducative de l'établissement, mais avec des précautions pour éviter les débordements. Durant l'année 1969, l'association presse-information-jeunesse (APIJ) (1), qui regroupe les journalistes spécialisés à la fois, admettra vingt-huit « correspondants d'actualité » dans treize lycées parisiens.

En 1971, à l'initiative de l'APIJ, un colloque réunit à Ouessant, à Rennes, élèves, profes-

sement de l'utiliser comme document pour actualiser un cours, mais d'étudier le journal en tant que tel, de « faire acquiescer aux élèves un comportement de lecteurs avertis » et de « les habituer à recevoir avec discernement un grand nombre d'informations ». Une formation adéquate sera donnée aux enseignants, ajoute le ministre, qui confirme ses déclarations par une lettre à l'inspection générale (Bulletin officiel n° 38 du 21 octobre 1976). Pour éviter une éventuelle inquiétude des parents, précise cette lettre, les chefs d'établissement doivent informer les conseils d'administration « des bornes dans lesquelles ces nouvelles méthodes d'utilisation pédagogique de la presse sont enfermées » : limitation de la liberté de choix des journaux à des buts pédagogiques ; diversité

sement de l'utiliser comme document pour actualiser un cours, mais d'étudier le journal en tant que tel, de « faire acquiescer aux élèves un comportement de lecteurs avertis » et de « les habituer à recevoir avec discernement un grand nombre d'informations ». Une formation adéquate sera donnée aux enseignants, ajoute le ministre, qui confirme ses déclarations par une lettre à l'inspection générale (Bulletin officiel n° 38 du 21 octobre 1976). Pour éviter une éventuelle inquiétude des parents, précise cette lettre, les chefs d'établissement doivent informer les conseils d'administration « des bornes dans lesquelles ces nouvelles méthodes d'utilisation pédagogique de la presse sont enfermées » : limitation de la liberté de choix des journaux à des buts pédagogiques ; diversité

sement de l'utiliser comme document pour actualiser un cours, mais d'étudier le journal en tant que tel, de « faire acquiescer aux élèves un comportement de lecteurs avertis » et de « les habituer à recevoir avec discernement un grand nombre d'informations ». Une formation adéquate sera donnée aux enseignants, ajoute le ministre, qui confirme ses déclarations par une lettre à l'inspection générale (Bulletin officiel n° 38 du 21 octobre 1976). Pour éviter une éventuelle inquiétude des parents, précise cette lettre, les chefs d'établissement doivent informer les conseils d'administration « des bornes dans lesquelles ces nouvelles méthodes d'utilisation pédagogique de la presse sont enfermées » : limitation de la liberté de choix des journaux à des buts pédagogiques ; diversité



(Dessin de CHENEZ.)

seurs, hauts fonctionnaires, journalistes, patrons de presse et parents. On y constate que la presse étant « le témoin du monde tel qu'il est », il est nécessaire « d'organiser systématiquement l'apprentissage de la lecture du journal » (Le Monde du 11 juin 1971).

C'est l'étape de la prise de conscience. Les changements sont trop rapides, les médias peuvent conditionner les comportements : il faut apprendre à les utiliser. La lecture de « 10 % » de l'horaire scolaire a permis d'organiser depuis 1973 de nombreuses activités sur la presse.

La même année, un séminaire international, organisé par le Centre international d'enseignement supérieur de journalisme de Strasbourg et l'Unesco, fait le point sur les expériences étrangères. Les Scandinaves se révèlent très avancés : « Il est plus important de savoir ce que se passe sous ses fenêtres que de mettre l'accent sur le passé » (Le Monde du 1^{er} juin 1973) et déclare notamment un haut fonctionnaire danois. Un an plus tard, un colloque organisé à Lille par l'APIJ et le Centre de perfectionnement des journalistes (C.P.J.), permet de prendre la mesure de la fracture qui existe entre la presse et les jeunes (Le Monde du 11 juin 1974). Ceux-ci ne font pas confiance aux journaux, dont ils ne comprennent pas, en outre, le langage. La nécessité d'apprendre aux jeunes à lire les journaux devient plus évidente. Qui, mieux que l'école, pourrait s'en charger ? Tandis que les journalistes cherchent comment faire une meilleure place aux jeunes, des pédagogues commencent à étudier la presse à l'occasion de congrès. Et l'INRFP, même une recherche sur « les lycéens et les mass media » (Le Monde du 5 octobre 1978). L'Institut coopératif de l'école moderne, pionnier en matière de presse à l'école, et les cercles de recherche et d'action pédagogique (CRAP) publient des numéros spéciaux de leurs revues. Le Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) développe dans les académies des activités « multi-médias » centrées sur les régions avec le concours des journaux.

En 1978, les rédacteurs en chef des quotidiens de province déclarent de consacrer un de leurs séminaires, à Clermont-Ferrand, au « journal dans l'enseignement » (Le Monde du 6 mai 1978). Ils invitent à y participer le ministre de l'éducation, M. René Haby.

Un pas décisif

Un pas décisif est alors franchi. Pour la première fois, en effet, le ministre de l'éducation préconise l'utilisation du journal dans la classe, non pas seulement sa présence dans l'établissement. M. Haby ajoute que, « naturellement, l'utilisation d'articles de journaux dans la classe s'étend à toutes les publications. Le ministre n'entend pas promouvoir d'exclusives ou recommander tel journal ». L'enseignant est déclaré responsable du choix des journaux qu'il veut utiliser en fonction de ses objectifs pédagogiques.

M. Haby, d'autre part, modifie l'approche traditionnelle de la presse à l'école. D'auxiliaire pédagogique, le journal devient objet d'étude. Il ne s'agit plus

des articles pour garantir la valeur critique des exercices proposés. En cas de nécessité, ajoute le ministre, certains schémas de journaux pourront être effectués sur les crédits d'enseignement des lycées et collèges.

Mais, peu de temps après, une circulaire (Bulletin officiel n° 39 du 28 octobre 1978) vient réduire l'étendue de ces propos : l'utilisation des journaux doit avoir trait aux sujets traités en classe ; elle est possible lorsque les matières du programme le permettent. Il faut utiliser plusieurs journaux et non un seul. Enfin, ajoute-t-elle, cela n'implique nullement un abandon des établissements à un ou plusieurs journaux. « Les articles peuvent être apportés en classe par les élèves eux-mêmes » (Le Monde du 6 octobre et du 21 octobre-1^{er} novembre 1978).

Les journaux s'organisent

Encouragés par l'intérêt de M. Haby pour la presse à l'école, et préoccupés par la baisse des lecteurs de la presse écrite face à la concurrence de l'audio-visuel, les journaux se proposent de relever les défis de la presse écrite. Ils décident de créer des associations pour servir d'interlocuteur au ministère et pour aider à la formation des professeurs. L'Association régionale Presse-Enseignement-Jeunesse (2) (ARPEJ) regroupe les adhérents du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.) et du Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.). Le comité d'information pour la presse dans l'enseignement (3) (CIPE) rassemble trente quotidiens et périodiques nationaux d'idéologie et de ligne politique différentes. Le groupe Hésant, après y avoir adhéré, quitte le CIPE avec les Echos et le Nouveau Journal, en prétendant mieux préserver le « pluralisme des opinions » au sein d'un groupe homogène. Il constitue l'Association Presse-Enseignement (4) (A.P.E.). Celle-ci freine le développement de la presse à l'école en demandant au nouveau ministre de l'éducation, M. Christian Beullac, de publier des textes restreignant la liberté des enseignants lors de leurs travaux sur la presse. Elle demande aussi que les établissements souscrivent des abonnements aux publications membres de l'A.P.E.

M. Christian Beullac maintient le cap fixé par son prédécesseur : « La presse est un moyen d'ouverture de l'école sur les réalités du monde moderne », déclare un communiqué du 15 novembre 1978 (Le Monde du 18 novembre). « Elle constitue un sujet d'étude qui convient d'introduire dans les programmes ». Ce qui fut fait dans les nouveaux programmes d'histoire - géographie - instruction civique de quatrièmes, à la suite de ceux de sixième et de cinquième. Mais il rappelle que cela « ne peut être envisagé sans que soient recherchées et réunies toutes les conditions nécessaires d'objectivité ». L'administration se soumet pas à faire avancer les choses et, utilisant la division des journaux entre eux, refuse de mettre sur pied l'organisme paritaire presse-éducation promis par M. René Haby et auquel la profession était prête à collaborer (Le Monde du 15 octobre 1977). Il maintient, en revanche, la présence au ministère d'un groupe de travail

mmes, en particulier en province, sont menés par les journaux et les enseignants avec l'aide des Centres régionaux de documentation pédagogique (C.R.D.P.). Le ministère publie une recension de ces initiatives dans un fascicule sur « L'école et les médias », sous la direction de M. Jacques Truffaut, inspecteur général de l'instruction publique. L'ARPEJ, de son côté, rend compte des actions de ses adhérents avec les professeurs dans Presse-Ecole-Animation, le bulletin trimestriel de l'association. Elle se propose, en outre, de faire pour les enseignants des synthèses de presse thématiques extraites des journaux de province. L'ARPEJ tient deux journées d'étude en juin.

Le CIPE, quant à lui, mène diverses actions de formation et de sensibilisation à la presse à l'école. Trois stages ont été organisés en 1978 et 1979 à l'initiative de nouveaux professeurs certifiés d'histoire et géographie, d'inspecteurs généraux de l'instruction publique (Le Monde du 10 octobre 1978), de professeurs de l'enseignement catholique. Cette semaine, le Forum national de formation d'enseignants rassemble cent quatre-vingt enseignants. Et, à la rentrée, il lance auprès des écoles scolaires et des élèves des écoles des concours d'affiches sur le thème de la presse à l'école.

JEAN-MICHEL CROISSANDEAU.

- (1) APIJ, 12, rue Férou, 75006 Paris. Tél. : 265-29-33.
- (2) ARPEJ, 8, place de l'Opéra, 75004 Paris. Tél. : 073-61-40.
- (3) CIPE, 11 bis, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 246-79-23. Il comprend six quotidiens : la Croix, l'Europe, l'Humanité, Libération, le Monde, le Progrès. Ses hebdomadaires : Agri-Sépi, le Canard enchaîné, l'Express, Femmes d'aujourd'hui, la France agricole, l'Humanité-Dimanche, le Nouvel Économiste, le Nouvel Observateur, Paris-Mat, le Point, Télérama, Télé-7-Jours, Téléjournal, Christian, Valeurs actuelles, la Vie ; huit mensuels : Oublier, l'Expansion, Femmes pratiques, Psychologie, Recherche et Nature, Sciences et Vie, le Spécialiste du monde, Hommes et Liberté.
- (4) A.P.E., 100, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : 361-60-50.

Jeunes gens, jeunes filles, vous êtes titulaires d'un baccalauréat ou d'un Brevet de Technicien.

Vous pouvez préparer un Brevet de Technicien Supérieur dans les métiers de l'automobile.



Pour tout renseignement écrire au **garac** Ecole Technique Privée de l'Automobile. 3 bd Gallieni 95104 Argenteuil

Présenté par **Le Monde**

LIRE LE JOURNAL

VIENT DE PARAITRE

POUR COMPRENDRE ET EXPLIQUER LES MÉCANISMES DE LA PRESSE ÉCRITE. AVEC 110 FICHES PRATIQUES.

Dans ce livre vivant et didactique, illustré de nombreux tableaux et graphiques, deux journalistes du "Monde", Yves Agnès et Jean-Michel Croissandeau, mettent à nu les principaux mécanismes de fonctionnement de la presse écrite en France.

Les auteurs qui ont fréquemment animé des groupes de travail de jeunes et d'adultes, consacrent à l'analyse critique des journaux, proposent dans une deuxième partie de l'ouvrage, cent dix fiches pratiques conçues spécialement à l'intention des enseignants qui veulent expliquer et faire comprendre l'information.

En vente dans les Maisons de la Presse et les principales librairies.
Au siège : 41 f.t.c. - Par correspondance : 49 f.t.c. (frais de port inclus) - Joindre le règlement à la commande.
Le Monde - SERVICE DES VENTES, 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Éditions FLOBIOS.

الكتاب

Une liaison

Les organisations de parents d'élèves de l'enseignement public (F.C.P.E., présidée par M. Jean Cornet) ont, dans l'ensemble, favorisé à l'étude et à l'introduction de la presse à l'école. Avec des nuances de deux ordres : quant au danger d'endoctrinement à éviter et quant aux moyens matériels nécessaires.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E., présidée par M. Jean Cornet) voit en la presse « un outil particulièrement utile au développement de l'esprit critique de chacun ». Elle a posé le problème des crédits accordés aux établissements scolaires pour l'acquisition du matériel pédagogique et d'enseignement dont la presse est l'un des éléments.

Pour la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.C.P.E., présidée par M. Antoine Lagarde), la presse « illustre tout à fait l'éducation hors des murs de l'école » et présente donc « un réel intérêt pédagogique ». Mais trois conditions doivent être remplies : que « le pluralisme d'opinions soit respecté », que « les enseignants soient préparés à cette tâche » et que « les parents participent au choix des journaux ».

Enfin, l'Union nationale des parents de l'enseignement libre (UNAPEL) estime que la presse à l'école est « un instrument essentiel de l'éducation des jeunes » qui doivent « apprendre à lire et à critiquer des informations contradictoires de façon à pouvoir se situer personnellement en toute liberté ».

La météo et le cours des matières premières

Du côté des enseignants, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.C.) rappelle qu'il a toujours été favorable à l'introduction de la presse à l'école dès lors qu'est respecté le principe de laïcité et qu'il ne s'agit pas de se livrer à un prosélytisme, quel qu'il soit.

Grâce à l'introduction de la presse à l'école, de toute la presse, précise-t-il, le Syndicat général de l'enseignement national (S.G.E.N.-C.F.D.T.) considère que « les jeunes pourront prendre contact avec les réalités du monde, contemporain, avec la vie de tous les jours ». Pour le S.G.E.N., les enseignants devraient être formés en cette matière, amenés à collaborer avec les journalistes et les entreprises de presse, et des crédits devraient être décaissés par le ministère de l'Éducation.

Une note discordante dans cette quasi-unanimité : M. Jean Bastia, professeur de géographie à la Sorbonne (Paris-IV) et secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche, avait déclaré au colloque de l'association Presse - Enseignement (le Monde du 12 mai 1979) craindre que l'examen de la presse à l'école n'introduise des oppositions politiques entre enfants, entre ceux-ci et leurs enseignants, entre famille et école. Il propose que l'étude de la presse à l'école se limite aux bulletins météorologiques et à celle des cours des matières premières.

(1) Les adhérents n'adoptent pas toujours le point de vue de leurs dirigeants. Ainsi, bien que les responsables de la Fédération nationale des parents d'élèves de l'enseignement public, dite « Fédération Générale-Démocratique », se déclarent « partisans de l'introduction de la presse à l'école sous toutes les formes et sans aucune censure », des militants de cette organisation ont protesté l'an dernier contre l'utilisation par un enseignant de Orel (Orel) d'un texte intitulé : « Nous les robots » paru dans le Nouvel observateur. À la suite de cette affaire, l'enseignant a fait l'objet d'une sanction disciplinaire.

Ce qu'en pensent parents et enseignants

LES organisations de parents d'élèves de l'enseignement public (F.C.P.E., présidée par M. Jean Cornet) ont, dans l'ensemble, favorisé à l'étude et à l'introduction de la presse à l'école. Avec des nuances de deux ordres : quant au danger d'endoctrinement à éviter et quant aux moyens matériels nécessaires.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E., présidée par M. Jean Cornet) voit en la presse « un outil particulièrement utile au développement de l'esprit critique de chacun ». Elle a posé le problème des crédits accordés aux établissements scolaires pour l'acquisition du matériel pédagogique et d'enseignement dont la presse est l'un des éléments.

Pour la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.C.P.E., présidée par M. Antoine Lagarde), la presse « illustre tout à fait l'éducation hors des murs de l'école » et présente donc « un réel intérêt pédagogique ». Mais trois conditions doivent être remplies : que « le pluralisme d'opinions soit respecté », que « les enseignants soient préparés à cette tâche » et que « les parents participent au choix des journaux ».

Enfin, l'Union nationale des parents de l'enseignement libre (UNAPEL) estime que la presse à l'école est « un instrument essentiel de l'éducation des jeunes » qui doivent « apprendre à lire et à critiquer des informations contradictoires de façon à pouvoir se situer personnellement en toute liberté ».

La météo et le cours des matières premières

Du côté des enseignants, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.C.) rappelle qu'il a toujours été favorable à l'introduction de la presse à l'école dès lors qu'est respecté le principe de laïcité et qu'il ne s'agit pas de se livrer à un prosélytisme, quel qu'il soit.

Grâce à l'introduction de la presse à l'école, de toute la presse, précise-t-il, le Syndicat général de l'enseignement national (S.G.E.N.-C.F.D.T.) considère que « les jeunes pourront prendre contact avec les réalités du monde, contemporain, avec la vie de tous les jours ». Pour le S.G.E.N., les enseignants devraient être formés en cette matière, amenés à collaborer avec les journalistes et les entreprises de presse, et des crédits devraient être décaissés par le ministère de l'Éducation.

Une note discordante dans cette quasi-unanimité : M. Jean Bastia, professeur de géographie à la Sorbonne (Paris-IV) et secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche, avait déclaré au colloque de l'association Presse - Enseignement (le Monde du 12 mai 1979) craindre que l'examen de la presse à l'école n'introduise des oppositions politiques entre enfants, entre ceux-ci et leurs enseignants, entre famille et école. Il propose que l'étude de la presse à l'école se limite aux bulletins météorologiques et à celle des cours des matières premières.

(1) Les adhérents n'adoptent pas toujours le point de vue de leurs dirigeants. Ainsi, bien que les responsables de la Fédération nationale des parents d'élèves de l'enseignement public, dite « Fédération Générale-Démocratique », se déclarent « partisans de l'introduction de la presse à l'école sous toutes les formes et sans aucune censure », des militants de cette organisation ont protesté l'an dernier contre l'utilisation par un enseignant de Orel (Orel) d'un texte intitulé : « Nous les robots » paru dans le Nouvel observateur. À la suite de cette affaire, l'enseignant a fait l'objet d'une sanction disciplinaire.

Apprentis journalistes

PREMIERE à Chartres : Au siège de l'Echo républicain (1), un comité de rédaction insolite auquel participent, à part entière, un groupe de jeunes, élèves de terminale A au lycée Marceau. Ils font entièrement une page du journal : choix des sujets, rédaction et mise en pages. Le mois suivant, d'autres équipes, du lycée agricole, puis du foyer de jeunes travailleurs, leur succéderont.

Quand on leur a proposé de venir un mercredi à l'Echo républicain pour une prise de contact, Laurence, Pascal, Hubert, Hélène et Biala ont été surpris, et un peu méfiants. Ce journal, ils le jugeaient « conservateur ». On leur a expliqué qu'il n'y avait aucune censure. « C'est bien sûr ? » — « Aucune. » — « Alors,

« Tu peux dire cela plus directement »

« Le dessin, ça va ?
— Il y a un peu trop de vide...
— Et les photos ?
— Oui, elles sont bonnes. »

Les élèves du lycée agricole scrutent, dans une salle de rédaction, les négatifs des photos qu'ils ont prises :

« Dans celle-là, il y a du mouvement...
— Il faut montrer ceux qui font du stop...
— D'accord, on prend celle-là, les autres sont un peu floues... »

Quand le secrétaire de rédaction leur apporte leurs textes imprimés, ils se penchent sur la copie, passant aux corrections.

« Là, tu perds le fil...
— Supprime des « il y a »,
— Il reste que... »

« Tu peux dire ça plus directement... »

Avec des ciseaux et de la colle, ils recomposent leurs textes. Quelqu'un avait choisi de parler des deux groupes qui coexistent dans le lycée : d'un côté, les fils de chômeurs, les Amoureux — avec un grand A de la nature : De l'autre, les fils d'agriculteurs, enracinés dans la famille. Mais les seconds n'ont pas voulu participer. Il faut travailler le papier, qui est devenu une sorte de réflexion philosophique et lyrique sur la nature.

« Et pour le billet, le titre, Urbanophobie, c'est bon ?
— Oui, très bien... Très important, le titre... »

« On n'a pas trahi »

« On voulait faire sérieux. Mais il y avait déjà trop de sérieux dans la page. On nous a suggéré un papier humoristique. »

« Lorsque le printemps apparaît, les oiseaux font leurs nids, les lyons sortent et font ainsi leurs premières vols... L'article explique alors les raisons des lyons. On n'a pas trahi, en faisant ça ?
— On n'a pas tout dit. Mais on n'a pas trahi... On aurait pu remplir une page... »

on y va... L'expérience les intéresse. Pour s'exprimer.

Pour parler des problèmes qui leur tenaient à cœur : la grève au lycée : « Nous voulons donner notre point de vue. Certains ont dit qu'on faisait grève pour s'amuser, parce que c'était le printemps. On s'est moqué de nous. » Le nasisme vivant : « J'avais une communication à faire : après le passage d'Holocauste à la télévision, je trouvais que l'opinion ne réagissait pas dans la bonne direction. Comme et le nasisme était du passé. On cherchait à étouffer ce qui se passe en Amérique latine. Les travailleurs immigrés... »



*IST

INSTITUT SUPÉRIEUR

DE TOURISME

Préparation aux

carrières du Tourisme

et des Loisirs

• hôtesses animatrices
• guides interprètes
• accompagnateurs
• responsables de produits voyages
• responsables de congrès
• responsables de l'animation
• attachés de relations publiques
• responsables de marketing

Formation sanctionnée par
diplôme d'État : BTS de Tourisme
• durée des études : 2 ans

Programme

• Enseignement visant à la maîtrise de la langue française et de la langue étrangère
• Étude de la littérature et de la culture
• Étude de la géographie et de l'économie
• Étude de l'histoire et de la civilisation
• Étude de la philosophie et de la morale
• Étude de la psychologie et de la sociologie
• Étude de la pédagogie et de la didactique
• Étude de la gestion et de l'administration
• Étude de la communication et de la publicité
• Étude de la recherche et de l'innovation

Je désire recevoir une

documentation gratuite sur

votre enseignement.

nom

prénom

âge

profession

tel.

adresse

*IST

Enseignement Privé Supérieur

du Groupe IPSA

71, Fg St-Honoré - 75008 PARIS

266.86.82 - 266.40.70

UNE CARRIÈRE

avec ou sans bac

(niveau terminal)

■ PUBLICITÉ

■ TOURISME (I.R.V.-A.T.)

■ RELATIONS PUBLIQUES

■ DISTRIBUTION-GESTION-

COMMERCE

2 ans - statut étudiant

Préparation aux

Brevets de

Techniciens

Supérieurs

(diplômes d'État):

■ B.T.S. Publicité

■ B.T.S. Tourisme

(2 options)

■ B.T.S. Distribution-

gestion - commerce

■ Relations publiques

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ

D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

SUPÉRIEUR

EPPREP

10, rue de la

Grange-Batelière

75008 Paris

Tél. : 770.61.60

Métro : Richelieu-Drouot

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur

scripte

monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF

16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande



EUROPEAN BUSINESS SCHOOL

PARIS - FRANCFORT - LONDRES - MADRID

8, rue de la Paix, 75002 Paris

Tél. : 261-03-36/37

Etablissement privé d'Enseignement Supérieur

l'EBS accueillera en octobre 1980 sa trentième promotion

ETUDES : Durée 4 ans

• En 1^{re} et 2^e années : Formation aux disciplines fondamentales de la gestion des entreprises (marketing, finance, administration).

• En 3^e année : Formation européenne dans les centres EBS de Londres, Francfort ou Madrid.

• En 4^e année : Spécialisation grâce à un enseignement optionnel dispensé par des professionnels de haut niveau.

• Stages pratiques en entreprises après chaque semestre d'enseignement.

ADMISSION

Ouvert aux titulaires du baccalauréat de toutes sections.

Session : septembre.

LA DIFFÉRENCE

L'École des Secrétaires de Direction

C'EST

NOTRE RÉPUTATION AUPRÈS

DES CHEFS D'ENTREPRISE

15, rue Soufflot - Cédex 05 - tél. 325.44.40

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1979

ENFANTS AU TRAVAIL



LES SUJETS DU BAC EN FRANÇAIS ET EN PHILO

• PARENTS : LE VADE-MECUM DE LA RENTRÉE

• LES MÉTIERS DE LA PHARMACIE

En vente partout - Le numéro : 7 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous envoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 70 F pour onze numéros au lieu de 77 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ GRATUITEMENT

l'un des numéros suivants :

- ☐ « Orientation : quel bac choisir », n° 50, mai 1979.
☐ « La psychanalyse et l'école », n° 49, avril 1979.
☐ « Les conseils de classe », n° 48, mars 1979.
☐ « Les enfants et la nourriture », n° 47, février 1979.
☐ « Les lycéens », n° 43, octobre 1978.
☐ « Les jeunes parents », n° 38, avril 1978.
☐ « La politique au lycée », n° 35, janvier 1978.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus de votre numéro-cadeau d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutiez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM

Prénom

Adresse

Je vous règle la somme de 70 F pour mon abonnement d'un an

(onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau

l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal

l'ordre du « Monde »), au « Monde de l'éducation », serv. abonnements, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS Cédex 05 - Téléphone : 246-72-23

Enseignement Secondaire Privé à la Montagne - Sous contrat

COLLÈGE CÉVENOL

63400 CHAMBAUD-SUR-LIGNON - Tél. 58-72-52 - Altitude 1.000 mètres

JEUNES GENS - JEUNES FILLES - INTERNAT - EXTERNAT

DEMI-PENSION - OUVERT AUX VACANCES DE LA TOUSSAINT

ET DU MARDI GRAS ET TOUS LES WEEK-ENDS

ANNÉE SCOLAIRE 79/80

— Préparation aux Bacs A, B, C, D
— Enseignement technique Bacs et G2
— Laboratoire de langues et sténodactylo
— Sports et nombreux ateliers artistiques et manuels

Internat de garçons et de filles.

garage

PROPHES

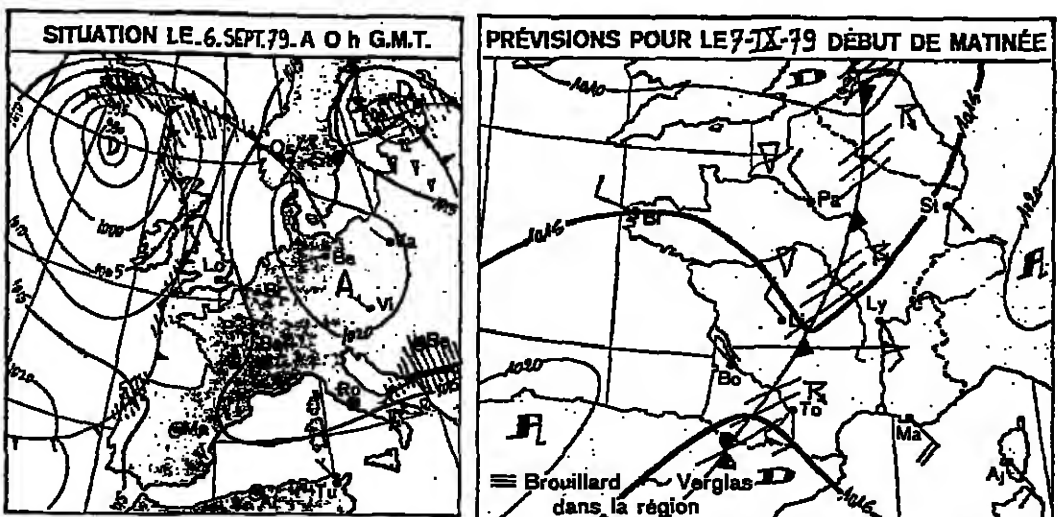
LE PASSAGE DE DAVID ET DE FRÉDÉRIC
autres portant secours aux sinistrés
Saint-Martin et de la Dominique

Les dégâts subis par la Guadeloupe à la suite du passage du cyclone « David » s'évaluent à 316 millions de francs.

Le passage du cyclone « David » a causé de graves dégâts dans la Guadeloupe. Les sinistrés sont nombreux et les secours sont nécessaires. Les autorités locales et nationales ont lancé des appels de solidarité pour venir en aide aux victimes.

Le cyclone « David » a touché la Guadeloupe le 4 septembre. Les vents ont atteint des vitesses exceptionnelles, provoquant d'importants dégâts matériels et humains. Les secours sont en cours et les autorités espèrent que les dégâts ne seront pas trop graves.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 septembre à 9 heures et le vendredi 7 septembre à 9 heures :

Les hautes pressions d'Europe centrale continueront à s'affaiblir et à se déplacer vers l'est, permettant à la limite frontale située jeudi matin des îles Britanniques au nord-ouest de la péninsule ibérique de pénétrer lentement à travers la France avec une activité orageuse assez discontinue.

Cette limite donnera vendredi matin un temps dans l'ensemble assez nuageux de l'est du Bassin parisien et des Ardennes aux Pyrénées centrales et orientales, avec quelques pluies isolées ou des averse parfois accompagnées d'orages. Cette zone progressera encore vers l'est dans la journée pour affecter le soir et la nuit les régions s'étendant de la Méditerranée aux Vosges et à l'Aisne. A l'est de cette zone, on notera un temps un peu chaud, sauf le matin, avec des éclaircies.

A l'ouest de la zone orageuse, le temps deviendra plus variable, avec des éclaircies et des passages nuageux, mais les averse seront peu nombreuses et surtout localisées au nord de la Loire. Le soir, le ciel se couvrira de nouveau sur l'extrême ouest.

Les vents, de sud-est à sud à l'ouest de la limite orageuse, tourneront ensuite entre ouest et nord-ouest ; ils seront faibles à modérés, mais de fortes rafales sont à craindre sous les orages.

Les températures baisseront au passage de la perturbation.

Le jeudi 6 septembre, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1012,7 millibars, soit 799,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 21 et 17 ; Bordeaux, 20 et 16 ; Brét, 22 et 15 ; Caen, 23 et 11 ; Cherbourg, 22 et 12 ; Clermont-Ferrand, 20 et 13 ; Dijon, 23 et 10 ; Grenoble, 23 et 13 ; Lille, 23 et 10 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille, 27 et 18 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 23 et 13 ; Nice, 23 et 21 ; Paris-Le Bourget, 23 et 10 ; Pau, 20 et 18 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 27 et 10 ; Strasbourg, 24 et 13 ; Tours, 26 et 11 ; Toulouse, 30 et 15 ; Poitiers-A-Père, 21 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 15 degrés ; Amsterdam, 21 et 12 ; Athènes, 28 et 19 ; Berlin, 18 et 10 ; Bonn, 22 et 11 ; Bruxelles, 23 et 11 ; Casablanca, 27 et 21 ; Copenhague, 19 et 11 ; Genève, 21 et 9 ; Lisbonne, 28 et 18 ; Londres, 24 et 13 ; Madrid, 34 et 18 ; Moscou, 22 et 13 ; New-York, 28 et 23 ; Palma-de-Majorque, 28 et 15 ; Rome, 27 et 18 ; Stockholm, 13 et 7.

architecture

TIRAGE 17.000 exemplaires
MENSUEL ÉDITÉ PAR L'ORDRE DES ARCHITECTES

diffusé auprès de : 13.500 architectes et agrées en architecture
les promoteurs-construteurs
les responsables publics et privés de l'urbanisme et de l'architecture
fonctionnaires - élus locaux

chaque mois

• UN CAHIER D'INFORMATIONS PROFESSIONNELLES :

comportant toute l'actualité réglementaire, juridique et technique, outil indispensable pour les architectes.

AOUT-SEPTEMBRE

- Dossier Languedoc-Roussillon : l'impérialisme architectural était-il la solution ?
- Un entretien avec Iannis Xenakis.
- Les travaux du Congrès de l'UNSA à Tours.
- Série les villes nouvelles : Cergy-Pontoise.

OCTOBRE

- Dossier sur les États-Unis.
- La province désertée par les architectes.
- Villes nouvelles : Lille-Est.
- Critique architecturale : École militaire de Rochefort.

• UN DOSSIER TECHNIQUE :

AOUT-SEPTEMBRE : Mobilier (SICOB), matériel d'agence, informatique, design

OCTOBRE : Pré-BATIMAT

NOVEMBRE : Équipements de génie climatique, chauffage ; V.M.C., régulation, économie d'énergie, énergie nouvelle, isolation

DÉCEMBRE : Sécurité incendie, active et passive, matériaux non feu, revêtements isolants, système d'alarme, attaque du feu

JANVIER 1980 : Équipements sanitaires et techniques (plus électricité)

FÉVRIER : Mobilier urbain (espaces verts)

MARS : Toitures, couvertures, étanchéités

AVRIL : Produits d'étanchéité pour parois verticales, systèmes d'étanchéité avec isolation, murs et éléments verticaux légers, remplissage

MAI : Blocs-fenêtres, fermetures, vitrages, menuiserie, escaliers, garde-corps.

DÉPÔTS DE VENTE :

Dominique VINCENT - 4, rue des Beaux Arts - 75006 Paris.
LA HUNE - 170, bd Saint-Germain - 75007 Paris.
MÉTROPOLIVRE - 8, rue de la Cossonnerie - 75001 Paris.

RÉGIE PUBLICITAIRE EXCLUSIVE :

ofersop

8, bd Montmartre - 75009 Paris
Responsable : Mme Raquel Brami - Tél. 824.93.39

loterie nationale

Liste Officielle

TRANCHE DES DAHLIAS

TIRAGE DU 5 SEPTEMBRE 1979

Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumulés compris) pour un billet entier	Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumulés compris) pour un billet entier
		F.			F.
1	921	500	5	955	500.
	3 271	1 000		0 505	6 000
	3 621	1 000			
	7 641	1 000		néant	néant
	4 291	5 000			
2	4 611	5 000	6		
				9 937	5 000
				125 517	500 000
				138 467	3 000 000
3	102	500	7		
	5 152	1 000		48	150
	0 842	10 000			
				4 108	1 000
	88 412	50 000			
4			8		
	9 103	1 000		9	70
	9 603	1 000		89	220
	1 453	5 000		99	220
	7 473	5 000		149	570
5	98 753	100 000	9	5 109	1 070
6	4	70	0	400	500
	44	220		740	500
	6 194	1 070		5 260	10 000

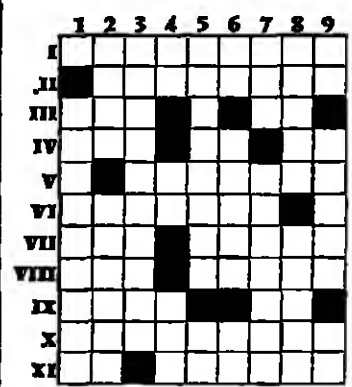
PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DE LA MUSIQUE
LE 12 SEPTEMBRE 1979 à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

LOTO	13	17	26	30	43	49
tirage n°36	numéro complémentaire					
	4					

PROCHAIN TIRAGE LE 12 SEPTEMBRE 1979 VALIDATION JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE APRES-MIDI

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2 482



HORIZONTALEMENT

- I. Utile pour celui qui veut compter les points. — II. Qui ont besoin d'une bonne correction. — III. Dont la mise est au-dessous du minimum. — Pas affiché. — IV. Nom qu'on peut donner à un arbre. — Pas maintenu (épilé). — Qui a donc dû être déclaré. — V. Peut être un élément d'une chaîne. — VI. Ancienne capitale. — VII. Est noir quand il vient des champs. Très utile pour tout ce qui est manqué. — VIII. Coule en Chine. Veut le bien d'autrui. — IX. En Suisse, en Lorraine ou en Palestine. Incroyant (épilé). — X. Font fuir des solitaires. — XI. Fin de verbe. Fera bon poids.

VERTICALEMENT

1. N'a généralement aucun effet. — 2. Doivent rester ouverts pour ceux qui suivent. Espace entre les degrés. — 3. Un droit qui permet d'éliminer ceux qui ont poussé. — 4. Peut monter quand ça va mal. Peut nous donner la main. Maison de fous. — 5. Ne peut prétendre qu'à une moitié. Nom de dieu. — 6. Fronce. Le dessous des cartes. Doivent être respectés. — 7. Vieux pot. Pas poil. — 8. Relié. Ranger comme des harangs. — 9. Préposition. Sur laquelle on a donc fixé un œil. Abréviation pour un prince.

Solution du problème n° 2 481

Horizontalement

- I. Stupidité. — II. Cérists. — III. IS. — IV. Cassette. — V. Sues. — VI. Rava. — VII. Poèmes. — VIII. Air. Versé. — IX. Reines. Et. — X. Ester. — XI. Eternel.

Verticalement

1. Scissipare. — 2. Tes. Oies. — 3. Ur. Célérité. — 4. Pipas. — 5. Iss. Révère. — 6. Dias. — 7. Iena. — 8. Un. — 9. Trotteuse. — 10. Es. — 11. Etal.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 6 septembre 1979 :

UN DÉCRET

● Déterminant les modalités d'application des dispositions de la loi du 7 août 1974 relatives à la continuité du service public de la Radiodiffusion et de la Télévision en cas de cessation concertée du travail.

DES ARRÊTÉS

- Fixant pour 1978 le montant de la compensation prévue à l'article 33 quater du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ;
- Fixant la composition et les règles de fonctionnement de la Commission nationale de répartition prévue à l'article 8 du décret n° 78-477 du 29 mars 1978 ;
- Relatif au régime de Sécurité sociale des étudiants.

Handicapés

● Le service V.E.H. (Volontaires pour enfants handicapés) recherche des bénévoles, hommes ou femmes, jeunes (à partir de dix-huit ans), ou moins jeunes, disposant d'un minimum de trois heures par semaine ou par quinzaine, matin, après-midi ou soir, en semaine ou pendant le week-end. L'action des volontaires consiste à garder au domicile de la famille un enfant handicapé physique ou mental, ou à l'accompagner dans un centre de rééducation afin de procurer à la mère quelques moments de détente.

Au début du mois d'octobre, une session de formation (six conférences) aidera les volontaires à prendre conscience des problèmes auxquels ils pourraient avoir à faire face et à y répondre au mieux.

★ Renseignements : 42, rue du Louvre, 75001 Paris, tél. 509-45-15.

Éducation

● L'Institut national d'éducation populaire, 11, rue Willy-Blumenthal, 75180 Marly-le-Roi, tél. 558-49-11, organise en octobre des stages de formation pour animateurs : 5-7, loisir des adolescents ; 6-7, pratique du dessin et de la peinture ; 8-13, musique et audio-visuel pour l'enfance inadaptée ; 14-18, danses populaires ; 19-21, cinéma, prise de vues, atelier I (arras) ; 15-21, connaissance de la musique, concert ; 22-26, exercice de la peinture, fréquentation des œuvres ; 22-27, initiation à l'électronique pratique ; 22-27, animation socio-éducative et l'école ; 21-28, montage, recherches, réalisations, atelier II.

Visites, conférences

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

- VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Catherine Ahlberg : « Ateliers des Gobelins ». — 15 h. 15, rue Rambuteau, Mme Huet : « Le Centre Beaubourg raconté aux jeunes ». — 15 h. 15, devant l'église Saint-Pierre, Mme Meyniel : « Montmartre ». — 15 h. 15, rue de la Harpe, Mme Pennek : « L'histoire de Philippe Auguste rive gauche ». (Caisse nationale des monuments historiques).
- 15 h. 15, rue Daru, M. Raguenau : « La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie ». (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- 15 h. 15, face au 1, rue Saint-Louis-en-l'Île, M. Teurlier : « Hôtels de l'Île Saint-Louis ». — 20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville, M. Teurlier : « Hôtels du Marais illuminés ».

Le Monde

Service des Abonnements
à rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 99
C.C.P. 4317-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
155 F. 280 F. 315 F. 360 F.
PAYS-BAS
200 F. 360 F. 420 F. 480 F.
PAYS-BAS NORMAUX
200 F. 360 F. 420 F. 480 F.

ÉTRANGERS

(par mandats)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
183 F. 315 F. 360 F. 420 F.
II. — SUISSE - ROMANIE
230 F. 420 F. 480 F. 540 F.

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : Les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favrel, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX
1977

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

SPORTS

TENNIS

AU TOURNOI DES ÉTATS-UNIS Borg est éliminé par l'Américain Tanner

New-York. — Le Suédois Björn Borg a été éliminé, mercredi 5 septembre, par l'Américain Roscoe Tanner (6-2, 4-6, 6-2, 7-6) en quarts de finale de l'open des États-Unis. Cette partie passionnante, jouée en nocturne, avait été précédée, en matinée, par un match gagné sans difficulté par Jimmy Connors contre Pat Dupré (6-2, 6-1, 6-1), qui, pour des raisons mal expliquées par les organisateurs, jouait moins de vingt-quatre heures après sa rencontre en cinq sets avec Harold Solomon. Chez les dames, Chris Evert-Lloyd et Billie-Jean King se sont qualifiées pour les demi-finales au détriment respectivement d'Evonne Coolidge (7-5, 6-2) et de Virginia Wade (6-3, 7-6).

« Jeu, set et match. » A 22 h. 30, la sentence tombe comme le couteau de la guillotine sur la tête de Björn Borg : la Suède est éliminée du tournoi des États-Unis par Roscoe Tanner en quatre sets et un tie-break dramatique.

Cette année encore, le champion du monde, quadruple vainqueur de Roland-Garros et de Wimbledon, échoue à Flushing-Meadow dans sa tentative de réaliser le grand chelem en gagnant la même année les Internationaux de Paris, Londres, New-York et Melbourne. La rêve brisé...

A 19 h. 45, Roscoe Tanner frappe sa première balle de service : un jet de lave en fusion. On comprend que le gaucher californien a déclenché une guerre éclair. La Suède n'a pas le temps de réagir. Tanner lui a déjà pris un service, même 4-2 et sert à nouveau. La grosse Bertha : un boulet qui transperce la raquette de Borg, une seconde qui le fait exploser, un troisième qui ricoche dans les tribunes, deux coups pour rien ensuite, puis encore un coup au but : 5-2 sans bavure, Borg a tout juste pu effleurer deux fois la balle.

De notre envoyé spécial

A lui de servir, Tanner renvoie tout. Le champion du monde se risque au filet : un lancer contre un char d'assaut : 6-2, jeu et set pour Tanner.

A 20 h. 3, l'Américain recommence le plouffage. Borg a toutes les peines du monde à ne pas battre en retraite. Il lui faut disputer sept à huit balles pour gagner son service, tandis que Tanner l'emporte régulièrement en cinq coups. On commence à douter des chances du Suédois : ses lobs, contrariés par la vent, ne surprennent pas son adversaire, il a du mal à ajuster son tir sur la ligne du fond. Pourtant, au septième jeu, Borg se reprend : un passing-shot, un lob, deux contre-plays et il fait la différence : 4-3 pour le Suédois, qui conserve l'avantage au bout du compte : 6-4 et un set partout.

Pour la troisième manche, Borg lance à son tour ses missiles dans la bataille. 1-0, 1-1, 2-1... Mais il se découvre un peu trop au moment où les retours de l'Américain se font fulgurants : deux volées de Tanner et une faute au filet. Il cède à nouveau du terrain. 3-1 et Tanner se lance à la curée. 6-2 pour finir, le Suédois perdant à nouveau son service. Deux sets à un pour Tanner.

A 21 h. 15 on ne donne pas cher de la peau du Suédois. Il s'accroche à toutes les balles, comme à son habitude, mais l'Américain a une réussite insolente. Il sert quatre « aces » de rang au cinquième jeu. Aussitôt après, il mitraille encore Borg, dont les lobs défensifs se perdent dans la stratosphère : 4-2 puis 5-2, puis 5-3. Tanner va servir : le neuvième jeu devrait donc être fatal au Suédois. Mais fidèle à sa légende, Borg meurt mais ne se rend pas. Tanner est plus nerveux. Son tir se fait approximatif : il fait une double faute, se fait passer, puis lobber. A 40-40, le filet s'effondre. Il faut le remplacer. Cela prend une dizaine de minutes. Les adversaires font quelques balles d'échauffement avant que Tanner serve à nouveau. Il prend

l'avantage. Sa première balle de match fuse droit dans les tribunes. Il reprend l'avantage. Sa deuxième balle de match échoue dans le filet. Borg le passe deux fois de suite : 6-4. La Suède, toujours brillante dans les situations désespérées, retrouve la réussite : « passing » et « aces » font 6-5. Tanner gagne alors son service : 6-5, mais renvoie tout dans la toile sur le service suivant de Borg (6-6).

Le « tie-break » commence à 21 h. 50. Mais il est trop tard pour le Suédois. Tanner est relâché et rien ne pourra l'arrêter. Il mène très vite par 7-2 et conclut le dernier échange par un « ace ». Et, finalement, au tableau d'affichage : 6-2, 4-6, 6-2, 7-6.

En deux heures et demi, l'Américain a mis fin à une série de trente et une victoires consécutives du champion du monde. Par trois fois, auparavant, Connors s'était mis en travers de son chemin. Mercredi, c'est un autre Américain de vingt-sept ans qui lui a barré la route. A Wimbledon, Tanner avait consulté plusieurs fois les notes tactiques rédigées par son entraîneur au cours de la partie. A Flushing-Meadow, il a seulement attaqué à mort. « Sur cette surface, Borg ne peut pas gagner », avait-il prédit. C'était la troisième fois que les deux hommes se rencontraient et trois fois auparavant sur les revêtements synthétiques américains Tanner l'avait emporté. Toutefois, le Californien vient de faire la démonstration que la régularité du roi des renvoyeurs peut être entamée par un attaquant audacieux et résilient.

ALAIN GIRAUDO.

SIMPLES MESSIEURS

(quarts de finale)
Roscoe Tanner (E.-U.) b. Björn Borg (Suède), 6-2, 4-6, 6-2, 7-6 ; Jimmy Connors (E.-U.) b. Pat Dupré (E.-U.), 6-2, 6-1, 6-1.

SIMPLES DAMES

(quarts de finale)
Chris Evert-Lloyd (E.-U.) b. Evonne Coolidge-Cawley (Austral.), 7-5, 6-2 ; Billie-Jean King (E.-U.) b. Virginia Wade (G.-B.), 6-3, 7-6.

FOOTBALL

Après sa victoire sur la Suède (3 buts à 1) Le onze de France conserve une petite chance pour le championnat d'Europe

De notre envoyé spécial

Stockholm. — Après sa victoire, mercredi 5 septembre, sur la Suède (3 buts à 1), la France conserve une petite chance de se qualifier pour la phase finale du championnat d'Europe.

Si cette chance est considérée comme « petite », c'est qu'elle repose sur un certain nombre de pronostics optimistes : pour la suite de la compétition, il faudrait que la Suède, à Prague, le 10 octobre, fasse match nul ou batte la Tchécoslovaquie et que la France triomphe à son tour de la Tchécoslovaquie à Paris le 17 novembre.

Dans l'hypothèse où la Suède et la Tchécoslovaquie feraient match nul, la qualification se jouerait entre la France et la Tchécoslovaquie au goal average et, dans l'hypothèse d'une victoire de la Suède, la France l'emporterait d'un point. A condition bien sûr, dans les deux cas, que la France gagne son match le 17 novembre au Parc des Princes contre les Tchécoslovaques qui, à bien y regarder, ont neuf chances sur dix d'être les vainqueurs du groupe 5 du championnat d'Europe.

C'est que l'équipe suédoise n'a pas produit une très forte impression dans ce stade qui accueillit, en 1958, pour la Coupe du Monde, des matches que l'on garde en mémoire, et notamment France-Bresil et France-Suède. Aujourd'hui le footballisme, bien que toujours coquet, avec ses quatre tribunes en rectangle, semblerait bien petit pour accueillir de telles compétitions et la Suède, comme la France, ne fait plus guère recette. Mercredi, il n'y avait que quinze mille spectateurs pour assister à un rencontre qui, il est vrai, n'avait pas de quoi soulever l'enthousiasme des Suédois, leur équipe étant pratiquement éliminée du championnat d'Europe.

Dans ce contexte particulier, on imagine que l'intérêt s'est réparti entre les deux équipes. Car, après

tout, si ne servait pas à grand-chose de gagner à Stockholm et l'adversaire suédois se montrant à ce point faible que tout espoir de qualification devait être abandonné. C'est la raison pour laquelle beaucoup ont sans doute souhaité que l'équipe suédoise offre une meilleure réplique et se montre plus efficace qu'elle ne l'a été au footballstadium. Et le risque est désormais grand qu'elle ne trouve que peu de motivation pour son match du 10 octobre contre la Tchécoslovaquie, qui n'est plus pour elle, après tout, qu'une formalité à expédier.

Les adversaires de l'équipe de France n'ont fait illusion que pendant une vingtaine de minutes.

LE GROUPE 5

Le groupe V du championnat d'Europe réunit la Tchécoslovaquie, la France, la Suède et le Luxembourg, et se joue sur deux matches (aller et retour).

Les résultats enregistrés sont les suivants :

France et Suède	2-2
Tchécoslovaquie bat Suède	3-0
France bat Luxembourg	3-1
France bat Luxembourg	3-0
Tchécoslovaquie bat France	2-0
Tchécoslovaquie bat Luxembourg	3-0
Suède bat Luxembourg	3-0
France bat Suède	3-1

Après le match du 5 septembre contre la Suède, la France mène avec 7 points contre 6 à la Tchécoslovaquie, mais les Tchécoslovaques n'ont disputé que trois rencontres contre cinq pour la France.

Les prochains matches auront lieu : le 10 octobre (Tchécoslovaquie - Suède), le 23 octobre (Luxembourg - Suède), le 17 novembre (France - Tchécoslovaquie) et le 24 novembre (Tchécoslovaquie - Luxembourg).

FRANÇOIS JANIN.

JPM 1001 50

Le Monde

économie

LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1980

M. Papon : nous avons choisi la politique du juste milieu

Surprenant Maurice Papon. A l'issue de la conférence de presse qu'il venait de tenir, mercredi après-midi 5 septembre, pour détailler le projet de budget de l'Etat, un journaliste faisait, en aparté, cette réflexion : « Notre ministre est comme le bon vin, il s'améliore avec les années ». Toute irrévérence mise à part, la boutade a du vrai : ancien préfet de police, après avoir eu des fonctions en Algérie française, P.-D.G. de Sud-Aviation, président puis rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Maurice Papon, maintenant ministre du budget, ne se tire pas trop mal d'affaire, dans un domaine tenace, celui de la fiscalité — qui n'est pas exactement le sien. Il a, en tout cas, passé mercredi un bon moment à l'examen de la loi de finances, toujours difficile qu'est une conférence de presse.

D'abord ému — probablement même intimidé — lors de la lecture de sa déclaration de politique générale, le ministre du budget a trouvé par la suite le bon ton, celui qui lui convient le mieux : mi-courtois, mi-plaisant. Répondant assez bien aux questions techniques — un peu piègées — posées en matière fiscale et budgétaire, M. Papon, en habitué des toutes parlementaires, a eu des réparties incisives et parfois courageuses, qui mirent les rieurs de son côté dès que les « interpellations » prenaient un ton plus général et plus

politique. Il y a du fin politique dans cet homme — de la méthode et de l'effort.

Qu'a-t-il dit dans sa déclaration liminaire ? A la vérité, rien qui n'ait déjà été écrit ou commenté : l'économie française se trouvait sur la voie du redressement fin 1978 — début 1979, quand la forte hausse du pétrole est venue compliquer les choses. Les prix en seront augmentés de 2 % et la croissance ralentie de 1,5 %. Fallait-il porter tout l'effort dans la lutte contre le ralentissement de l'activité économique et adopter une politique de relance, avec ses inconvénients sur la tenue du franc, la compétitivité, la balance extérieure ? Devait-on, au contraire, faire porter tout l'effort contre l'inflation en menant une politique de rigoureux équilibre budgétaire qui aurait été déflationniste ? Il y a à placer entre ces deux extrêmes une politique d'équilibre et de rigueur insupportables d'un budget de choix. A déclaré M. Papon. La voie moyenne, en quelque sorte, ce que le ministre appelle « politique du juste milieu ».

M. Papon a ensuite décrit ce qu'il estime être les aspects fondamentaux de son projet, budget de « soutien de l'activité », puisque les dépenses publiques progressent nettement plus vite que la production intérieure (+ 14,3 %, contre + 11,8 %) ; budget de soli-

darité, puisque les dépenses sociales atteindront 91 milliards de francs (+ 17,5 %, par rapport au budget initial de 1979), soit le cinquième du total des charges de l'Etat.

C'est dans les réponses qu'il fit aux questions posées par les journalistes que M. Papon fut le plus intéressant. C'est ainsi qu'on apprit que les tarifs publics seront relevés en moyenne de 9 % l'année prochaine, mais que des ajustements pourront être opérés en fonction des contrats d'entreprises et de la quasi-liberté de manœuvre retrouvée par certaines. Dans l'ensemble, la tendance est plutôt à la modération en 1980. Dans un autre domaine, les crédits accordés par le F.D.E.S. (le Fonds de développement économique et social est un compte spécial du Trésor) prendront souvent la forme de prêts participatifs (par l'intermédiaire du C.I.A.S.I.) aux petites et moyennes entreprises ou dans des opérations plus vastes. Enfin, après avoir déclaré qu'il n'était pas question d'augmenter la détaxation au titre des SICAV-Monory, M. Papon s'est tant bien que mal défendu de financer l'impasse de façon inflationniste. Emprunts à long terme, bons du Trésor, correspondants du Trésor : tous ces moyens déjà utilisés, et qui continueront de l'être, sont compatibles, a assuré le ministre, avec une progression de 11 % de la masse monétaire en 1980. On n'en saura pas davantage.

Sur le projet de limitation à 1 million de francs par héritage (et non par héritier) des exonérations en matière de droits de succession, M. Papon fut très vif et très précis : « Vous avez une curieuse conception de l'équité en revenant sur des promesses faites par l'Etat. Vous êtes comme M. Marchais, qui ne pense qu'à faire payer les riches. » On entend encore : « Je trouve cela scandaleux », au milieu de quelques rires. M. Papon reste impassible et répond sur le thème de la justice fiscale. Mais, manifestement, l'assistance réfléchit au problème posé, qui est délicat : est-il normal de revenir sur une disposition du code des impôts, fût-elle grossièrement avantageuse pour certains, dans un domaine précisément où l'impôt est allègrement fraudé ? S'agit-il de la rupture d'un contrat ou de la proposition de modification d'une loi ?

Les conversations se poursuivront tard dans la grande cour intérieure du ministère, entre quelques journalistes et les hauts fonctionnaires de la Direction des impôts et de la législation fiscale. C'est un peu la Constitution et la loi contre l'esprit de la loi. C'est beaucoup la volonté de faire — enfin — quelque chose pour réduire les injustices fiscales.

ALAIN VERNHOLES.

Un budget en trompe-l'œil

(Suite de la première page.)

Si nous clions le total des dépenses budgétaires du quinquennat qui s'achève, c'est simplement pour rappeler l'humour qu'il convient d'appliquer à l'exercice en principe annuel de l'anatomie budgétaire. Pourquoi attacher tant d'importance à quelques centaines de millions d'allègements fiscaux ici ou à quelques milliards de gonflements des dépenses là, alors que, dix mois plus tard, ce sera par dizaines de milliards que se mesureront les écarts par rapport au budget initial ?

Le projet de budget pour 1980 invite, plus que les autres encore, à prendre ses distances par rapport à son habillage officiel, tant ses caractéristiques en trompent l'œil. On peut faire illusion même sans effort de sincérité, à annoncer un gros déficit, à en cacher un autre, à présenter un budget de « juste milieu », celui qui évite les deux dérives opposées de l'inflation accrue par la relance ou de la récession par déflation anticipée. Le projet présenté mercredi serait celui du soutien à l'économie sans risque monétaire. La réalité est beaucoup moins claire.

Est-ce d'abord un budget « de soutien » ? Evidemment, répond le gouvernement, puisque, avec un déficit de 81 milliards (1,15 % du produit intérieur brut), il va injecter dans l'économie plus de crédits qu'il ne retirera d'impôts. Mais raisonnons ainsi, c'est supposer que nous sommes présentement dans une situation d'équilibre budgétaire, ce qui n'est pas le cas. Une impasse de 2 % du produit national aurait effectivement un rôle non négligeable de réanimation. Mais il se trouve que la réalité actuelle est celle d'un déficit reconnu de 40 milliards (en 1979), soit 1,87 % du produit intérieur. Le projet gouvernemental pour 1980 ne va-t-il pas avoir pour effet, précisément, de réduire le rôle d'animation des finances publiques ?

Il en irait bien sûr différemment si le gouvernement admettait aujourd'hui que, en cours d'année 1980, le déficit budgétaire s'aggraverait au point de dépasser celui que l'on constate en fin de 1979. Une impasse de l'ordre de 2 % du produit national, par exemple, supérieure donc à 50 milliards (1), jouerait le rôle prévu par les pouvoirs publics au nouveau projet de budget. Mais M. Papon s'est défendu mercredi d'avoir l'intention de laisser grossir l'impasse. « Autant que les événements le lui permettent », a-t-il ajouté avec prudence. D'autres données officielles incombent en tout cas à douter de l'effet stimulant du prochain budget : les dépenses budgétaires, qui doivent progresser en 1980 plus vite que la production nationale si l'on compare le projet actuel à la loi de finances votée un an (+ 14,3 % de crédits y compris + 11,8 % du produit national en valeur), augmentent en réalité moins vite que le P.I.B. si on le compare à la réalité budgétaire que nous sommes en train de vivre. Par rapport au budget révisé de 1979, le P.I.B. n'est plus que de 7,8 % (38 milliards de dépenses supplémentaires, et non plus

Tout dépendra donc de la façon dont évoluera, en cours d'année, le prochain budget. S'il ne s'écarter pas trop du cadre actuel, l'effet de soutien usera des plus faibles, pour ne pas dire nuls. Si, au contraire, les événements aidant — et aussi l'approche de la campagne présidentielle — le gouvernement acceptait, comme les années précédentes, d'élargir l'impasse, l'effet de soutien attendu par M. Papon se réduirait à l'évidence. M. Giscard d'Estaing se réserve cette arme économique et politique pour s'en servir en cours d'année.

Il est, de toute façon, certain, vu les masses en jeu, qu'une stimulation de l'économie qui permettrait de réaliser les 2,5 % de croissance attendus en 1980, ou même de les dépasser un peu, ne suffirait pas — en l'absence d'une réduction générale et négociée des heures de travail — à empêcher que le chômage ne s'aggrave d'un an.

L'aggravation de la pression fiscale

Le trompe-l'œil ne concerne pas que les dépenses. Il existe aussi, cette année, dans la présentation des recettes publiques, « L'Etat n'alourdit pas sa pression fiscale », explique le gouvernement. Pourtant, le revenu des particuliers sera plus lourd sur la quasi-totalité des Français : le barème n'étant pas relevé de l'équivalent de la hausse des prix, cet impôt doit rapporter 18,5 % de plus. De même, la fiscalité sur le tabac et l'alcool progressera de 19 %, celle sur les fortunes de 14,3 %.

Par rapport à la loi de finances votée à la fin de 1978, les recettes fiscales doivent progresser, en 1980, de 12,7 % plus vite que le produit national (11,8 %). De fait, le prélèvement fiscal passera, selon les documents officiels eux-mêmes (2) de 23,4 % du P.I.B. à 26,5 %.

Mais l'Etat restituera, en 1980, aux collectivités locales une part accrue de ce qu'il aura prélevé : 15 % de plus que cette année) et il versera à la C.E.E. une somme majorée de 12 % pour faire fonctionner le Marché commun. De sorte qu'au total l'Etat ne gardera pour lui que 11,9 % de plus que cette année (11,8 %), si l'on compare à la loi de finances initiale de 1979, soit à peu près la même part de produit national qu'en 1979. L'aggravation de la pression fiscale servira donc à d'autres que lui.

Souci d'équité... Trompe-l'œil encore, mais bien moindre cette fois, est la présentation solidariste faite par le gouvernement de ses choix fiscaux ou budgétaires. Il est exact — et heureux — que le projet pour 1980 comporte à la fois une aggravation de l'imposition des contribuables aisés, des mesures d'allègement fiscal pour les moins fortunés et des dépenses accrues en faveur de ces derniers.

Imposition majorée des contribuables aisés : le non (ou faible) ajustement des dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu a accru de 3 points (peut-être davantage) la pression fiscale sur les millions des plus fortes ressources, au lieu de moins de 1 point sur les autres contribuables : la taxation supplémentaire de 6 000 hélicoptères privés ou avions de tourisme, de

130 000 gros bateaux de plaisance, jouera dans le même sens : tout comme le fort relèvement de la vignette sur les grosses voitures, la limitation des exonérations en matière de succession ou de donation-partage, la pénalisation des fraudes, sur les signes extérieurs de richesse, la chasse aux faux contrats d'assurances...

Au total, près de 1,5 milliard supplémentaire sera prélevé sur la partie la plus aisée de la nation. Tandis que, à l'inverse, l'Etat renoncera à quelque 455 millions de recettes au profit des petits contribuables : abattements et exonérations accrues pour les petits revenus, les personnes âgées, les invalides. Plusieurs choix de dépenses vont dans le même sens : relèvement de 1,5 % du pouvoir d'achat des allocations familiales en 1980, revalorisation des retraites (40 francs par jour pour le minimum — vieillesse), aide accrue aux handicapés, plus forte contribution de l'Etat à l'indemnisation des chômeurs des crédits à ce titre passeront de 4,6 à 8,9 milliards. Sur tous ces points, l'option gouvernementale est claire : elle va dans le sens de l'équité.

...malheureusement limité

Mais de sérieux tempéraments doivent être apportés à cet égard. Les sommes fiscales qui traduisent le souci solidariste sont faibles : 0,4 % seulement du prélèvement total. Elles n'empêchent d'ailleurs pas l'Etat de percevoir toute une série d'impôts supplémentaires (d'effet beaucoup plus lourd) sur les petits et moyens revenus : 1,3 milliard, en ne relevant que de 8 % les basses tranches du barème, alors que les prix auront monté cette année de près de 11 %, selon la Rue de Rivoli ; majoration de 17 à 20 % de la vignette sur les petites cylindrées ; surtaxation du tabac et de l'alcool, dont les prix monteront de 10 à 15 % ; relèvement de 6,8 % de la taxe sur les téléviseurs ; création d'une vignette sur les grosses motos (même d'occasion), passion d'un bon nombre de jeunes de milieu populaire. Cela s'ajoutant à la hausse de l'essence et de la cotisation d'assurance-maladie déjà intervenue en août.

Il faudra faire des calculs précis pour mesurer l'impact exact de ces diverses mesures. Mais on peut augurer qu'elles auront sur la grande majorité des petites et moyens revenus un effet beaucoup plus sensible que l'ajustement fiscal décrit plus haut. De sorte que, les hausses courantes de prix s'ajoutant au total, le pouvoir d'achat d'un bon nombre de Français modestes se trouvera non pas « soutenu » en 1980, mais restreint. Ce qui d'ailleurs explique la détermination de la consommation prévue par le gouvernement dans ses comptes nationaux. (Lire page 32.)

En matière de dépenses budgétaires aussi, la situation de la partie défavorisée de la nation sera sans doute moins avantageuse qu'on pourrait le penser à pre-

(1) Le produit intérieur brut marchand total, en 1979, selon les pronostics officiels, de 2 351 milliards, et le P.I.B. total serait de 3 700 milliards de francs.

(2) Données statistiques de référence sur le budget de l'Etat, page 5, tableau n° 2.

mière vue. Les équipements collectifs, qui sont particulièrement utiles aux petites gens (transports, équipements de santé, de cadre de vie, de rénovation urbaine, équipements pour les familles), seront moins bien traités l'an prochain que les autres. Parmi les dix-neuf programmes quinquennaux d'action prioritaire (PAP) dont l'objectif ne sera pas atteint (sur un total de vingt-six programmes), les plus en retard sont ceux qui ont trait aux hôpitaux, aux conditions de travail, à la famille. L'aggravation du chômage enfin n'arrangera rien.

Point n'est donc besoin de faire intervenir le risque d'accélération de l'inflation que comporte la non-couverture totale du déficit par l'épargne longue pour justifier ces réserves. Il faut appliquer au discours officiel, en particulier, le fait que le gouvernement recourt aux formes modernes de la planche à billets pour financer la moitié de l'impasse budgétaire ne saurait laisser indifférent. Le gonflement de la dette publique et celui de la masse monétaire inquiètent.

Le budget pour 1980, que l'environnement politique et social contribue à rendre ambigu, n'est finalement pas une réponse bien satisfaisante à la situation, en dépit de choix partiels souvent courageux.

GILBERT MATHIEU.

Les réactions

Dans les milieux politiques...

M. BALLANGER (P.C.) : austérité, chômage, inflation.

M. Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale : « Le projet de loi de finances pour 1980 constitue une nouvelle et brutale agression contre les conditions de vie des Français. C'est un budget d'austérité, de chômage et d'inflation. Loin de diminuer, la pression fiscale sera accrue sur le revenu des travailleurs, des retraités, des chômeurs, des modestes, des familles. Les tranches du barème de l'impôt à la hausse des prix et par l'augmentation des impôts de consommation, le pétrole servant une fois de plus de prétexte à cette amplification du pouvoir d'achat. C'est d'autant plus scandaleux que sont accentués tous les avantages fiscaux des grandes sociétés, même si, sous la pression des luttes, le gouvernement a été contraint de prévoir une taxation

exceptionnelle sur les provisions des sociétés pétrolières. »

M. FABUS (P.S.) : la marque du laisser-aller.

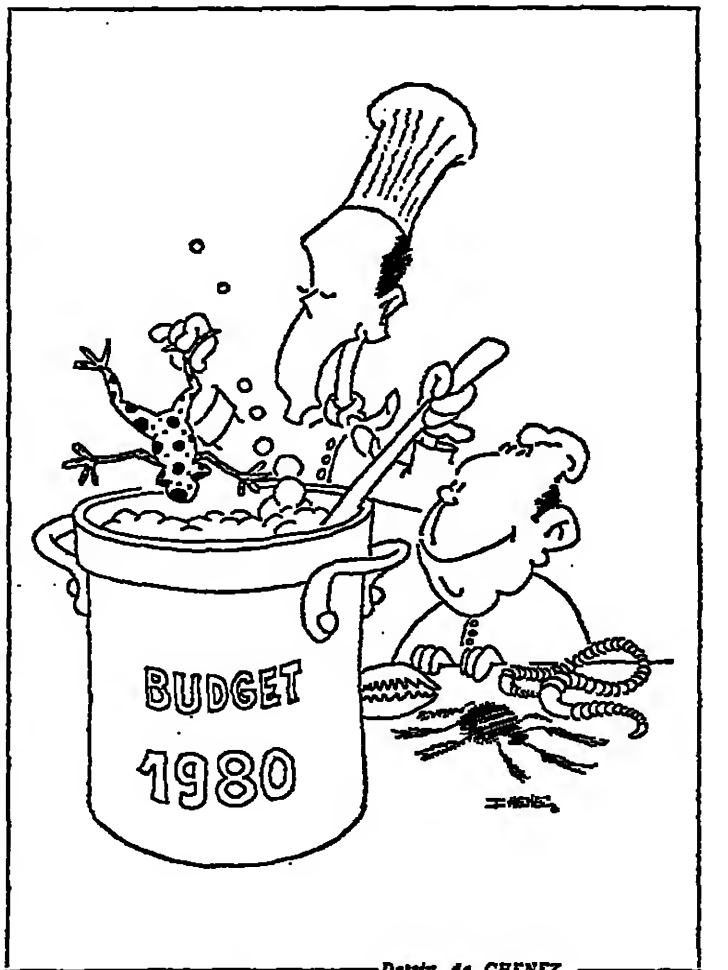
M. Fabius (P.S.), député de Seine-Maritime, au nom des membres socialistes et radicaux de gauche de la commission des finances de l'Assemblée nationale : « Le projet gouvernemental de budget pour 1980 ne permettra de lutter efficacement ni contre le chômage ni contre la hausse des prix. Les investissements publics ne sont pas encouragés comme il le faudrait. Le nombre des créations d'emploi est réduit par rapport aux années précédentes. Le déficit annoncé, de 31 milliards de francs, est subi plutôt que voulu. La forte hausse des prix et les mesures prises par ailleurs pour ponctionner les salaires entraînent pour beaucoup de Français une baisse

du pouvoir d'achat. En refusant de relever les premières tranches de l'impôt d'un montant égal à la hausse des prix, le gouvernement ampute à nouveau les bas revenus. Au-delà de quelques dispositions, aucune réforme fiscale d'ensemble n'est prévue et notamment pas d'impôt sur les grandes fortunes. Au total, ce projet de budget porte la marque du laisser-aller. Il ne contient ni véritable action volontariste ni réformes de fond à la mesure de la situation et de l'attente des Français. »

M. MARETTE (R.P.R.) : un certain immobilisme.

M. Marette (R.P.R.), député de Paris : « Le budget de 1980 était de toute façon une échéance redoutable. Je regrette que, au lieu d'avoir choisi la voie de la vérité, ce budget trahisse un certain immobilisme, avec l'usage de vieilles astuces comme les recettes de poche. Ce qui est plus grave, c'est que le déficit est utilisé pour une assistance sociale généralisée au lieu d'un soutien à l'activité économique. Les mexismes croisés sont en diminution par rapport aux exercices précédents. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la note sera lourde, y compris pour les plus défavorisés. On n'a pas l'impression d'une opération-vérité, mais plutôt d'une volonté d'arrondir les angles et d'éviter trop de remous. »

● Pour M. Tcart (U.D.F.), député des Alpes-Maritimes, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, il convient d'éviter la création monétaire en faisant appel à l'épargne, car « une telle ponction risque évidemment de rendre plus difficile le financement des équipements par emprunts des entreprises, tant nationales que privées. »



Dessin de CHENEZ.

Dépenses

Trois facteurs principaux de hausse : l'armée, la dette, les interventions

La double comparaison, habituelle en matière de dépenses budgétaires, est particulièrement instructive cette année et incite à la plus grande prudence envers les déclarations officielles. Si l'on s'en tient au scénario gouvernemental, qui consiste à comparer le projet de loi de finances adopté par le conseil des ministres du 5 septembre au budget de 1978 voté par le Parlement

en décembre dernier, la progression des dépenses définitives de l'Etat sera en 1980 de 14,3 % (+ 65,7 milliards), pour atteindre 624,7 milliards.

Mais si l'on compare ce projet à la situation actuelle du budget 1979, l'augmentation des dépenses n'est plus que de 7,8 % (+ 38 milliards) tant les charges de l'Etat ont augmenté

dans l'année (environ 27,7 milliards, soit 6 %). Les conséquences économiques ne sont pas les mêmes dans l'un ou l'autre cas, cela va de soi. Stimulant, selon la première comparaison, le projet de budget pour 1980 apparaît au contraire déprimant, selon la seconde. On notera en tout cas que les principaux chefs de dépenses supplémentaires, d'une année sur

l'autre, seront, en 1980 comme en 1979, le gonflement du service de la dette publique et l'augmentation des interventions économiques ou sociales. En revanche, les dépenses militaires, qui avaient augmenté en 1979 moins que la moyenne, se tailleront en 1980 la part du lion : + 14,3 % en crédits de paiement, + 22,4 % en autorisations de programme.

Le service de la dette : + 35 %

Le service de la dette, qui ne représentait naguère qu'une partie infime du budget de l'Etat, prend désormais une place croissante d'année en année. En 1980, le gonflement des dépenses à cet effet sera de 35 %, ou encore de 7 milliards, soit plus du dixième du total de la progression des dépenses budgétaires.

Cela s'explique à la fois par le financement des déficits des trois derniers exercices budgétaires et

par l'élévation des taux d'intérêt auxquels l'Etat emprunte pour régler ses dettes. Cette évolution n'est hélas pas près de s'interrompre dans la mesure où le déficit de 1980, déjà situé à 31 milliards avant même le commencement de l'exercice (contre 15 et 8,9 à pareille époque les deux années précédentes), a de bonnes chances de battre tous les records, dans celle aussi où la tendance mondiale est au renchérissement du loyer de l'argent.

Les crédits militaires : prioritaires

La loi de programmation militaire pour les années 1977-1982 avait fixé, pour 1980, à titre indicatif, le montant du budget de la défense (hors pensions) à 87,3 milliards. Le chiffre retenu dépassera finalement cet objectif : il atteint 88,6 milliards : 48,7 pour les dépenses ordinaires et 39,9 pour les dépenses d'équipement. En crédits de paiement la progression sera de 14,3 % et en autorisations de programme — donnée plus significative des

choix faits pour l'avenir — de 22,4 % (contre 10,9 % pour les budgets civils). Ces sommes seront utilisées en priorité dans trois directions : — Maintien de la priorité en faveur des forces nucléaires et développement des futures générations de systèmes d'armes ; — Poursuite de la réalisation des principaux programmes de matériel des forces classiques ; — Accroissement sensible de l'effort d'études et de recherche.

Moderation des dépenses de fonctionnement

A l'inverse, les dépenses civiles de fonctionnement ont été modérées.

Les traitements des fonctionnaires verront simplement leur pouvoir d'achat maintenu en 1980, « différentes mesures permettant une progression plus importante des rémunérations les moins élevées et des pensions ».

Les créations d'emplois seront moins nombreuses : 18 700 (+ 1 040 dans les services militaires), au lieu de 22 900 (+ 1 730).

Les principaux bénéficiaires seront les P.T.T. (5 500 emplois), la justice (2 480) et les forces de sécurité (2 000, moitié dans la gendarmerie).

Les frais divers (de déplacement, de bureau, de chauffage, de publications administratives) ont été programés de façon plus stricte. En outre, une économie forfaitaire de 1 % sur les dépenses de fonctionnement a été décidée.

Effort sélectif d'investissement

L'effort consenti en faveur des investissements civils est fort inégal selon les secteurs. Sa moyenne (+ 10,9 % d'autorisations de programme pour les

budgets civils et + 14,9 % pour les comptes spéciaux du Trésor) permettra respectivement au volume d'engagements de l'Etat un progrès de 1,7 % et 5,4 % respec-

tivement (contre + 12,3 % pour les investissements militaires). Le budget annexe des P.T.T. qui n'est doté que de 1,8 % d'autorisations de programme supplémentaires sera obligé, vu l'augmentation des prix, d'engager 6,6 % de travaux en moins.

Quelques priorités ont été décidées : pour les routes (amélioration du réseau routier national : + 21,6 % en valeur, et de la voirie urbaine : + 22,1 %) ; pour la réhabilitation et l'amélioration de l'habitat ancien (125 000 logements au lieu de 110 000) ; pour la recherche d'économies d'énergie et l'essor des énergies nouvelles : l'Agence pour les éco-

Tarifs publics : + 9 % en moyenne

En revanche, les concours de l'Etat aux entreprises nationales n'augmenteront (charges de retraites mises à part) que de 10,4 %, ce qui permettra à peine 1,3 % d'engagements réels supplémentaires. Les dotations de l'ED.F. et de l'ED.P. seront inchangées, ce qui se traduira par une baisse en valeur réelle : Air France, Renault, Charbonnages (+ 11,3 %), et surtout S.N.C.F. (+ 1,9 %), seront les bénéficiaires des choix gouvernementaux, cela leur permettra 2,1 % et 9,4 % respectivement de travaux supplémentaires.

M. Papon a précisé, en réponse à une question, que les tarifs publics augmenteraient, l'an prochain, comme la moyenne des prix à la consommation, c'est-à-dire de 9 %, « certains ajustements pourront cependant intervenir en fonction des contrats d'entreprises conclus » (ce qui concerne en particulier la S.N.C.F.).

L'aide aux autres entreprises sera renforcée et mieux adaptée. Outre l'utilisation du reliquat disponible du Fonds spécial d'adaptation industrielle, des moyens nouveaux sont par ailleurs affectés aux actions de politique industrielle (+ 62,7 millions de francs,

soit + 38,2 %). L'accent étant mis en particulier sur les aides à la petite et moyenne industrie (+ 22,5 millions), à l'adaptation des structures industrielles (+ 34,2 millions) et aux actions régionales (12 millions). Les concours du F.I.D.E.S. à l'industrie privée, sous forme de prêts participatifs, passeront de 1 557 à 2 000 millions (+ 28,1 %). Les subventions inscrites au compte spécial retraçant les relations du Trésor et de la caisse d'amortissement pour l'aider pour faire face aux conséquences financières, en 1980, du dispositif d'aide à la sidérurgie approuvé en 1978.

Les dépenses définitives en faveur du commerce et de l'artisanat s'élèveront, en 1980, à 247,3 millions de francs (+ 65,3 %).

Les mesures à caractère social

Dix-neuf P.A.P. sur vingt-six en retard

Pour l'agriculture un effort particulier sera consenti en faveur des investissements, conformément aux options du projet de loi d'orientation agricole : ainsi, les crédits de l'Institut national de recherche agronomique augmenteront de 16 %. Pour favoriser le développement rural, les dotations inscrites aux actions de drainage, d'irrigation, de remembrement, ainsi qu'à l'investissement forestier, connaîtront une progression de 33 %.

En sens inverse, les autorisations de programme inscrites

Les mesures à caractère social

L'aide ménagère à domicile sera améliorée. Les chômeurs feront l'objet de plusieurs efforts concernant l'emploi (majoration de 50 % des dotations du « pacte national pour l'emploi des jeunes »), la formation professionnelle et l'indemnisation du chômage (8,9 milliards en 1980 au lieu de 8 milliards, au raison à la fois de l'augmentation du nombre des sans-emploi et de la réforme des modalités d'indemnisation des chômeurs).

Les travailleurs handicapés seront soixante mille à bénéficier de la garantie de ressources (40 % de plus qu'en 1978). Les crédits consacrés à leur reclassement progresseront de 60 %.

Les réfugiés : dix mille seront accueillis, en vue de leur réinsertion professionnelle et sociale.

Solidarité géographique

Ses deux formes habituelles seront accablées dans le prochain budget.

L'aide de l'Etat aux collectivités locales atteindra au total 75 milliards de francs en augmentation de 10 milliards de francs (+ 15,9 %). Elle prendra principalement la forme d'une dotation globale de fonctionnement directement rattachée à la taxe sur la valeur ajoutée, pour 1980 le montant de ce prélèvement sur les recettes de l'Etat s'élèvera à 37 966 millions de francs (+ 10,7 %). De plus, sur la base actuelle des attributions révisées des recettes de T.V.A. pour 1979, la régularisation au titre de 1979 au profit des collectivités locales s'élève, avant le 31 juillet 1980, à environ

1 000 millions de francs. Enfin, les crédits du fonds de compensation de la T.V.A. progresseront de 56,25 % pour atteindre 5 milliards.

L'aide publique au développement sera de son côté ses crédits accrus de 16,5 %. L'aide bilatérale progressera de 16,2 % (un effort particulier étant fait sur l'aide financière, qui passera de 95 millions de francs à 137 millions de francs) ; les concours multilatéraux seront portés à 2 640 millions de francs (+ 13,5 %). La participation de la Banque européenne d'investissement faisant plus que doubler et celle du Fonds européen de développement atteignant 883 millions de francs (+ 92,6 %).

LES CONCOURS DE L'ETAT AUX ENTREPRISES NATIONALES (en millions de francs)

	1979	1980
ED.F.	1 800	1 900
G.D.F.	250	250
S.N.C.F.	3 585	3 590
ED.P.	9 592	11 438
S.N.C.F.	185	234
G.D.F.	408	424
Air France	11	423
Aéroports de Paris	228	228
S.N.C.F.	288	288
ED.F.	250	250
ED.P.	180	75
ED.F.	180	75
DIVERS	100	70
TOTAL (hors charges de retraite)	18 894	21 963
CHARGES DE RETRAITE	6 120	7 100
S.N.C.F.	4 643	5 237
G.D.F.		
Total général	30 637	34 300

L'ACCROISSEMENT DES DEPENSES BUDGETAIRES PAR RAPPORT A 1979

Loi de finances	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1983	+ 14,63 %							
1984	+ 8,81 %							
1985	+ 6,45 %							
1986	+ 11,05 %							
1987	+ 12,06 %							
1988	+ 13,10 %							
1989	+ 6,33 %							
1990	+ 12,68 %							
1991	+ 9,99 %							
1992	+ 11,20 %							
1993	+ 11,39 %							
1994	+ 12,12 %							
1995	+ 12,12 %							
1996	+ 14,5 %							
1997	+ 21,1 %							
1998	+ 21,1 %							
1999	+ 15,28 %							
2000	+ 22,1 %							
1991	+ 14,4 %							

LES COMPTES DE LA NATION

2,5 % de croissance seulement l'an prochain

Sans le plan de soutien à du 29 août (Le Monde du 31 août), accordant 2,5 milliards d'autorisations de programme à valeur sur 1979 et 1980, les investissements du profit du bâtiment et des travaux publics, et sans diverses mesures inscrites au nouveau budget, la croissance de l'économie française aurait été l'an prochain que de 1,5 à 1,9 %, a déclaré M. Papon lors de sa conférence de presse. Grâce à ces deux séries de décisions, le ministre de l'économie, espère que l'objectif initial de 2,5 % de cette année (chiffre rectifié : l'objectif initial était 2,5 %, a dit M. Papon).

COMMENT VARRA

Ces évaluations sont peu différentes de celles qu'avance l'O.C.D.E. pour la France : 2,75 % en 1979 et 2,25 % pour le premier semestre 1980. Selon le tableau officiel ci-dessus, les investissements des entreprises recommencent à progresser nettement l'an prochain (+ 3,2 %), tandis que la consommation, elle, avancera moins vite (+ 2,5 %). Acceptons-en l'augure. Mais qui sait si cet optimisme se vérifiera ? Depuis deux ans, les objectifs gouvernementaux doivent être abandonnés en cours d'année : en 1978, la croissance a été inférieure de 1,2 % au chiffre annoncé et les investissements des firmes en retard même de 2,2 % (+ 13,5 %). La participation de la Banque européenne d'investissement faisant plus que doubler et celle du Fonds européen de développement atteignant 883 millions de francs (+ 92,6 %).

LE PROJET DE BUDGET POUR 1980 COMPARÉ AUX PRÉCÉDENTS (en millions de francs)

	LOI de finances de 1978	BUDGET DE 1979	PROJET DE BUDGET POUR 1980		
		Loi de finances initiale	Montant	Différence par rapport à 1979 (*)	(en %)
I. — OPERATIONS DEFINITIVES					
a) Dette publique	14 412	19 863	28 886	+ 7 023	+ 35,4
b) Dépenses civiles ordinaires	162 044	181 358	202 791	+ 21 433	+ 11,8
— Fonctionnement	119 039	141 896	184 929	+ 23 033	+ 16,3
— Interventions					
TOTAL de b)	281 083	323 254	367 720	+ 44 466	+ 13,7
c) Dépenses civiles d'équipement	35 447	38 937	41 885	+ 2 958	+ 7,5
d) Dépenses militaires	67 854	77 111	88 590	+ 11 479	+ 14,9
e) Compte d'affectation spéciale	— 151	— 180	— 197	— 17	—
f) Economies sur les dépenses de fonctionnement (**)	—	—	— 150	— 150	—
TOTAL des charges définitives	308 445	408 985	524 744	+ 65 759	+ 14,3
TOTAL des ressources	389 881	445 875	497 724	+ 51 849	+ 11,6
Excédent des ressources (+) ou des charges (—)	— 8 564	— 13 110	— 27 020		
II. — OPERATIONS TEMPORAIRES (dont F.D.E.S.). Solde des charges temporaires	— 350	— 1 850	— 3 980		
III. — Excédent (ou déficit) global (solde I + II)	— 8 914	— 15 060	— 31 000		

(*) Projet de loi de finances comparé à la loi de finances initiale de 1979.
(**) Dépenses de fonctionnement des administrations civiles (à l'exception des P.T.T.) et militaires. Le montant global de ces économies, avec les P.T.T., s'élève à 200 millions de francs.

ÉVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES (EN MILLIONS DE FRANCS)

PRÉVISIONS				RÉSULTATS d'exécution (1)	
ANNÉES	PRÉVISIONS		RÉSULTATS d'exécution (1)		
	Déficits	Excédents			
1957	10 488		—	11 680	
1958	5 995		+	697	
1959	5 818		+	8 350	
1960	6 233		+	4 879	
1961	6 857		—	4 842	
1962	7 960		+	7 632	
1963	8 568		—	6 840	
1964	4 734			776	
1965		12		238	
1966		8		4 685	
1967		3		4 605	
1968	1 841		+	11 411	
1969	6 234		—	1 369	
1970		5	+	325	
1971		2	—	1 724	
1972		1	+	3 383	
1973		3	+	7 428	
1974		346	+	5 614	
1975		27	—	38 611	
1976		7	—	28 046	
1977		5	—	15 941	
1978	3 900		—	34 124	
1979	13 800		—	40 006 (2)	
1980	31 608				

(1) Non compris les opérations avec le F.M.I. et le compte spécial de « pertes et bénéfices de change » ; le signe + représente un excédent, le signe — un déficit.
(2) Ordre de grandeur.

RÉPARTITION DES FONCTIONNAIRES SUPPLÉMENTAIRES

	1979	1980	Effectifs 1980
● BUDGETS CIVILS			
Travail et Santé	1 211	2 462	25 890
Justice	1 458	329	20 011
Économie et Budget	2 748	1 147	175 883
Éducation, Université, Jeunesse			
Sports	5 306	4 678	987 563
Environnement et Cadre de vie	2 439	412	161 594
Transports	2 946	1 170	139 323
Intérieur et Rapatriés	1 876	2 812	48 514
Juridiction	— 3 895	601	37 251
Divers			
● BUDGETS ANNEXES			
Postes et Télécommunications	(1) 8 539	(1) 5 588	458 238
Autres budgets annexes	21	21	3 131
● BUDGETS MILITAIRES (2)			
Total	24 355	19 712	2 381 566
dont : Titularisations et régularisations	1 630	6 673	
Créations nettes d'emplois civils	22 705	14 639	

(1) Emplois et crédits d'urgence.
(2) Y compris A.D.L. et P.D.L. sous contrat.

JANVIER 1980

LE PROJET DE BUDGET POUR 1980

Recettes

Hauts revenus, tabac, alcool, grosses cylindrées...

DROITS D'ENREGISTREMENT : alourdissement de 250 millions.

● **Plafonnement des exonérations de droits de mutation à titre gratuit sur certains biens.**
L'exonération, totale ou partielle, de certains biens lors de leur première transmission à titre gratuit (donation ou succession), quel que soit leur montant, sera limitée en plafonnant à 1 million de francs le montant des biens qu'une même personne pourrait transmettre en franchise d'imposition. Cette mesure toucherait les constructions de logements

achevés postérieurement au 31 décembre 1977 et acquis avant le 20 septembre 1979. Les actions de sociétés immobilières d'investissement souscrites à l'émission ou acquises en Bourse avant le 20 septembre 1979 (dans la limite de 200 000 F pour l'ensemble des titres transmis par une même personne), les bois et forêts, les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers (exonérés actuellement à concurrence des trois quarts de leur valeur). Les biens ruraux loués par baux à

long terme, bénéficieraient également de l'exonération pour les trois quarts de leur valeur, échapperaient au plafonnement de ladite exonération.

● **Modulation ou suppression de la réduction de droits prévue en faveur des donations-partages.**
— La réduction de 35 % des droits de mutation lors d'une donation-partage — acte assimilable à une succession anticipée — serait limitée à 30 %

lorsque le donateur est âgé de cinquante-cinq ans au moins et de soixante ans au plus au jour de la donation, et à 10 % lorsqu'il est âgé de soixante ans au moins et de soixante-cinq ans au plus. Elle serait supprimée lorsque le donateur a atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Les recettes attendues de cette mesure sont évaluées à 50 millions de francs.

T.V.A. : majoration sur les terrains à bâtir.

Il est proposé de ramener de 70 % à 30 % la réduction appliquée au prix d'acquisition des terrains à bâtir vendus ou apportés en société, par le calcul de la T.V.A. à 17,60 % nominal, dont le taux effectif serait ainsi porté de 5,38 % à 12,32 %. Le produit de cette mesure est évalué à 900 millions de francs.

[Pour le gouvernement, il s'agit de restaurer le véritable objectif de la réduction des droits, à savoir inciter les parents à transmettre leurs biens à leurs enfants le plus tôt possible, dès que ces derniers ont la capacité d'exercer pleinement la responsabilité de leur gestion. Trop souvent, la donation-partage est utilisée pour alléger l'imposition des héritiers à la fin de l'existence du donateur.]

par un promoteur, l'ensemble constitué par le terrain et la construction est taxé à 17,60 % au moment de la vente. Dans le cas d'une construction effectuée directement par le propriétaire, seuls les travaux immobiliers sont taxés à 17,60 %. Le terrain ne l'étant qu'à 5,38 %. Selon le gouvernement, cette distinction

favorise la construction de petits immeubles collectifs, ce qui est contraire aux objectifs de la politique de logement. En outre, cet avantage accordé aux propriétaires de terrain qui construisent est d'autant plus avantageux que le terrain est cher, et privilège la construction de luxe aux dépens de la construction sociale.]

DROITS SUR LES ALCOOLS ET LE TABAC : 2 826 millions.

Les nouveaux barèmes, qui entreraient en vigueur le 1^{er} février 1980 (donc après les fêtes de fin d'année), entraîneraient une majoration de 10 % environ des prix de détail pour la plupart des alcools et de 1 % pour les vins

et les bières. Pour un produit attendu de 7 700 millions de francs en 1979 au titre des droits sur les alcools, la majoration est évaluée à 1 526 millions de francs. Pour le tabac, elle serait de 1 300 millions de francs.

REDEVANCE TÉLÉVISION : 221 francs pour le noir et blanc, 331 francs pour la couleur.

Le conseil des ministres a décidé, mercredi 5 septembre, de proposer au Parlement pour 1980 une augmentation de 6,8 % de la redevance télévision, soit 221 F (contre 207 F en 1979) pour le noir et blanc et 331 F (contre 310 F en 1979) pour la couleur. Selon un communiqué du ministère de la culture et de la communication, M. Jean-Pierre Lecoq a souligné que « les mesures de remise en ordre appliquées depuis un an à la radio et à la télévision française commencent donc à porter leurs fruits ». Il a fait observer que « l'augmentation de la redevance atteindra en 1980 moins de la moitié de celle de 1979 » (qui était de 145 %). Il a ajouté : « Une telle modulation a pu être obtenue sans qu'il soit porté atteinte à la qualité des programmes et au volume de la création audiovisuelle, qui devrait même être substantiellement augmentée. Elle est le résultat d'une rigueur accrue dans la gestion quotidienne des organismes de radio et de télévision, et d'une réduction notable de leurs frais généraux ».

Scandale ou nécessité ?

Pour la première fois depuis la dernière guerre, semble-t-il, le gouvernement va proposer de réduire rétroactivement un avantage fiscal, à savoir l'exonération de droits de mutation lors de la première transmission à titre gratuit (donation ou succession) de certains biens : habitations construites entre 1948 et septembre 1973, bois et forêts, etc. Il s'agit d'une question de plafonner à un million de francs le montant à transmettre.

« C'est scandaleux ! », s'écrieront certains : pour favoriser la construction, le loi fiscale garantissait aux contribuables l'avantage pour leurs descendants ou héritiers, sans limitation légale dans le temps ni dans l'espace, et voilà que l'Etat veut introduire une limitation de l'avantage en violation du

contrat initial. « Erreur », rétorquent les services fiscaux. Tout d'abord, il doit être possible au Parlement de revenir sur des droits acquis — notamment sur les patrimoines, sinon ce serait la paralysie du système d'imposition. Ensuite, dans le cas présent, l'incitation à la construction a débouché sur une éviction fiscale intense, évaluée à plus de 1 milliard de francs par an, qui peut se perpétuer pendant quarante à cinquante ans. Il y a un véritable abus de droit, contraire à l'esprit de la loi, et il est indispensable de reculer le tir. D'ailleurs, le Conseil d'Etat n'a pas jugé bon de s'opposer à une telle rétroactivité.

En vérité, on se trouve en présence d'un conflit de devoirs. Le maintien du crédit de l'Etat

et de la confiance en ses promesses exigent le respect intégral des engagements pris, comme pour les emprunts faisant l'objet d'un contrat précis et irrévocable (3 1/2 % Pinay), exonéré de droits de mutation et indexé sur le népotisme : 7 % de 1973 indexé sur le lingot d'or. Mais la limitation des abus devrait permettre des modifications rétroactives, au nom de la justice fiscale et de la liberté du législateur. Problème difficile, qui compte une solution : jamais, au grand jamais, la loi ne devrait accorder des avantages fiscaux illimités dans le temps et dans l'espace, avec des contreparties dont la conclusion peut varier à l'infini. Cela conduit à léser soit le Trésor, soit le contribuable, et, dans tous les cas, la communauté nationale. — F. R.

Comment jouerait la limite d'exonération

Comment jouera concrètement la limite d'exonération fixée à 1 million de francs dans le projet de loi ? Prenons un exemple. Soit une succession de 800 000 F transmise à l'occasion d'un décès. Nous considérons que quelques années auparavant 500 000 F avaient déjà été transmis par donation. La masse successorale, concernée par le projet de loi qui va être soumis au Parlement, est de 1,3 million de francs.

Sur quel montant vont être calculés les droits de mutation ? Estimons que sur les 500 000 F transmis par donation, 300 000 F avaient bénéficié d'exonération. Comme le projet de loi prévoit de limiter les exonérations à 1 million de francs, il restera une sorte de crédit de 700 000 F (1 million moins 300 000 F). Dans notre exemple, le défunt transmet à sa mort 800 000 F, somme qui dépasse de 100 000 F le crédit d'exonération. Les droits de

succession seront donc payés sur 100 000 F. On peut considérer une autre hypothèse : dans les 800 000 F transmis lors du décès, la moitié seulement des biens relève de l'article 753 du code des impôts, prévoyant des exonérations de droits de succession. Dans ce cas, les 400 000 F qui restent sujets à exonération sont inférieurs au crédit (700 000 F dans notre exemple). Il n'y a donc pas de droits à payer.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ARABE POPULAIRE SOCIALISTE DE LIBYE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 8

SECRÉTARIAT MUNICIPAL MUNICIPALITÉ DE TRIPOLI

La municipalité de Tripoli de la République Arabe Populaire de Libye invite les entrepreneurs internationaux spécialisés dans les travaux de construction de routes à soumettre leurs offres pour un projet international pour la réalisation du second tronçon de routes périphériques à Tripoli. Les soumissionnaires devront se conformer aux conditions, au cahier des charges, plans et documents divers concernant ce projet.

Les travaux comprendront la construction d'une route double d'environ 10 km de long et de croisements à différents niveaux. La nouvelle route crociera les voies existantes sur des ponts en béton armé de différentes largeurs.

Les soumissionnaires devront avoir une bonne expérience de la réalisation de routes et de ponts et de l'exécution de ce type de contrat de construction en général. Ils devront inclure dans leur offre un prix de base fixe conformément aux conditions contractuelles.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu auprès de la municipalité de Tripoli de la République Arabe Populaire de Libye contre la somme de 500 LD (cinq cents Dinars libyens) non remboursables. La date limite de soumission est le 9 Dhoul - Oa da, 1399 Hegiras (1^{er} octobre 1979) à midi. Les offres devront être accompagnées d'une caution initiale équivalant à 1 % (un pour cent) de la valeur totale de l'offre. Cette caution devra être valide pour une période d'au moins trois mois à compter de la date de l'offre, et elle sera présentée selon l'une des formes suivantes :

- en espèces, à la Trésorerie de la municipalité ;
- traite bancaire tirée sur l'une des banques opérant en Libye ;
- lettre de garantie inconditionnelle valide jusqu'à trois mois après la date de l'offre, à compter du dernier jour d'ouverture des enveloppes.

Le présent appel d'offres est considéré comme effectif et irrévocable pour une période de six mois commençant à partir de la dernière date limite désignée de remise des offres. La municipalité se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute offre sans avoir à donner aucune raison dans l'un ou l'autre cas, et sans aucun engagement de compensation.

La Municipalité de Tripoli.

TRANSPORTS

La reprise du trafic maritime dans le monde

MOINS DE NAVIRES MARCHANDS « AU CHOMAGE »

La Fédération des armateurs britanniques vient de préciser que les navires marchands « au chômage » dans le monde sont, depuis quatre ans, représentés un tonnage aussi faible qu'actuellement. Ce tonnage est de 10 millions de tonnes, contre 15 millions de tonnes de tonnes en 1974. Le raffermissement des taux d'affrètement a encouragé de nombreux armateurs à remettre en service leurs navires désaffectés. Les taux d'affrètement pétroliers ont atteint en juillet des niveaux inconnus depuis cinq ans et demi.

On estime dans les milieux spécialisés que cette amélioration devrait inciter les armateurs à passer de nouvelles commandes. On a ainsi appris la semaine dernière, que la British Petroleum avait invité plusieurs chantiers à lui soumettre des offres en vue d'un commandement pour la construction de dix navires pétroliers. Ce serait la première commande que passerait la compagnie depuis 1972. Deux autres facteurs devraient, estime-t-on, dans les mêmes milieux, pousser à la reprise des commandes. Il s'agit d'abord des nouvelles normes imposées par l'Organisation des Nations unies pour les transports maritimes (IMCO) afin de réduire les risques de pollution. Le renchérissement du mazout devrait, d'autre part, amener les armateurs à remplacer leurs bâtiments par des navires plus rentables.

L'activité des chantiers maritimes mondiaux s'est renforcée au deuxième trimestre 1979 alors qu'elle stagnait depuis le début de la récession de 1974, consécutivement à la hausse des prix du pétrole, confirme le dernier rapport trimestriel du « Lloyd's register of shipping ». Tombé de 123,4 millions de tonnes en mars 1974 à un peu plus de 25 millions seulement en mars dernier (le plus bas niveau depuis quarante ans), le total des commandes a atteint 25 358 543 tonnes en juin dernier (+ 272 925 tonnes en trois mois).

Les experts britanniques soulignent toutefois que ces commandes ne représentent en moyenne que vingt et un mois de travail, et que près de 43 % de la fin de cette année. En outre, l'amélioration du dernier trimestre s'est limitée aux chantiers de six pays : Japon, Pologne, Espagne, Finlande, Belgique et Danemark. Ailleurs, les chantiers ont continué de baisser, notamment en Suède, au Brésil et en Grande-Bretagne.

Le renchérissement des commandes concerne les pétroliers. En revanche, le tonnage des « cargos généraux » a diminué tandis que celui des porte-conteneurs ne s'est pas modifié.

● **Etats-Unis : relèvement des tarifs aériens.** — Le Bureau de l'aéronautique civile américain (CAB) vient d'autoriser les compagnies aériennes américaines à relever immédiatement leurs tarifs de 9,5 %.

GRÈVE DES DOCKERS

Les ports de Rotterdam et d'Amsterdam au ralenti

De notre correspondant

Amsterdam. — Les grèves dans le port de Rotterdam, qui ont commencé il y a presque deux semaines, ont entraîné la fermeture des remorqueurs maritimes se sont étendues à nouveau le mercredi 5 septembre. Le comité d'action collective des grévistes du port de Rotterdam refuse de se ranger derrière le Syndicat des transports (F.N.V.), qui a signé un accord de principe avec les entrepreneurs sur la convention collective de travail de l'année courante.

Lors d'une manifestation à Rotterdam, à laquelle participèrent plus de mille grévistes, l'accord fut défini comme une « trahison pure ». Les grévistes ont affirmé qu'ils feraient tout pour que les entrepreneurs donnent satisfaction à leurs demandes : une augmentation de salaire de 30 florins nets par semaine, une mise à la retraite volontaire à l'âge de soixante ans et la semaine de travail de trente-cinq heures.

A Amsterdam, plus de mille employés du port se sont à nouveau montrés solidaires comme la semaine dernière, ont commencé une grève de vingt-quatre heures mercredi matin. Pourtant, le syndicat F.N.V. a obtenu des résultats assez impressionnants.

La convention collective proposée prévoit une augmentation de salaire de 28,50 florins bruts par semaine pour les employés du port. Elle prévoit, en outre, un jour de vacances supplémentaire et, pour ceux qui le désirent, une mise à la retraite à l'âge de soixante-deux ans, aux frais des entrepreneurs.

Ces résultats devraient être ajoutés à ceux que les négociateurs des syndicats de transport avaient déjà obtenus au début de l'année, mais que les employés des ports ont rejetés lors d'un référendum organisé à ce sujet. Tout compte fait, les employés valent leur salaire brut augmenté d'environ 40 florins par semaine, ce qui n'est pas négligeable, et cela devrait satisfaire les grévistes. Rien n'est moins vrai pour l'instant. Les syndicats de transport vont de nouveau organiser un référendum dans l'espoir de gagner la majorité des voix.

Le côté positif des négociations a été, dit-on, un revers. D'autres secteurs peuvent donc n'avoir pas rétrogradé aux employés des ports et aux résultats qu'ils ont obtenus.

MARC BLAISSE.

P.T.T.

● **Un nouveau câble transatlantique.** — Les compagnies de télécommunications de dix-huit pays européens ont signé, le mercredi 5 septembre, à New-York, l'accord de construction d'un nouveau câble transatlantique avec six compagnies américaines et une canadienne. Ce câble, long de 8 000 kilomètres, reliera l'Europe (Royaume-Uni) à l'Amérique (Etats-Unis). Mis en service à la fin du premier semestre 1981, il permettra de transmettre quatre mille deux cents communications simultanément.

Pêche.

● **Baleines : Greenpeace abandonne.** — Le Combatant-de-l'Arctique-Ciel, bateau des écologistes de Greenpeace, a quitté le port de Reykjavik en Islande, trois de ses canots pneumatiques ayant été saisis par les autorités islandaises. Il ne peut donc plus s'opposer efficacement aux chasseurs de baleines. « Nous continuerons à employer tous les moyens légaux disponibles pour que le gouvernement islandais ferme l'usine baleinière », a cependant déclaré un porte-parole de Greenpeace.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	EN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	100 + 100	100 + 100	100 + 100	100 + 100
£ S. U. ...	4,2354	4,2375	— 55 - 20	— 100 - 35
£ S. U. ...	1,3235	1,3248	— 55 - 20	— 100 - 35
Yen (100) ...	1,9180	1,9210	+ 10 + 50	+ 105 + 135
DM ...	2,3328	2,3350	+ 55 + 80	+ 125 + 165
Florin ...	2,1238	2,1250	+ 15 + 40	+ 35 + 80
F. S. (100) ...	14,5350	14,5485	+ 150 + 10	+ 335 + 425
F. S. (100) ...	2,5710	2,5740	+ 180 + 210	+ 335 + 425
L. (1 000) ...	5,2048	5,2080	+ 25 + 30	+ 275 + 300
S. ...	9,5135	9,5225	+ 25 + 30	+ 275 + 300

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8
DM ...	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8
£ S. U. ...	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8
Florin ...	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8
F. S. (100) ...	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8
L. (1 000) ...	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8
S. ...	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8
F. S. (100) ...	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8	11/8

Notes données et des taux des devises pratiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

L'info
la



AFFAIRES

ÉNERGIE

Spécialisée dans l'équipement téléphonique

L'A.O.I.P. serait partiellement reprise par C.G.E. et Thomson

Le sort de l'A.O.I.P. (Association des ouvriers en instruments de précision), première coopérative ouvrière de production du monde, est pratiquement scellé. Dans quelques jours, au plus quelques semaines, on devrait annoncer la reprise de son activité « téléphonique publique » par les groupes C.I.T.-Alcatel (C.G.E.) et Thomson (le Monde) du 15 juin.

Le personnel parisien de l'A.O.I.P. occupe les locaux de l'entreprise ce jeudi 6 septembre. Avec un effectif de quatre mille six cents personnes et un chiffre d'affaires de 710 millions de francs, l'A.O.I.P. avait connu une forte croissance ces dernières années, en liaison avec l'accélération du programme d'équipement téléphonique. Sa part dans les commandes publiques de centraux téléphoniques (35 %), face au groupe C.I.T.-Alcatel (35 %), Thomson (40 %) et à la filiale d'I.T.T., la Compagnie générale de constructions téléphoniques (15 %). Fabricant de longue date de centraux électroniques, elle s'était intéressée très tôt aux centraux électroniques. Elle est, avec C.I.T.-Alcatel, un des deux fournisseurs agréés par les P.T.T. de centraux E 10.

L'A.O.I.P., comme les autres constructeurs, a dû faire face à la diminution plus rapide que prévu des commandes de centraux électroniques, au profit des temporels. Or, on sait qu'un central électronique demande quatre fois moins de personnel pour le fabriquer. De plus, l'A.O.I.P. n'est qu'un assemblage. Elle monte des E 10, mais n'en produit directement qu'une partie (l'unité de raccordement d'abonnés), le reste étant fourni par C.I.T.-Alcatel et la S.A.T. Du coup, l'A.O.I.P. ne recueille que la moitié de la valeur ajoutée d'un central.

Un dilemme

Confrontée à tous ces problèmes, ne disposant, de surcroît, ni de moyens financiers importants, ni d'un marché intérieur suffisamment large, ni d'un réseau à l'exportation, la coopérative bat quelque peu de l'aile, et la direction a dû procéder à d'importantes réductions d'horaires. Elle-ci se trouvait confrontée à un dilemme : procéder à une réduction brutale et très importante des effectifs (mille deux cents personnes environ) ou chercher un accord avec un partenaire extérieur. Les pouvoirs publics, après avoir donné, avant l'été, un ballon d'oxygène à l'A.O.I.P. sous la forme de commandes, ont poussé à cette dernière solution.

Après avoir envisagé chacun à son tour de reprendre l'A.O.I.P., les deux géants, C.I.T.-Alcatel et Thomson, se sont mis d'accord — une fois n'est pas coutume — pour formuler une proposition commune. Ils se partagent l'activité « téléphonie publique » de la coopérative, le groupe de M. Ambroise Roux récupérant, semble-t-il, une part un peu plus importante (les deux tiers). L'A.O.I.P. se verrait ainsi amputée d'un chiffre d'affaires de 500 millions de francs et se séparerait de trois usines : celle de Morlaix (Finistère), qui emploie huit cents personnes, celle de Guingamp (Côtes-du-Nord), qui comprend mille trois cents salariés, et celle de Toulouse. Le sort de l'unité de production de Baziers (centraux électromécaniques, téléphonie privée) ne serait pas encore réglé. Mais l'A.O.I.P. paraît peu disposée à abandonner toutes ses ambitions dans la téléphonie privée. L'A.O.I.P. subsisterait, mais se replierait sur ses activités « mesures et automatismes » en conservant celles liées à l'installation d'appareils et de centraux téléphoniques.

C.I.T.-Alcatel et Thomson viennent d'adresser une lettre aux P.T.T. leur faisant part de ces propositions et demandant, en contrepartie de l'en-

La société Jaeger équipe en montres de bord du type modulaire les postes de pilotage des nouveaux modèles d'avions (787 et 787) que la firme américaine Boeing lancera dans le courant des années 80. Un contrat vient d'être signé entre les deux groupes. D'un montant initial de 10 millions de francs, ce marché pourra atteindre des sommes très supérieures, qui seront fonction du carnet de commandes de la firme de Seattle. M. Picard, président de Jaeger, a d'ailleurs part annoncé qu'un autre modèle de montres de bord, fabriqué par la société, avait été retenu par la S.N.C.G. pour équiper les cabines de pilotage du T.G.V.

Rappelons que Matra et le groupe allemand V.D.O. se partagent depuis peu la majorité du capital de Jaeger.

gagement de ne pas procéder à des licenciements collectifs dans les usines reprises, un certain nombre de garanties (maintien, voire léger accroissement des commandes publiques aux usines de l'A.O.I.P., financement public pour la conversion des personnels, etc.).

Si, sur le plan industriel, la solution envisagée va renforcer C.I.T.-Alcatel et Thomson, permettant ainsi à ces deux groupes, du moins l'espère-t-on aux P.T.T., d'être un peu mieux armés pour la bataille sur le marché mondial, il reste que le dépeçage de l'A.O.I.P. pourrait poser de douloureux problèmes. La coopérative, née en 1959, a toujours été à la pointe du progrès social et ses employés ont souvent également des sociétés. Leur situation risque donc de se dégrader, la C.G.E. et surtout Thomson n'ayant pas, et de loin, la même politique salariale et sociale.

Reste à savoir si les syndicats, qui ont appelé à l'occupation des locaux de l'A.O.I.P. à Paris ce jeudi 6 septembre, se livreront à un simple baroud d'honneur de protestation ou s'ils s'orienteront vers une action longue et dure...

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

LES SOCIÉTÉS ÉCLAIR ET PRESTIL VONT FUSIONNER

Les sociétés Éclair Industries et Prestil S.A., filiales du groupe anglo-allemand Lightning-Opti, second producteur mondial de fermetures à glissière, vont fusionner le 1^{er} octobre, au sein d'une nouvelle société qui sera nommée Éclair-Prestil S.A.

Les deux sociétés emploient au total 2 450 salariés, dans trois usines : à Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Bernay (Haute-Normandie) et Cholesey-le-Roi (Val-de-Marne). Elles ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxe de 320 millions de francs au cours de l'exercice 78-79.

Éclair et Prestil étaient déjà dirigées par une équipe commune, mais avaient conservé, jusqu'à présent, leur autonomie sur le plan commercial et industriel. L'évolution récente du marché de la fermeture éclair, soumise à une très forte concurrence des producteurs japonais et du Sud-Est asiatique, notamment, a conduit le groupe Lightning-Opti à réorganiser complètement ses activités et ses structures en Europe.

La fusion des deux filiales françaises du groupe — fortement déficitaires en 1978 — a pour but de rationaliser la production et la distribution en regroupant progressivement les réseaux. La société Prestil, touchée par la baisse d'activité du secteur, avait licencié deux cents salariés de son usine de Cholesey-le-Roi, en août 1978.

L'Iran pourrait dénoncer les contrats d'achat d'uranium enrichi passés avec la France

« Les contrats d'achat d'uranium conclus par le régime monarchique avec plusieurs sociétés françaises seront prochainement abrogés », a déclaré, mercredi 6 septembre, M. Yadolah Sahab, directeur de l'organisation atomique iranienne, au journal Etefak At.

Le propos n'est pas fait pour surprendre. Les nouveaux dirigeants de l'Iran ont depuis longtemps fait savoir qu'ils n'entendaient pas reprendre à leur compte les ambitieux projets du chah dans le domaine nucléaire, au grand dam des constructeurs de réacteurs qui, tels Framatome pour la France ou K.W.U. pour l'Allemagne, poursuivent actuellement des négociations. La décision iranienne, si elle se trouvait confirmée, n'aurait pas de conséquence immédiate. Les contrats signés prévoient en effet que les livraisons d'uranium enrichi à l'Iran ne devraient commencer qu'en 1981.

Une autre question se pose : quelle attitude adoptera l'Iran vis-à-vis de la société Eurodif, spécialisée dans l'enrichissement de l'uranium ? L'Iran, qui avait accordé à la France un prêt de 1 milliard de dollars pour la construction de l'usine du Tricastin, détiendrait en effet indirectement une participation d'environ 10 % dans le capital d'Eurodif, aux côtés de l'Italie (25 %), de la Belgique (11,11 %), de

TROIS ANS ET 400 MILLIONS DE DOLLARS POUR REMETTRE EN ÉTAT LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE THREE-MILE-ISLAND

Harrisburg (Pennsylvanie) (A.F.P.). — Il faudra au moins trois ans pour remettre en marche la centrale nucléaire de Three-Mile-Island, a déclaré mercredi 6 septembre M. Kuhns, président de General Public Utilities, le consortium de compagnies électriques propriétaire de la centrale.

L'ensemble des opérations de nettoyage et de décontamination du réacteur et des bâtiments de la première tranche de la centrale, théâtre le 28 mars du plus grave accident jamais survenu dans le monde occidental à une centrale nucléaire, reviendra à environ 400 millions de dollars, a estimé M. Kuhns. M. Kuhns, qui comparait devant une commission spécialisée de l'Etat de Pennsylvanie, a ajouté que trois mille camions spécialisés seraient nécessaires pour acheminer vers les dépôts prévus les déchets de produits contaminés résultant de l'accident.

En France, d'importants indices de pétrole ont été découverts lors du forage, toujours en cours, de Bursac (Pyrénées-Atlantiques), sur le permis de Béarn. Avant la fin de l'année, des essais et un second forage permettront de définir l'importance et les possibilités d'exploitation du gisement. D'importants indices de gaz ont été découverts autour du forage de Saucède.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

L'informatique répartie HP: la fin d'un compromis.

Dès maintenant, Hewlett-Packard vous permet d'installer les ordinateurs qu'il vous faut, là où ils sont nécessaires. Et sans pour cela, compromettre la mise en place ultérieure de réseaux.

Tel est l'avantage de l'informatique Hewlett-Packard. Que vous ayez besoin d'une machine autonome ou d'un réseau mondial, vous pouvez choisir dans un large éventail de fonctions de rapports performantes/prix et de formules personnalisées. Ce qui vous permettra de garantir l'avenir de votre investissement, tout en résolvant vos problèmes de traitement immédiats. Car, si votre plan de croissance l'exige, vous pourrez interconnecter vos ordinateurs HP, dans le cadre d'un réseau interne ou international.

Un traitement sur mesure

Comptabilité générale, gestion de fabrication, automatisation en usine ou en laboratoire, — pour toutes

ces tâches, les ordinateurs HP sont d'une utilisation extrêmement souple et facile. Et pour s'en servir, votre personnel n'aura pas à se transformer en informaticiens. Certains modèles, par exemple, disposent de touches spéciales qui guident l'utilisateur dans son travail. Des logiciels d'application spécialisés HP permettent également au responsable de la gestion matières de gérer directement le stock et la planification des commandes, — voire de mettre en place un système de collecte de données industrielles — tout cela sans la moindre expérience informatique. En outre, la famille des ordinateurs scientifiques HP assure l'exécution de calculs complexes, de mesures et de tests.

Avez-vous besoin, sur l'heure, des données de production de la veille ? IMAGE, le très réputé système de gestion de base de données Hewlett-Packard, dispose d'un langage d'interrogation interactif qui permet d'accéder aux états de gestion et fa-

bricaisons indispensables, en appuyant simplement sur quelques touches. Il existe un logiciel IMAGE pour chacun des ordinateurs HP. Quel que soit le système choisi, vous pourrez donc obtenir les informations dont vous avez besoin, au moment voulu.

Votre équipe de développement appréciera également les caractéristiques d'un logiciel qui facilite sa tâche. Sur les systèmes HP, les programmes peuvent être développés interactivement et par suite, ce qui permet de déclencher leur exécution en un minimum de temps, qu'il s'agisse de programmes nouveaux ou modifiés.

Un traitement pour aujourd'hui et pour demain

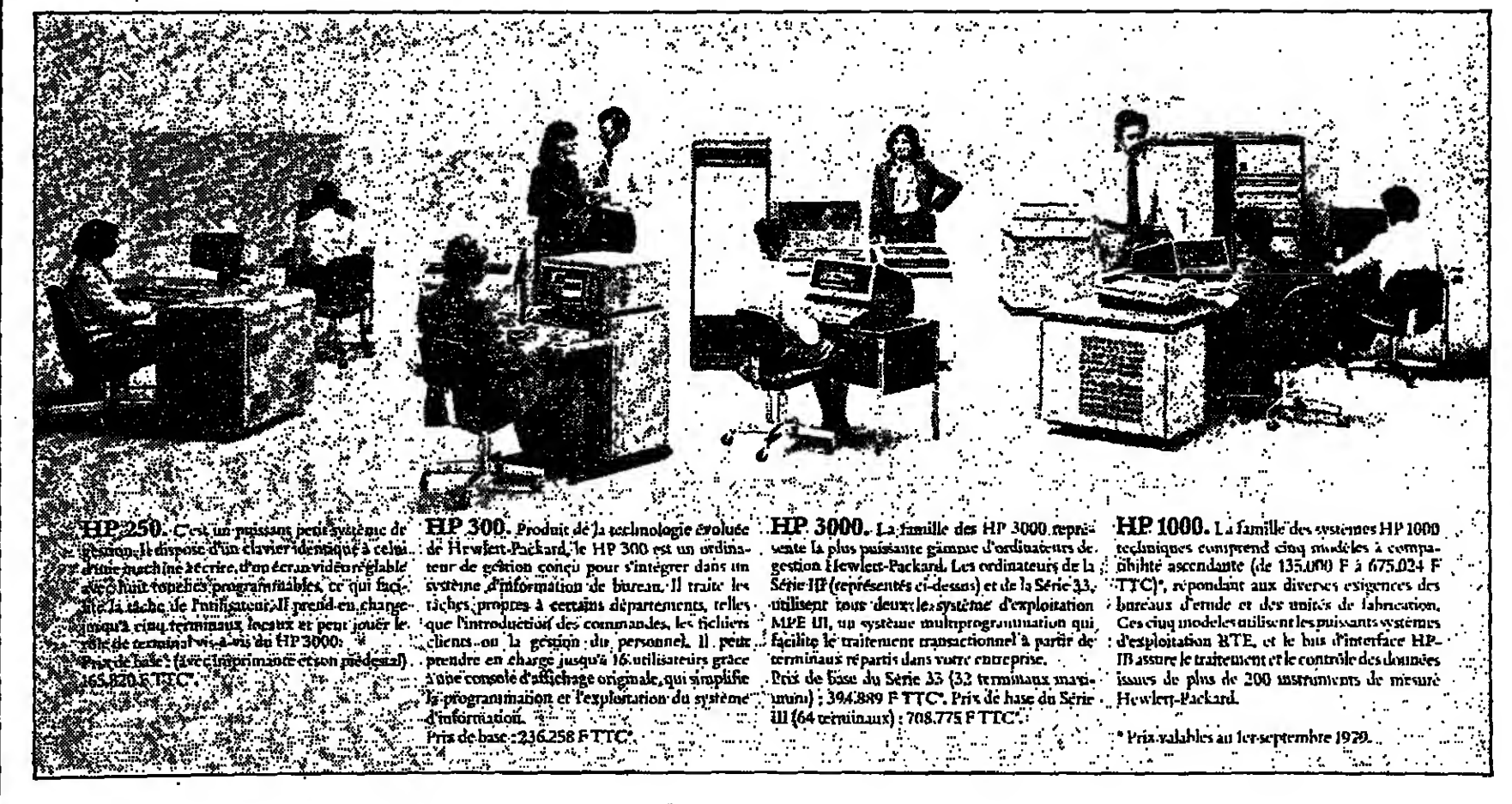
Votre entreprise, lorsqu'elle le jugera utile, pourra faire appel à l'architecture de réseau de système réparti conçu par HP et appelée DSN. Celle-ci offre un grand choix de liaisons pour la communication entre

ordinateurs HP et avec un ordinateur central.

En raison de sa souplesse, le réseau DSN facilite les modifications de structure et l'établissement de nouvelles liaisons au fur et à mesure de l'évolution de vos besoins.

Informez-vous sur les possibilités de l'informatique répartie HP et sur nos programmes de séminaires en écrivant à : HP France, BP 6, 91401 Orsay cedex, Tél. : 907.78.25, Evry Tél. : 077.96.60, Bruxelles Tél. : (02) 660.50.50, Genève Le Lignon Tél. : (022) 96.03.22.

HEWLETT  PACKARD



HP 250. C'est un puissant petit système de gestion qui dispose d'un clavier intégré à celui d'une machine à écrire, d'un écran vidéo réglable et d'un terminal graphique. Il traite les tâches de l'ingénieur, il prend en charge jusqu'à cinq terminaux locaux et peut jouer le rôle de terminal pour le HP 3000.

HP 300. Produit de la technologie évoluée de Hewlett-Packard, le HP 300 est un ordinateur de gestion conçu pour intégrer dans un système d'information de bureau. Il traite les tâches propres à certains départements, telles que l'introduction des commandes, les factures clients, la gestion du personnel, il peut prendre en charge jusqu'à 16 utilisateurs grâce à une console d'affichage originale, qui simplifie la programmation et l'exploitation du système d'information. Prix de base : 236.258 F TTC.

HP 3000. La famille des HP 3000 représente la plus puissante gamme d'ordinateurs de gestion Hewlett-Packard. Les ordinateurs de la Série HP (représentés ci-dessus) et de la Série 33, utilisent tous deux le système d'exploitation MPE III, un système multiprogrammation qui facilite le traitement transactionnel à partir de terminaux répartis dans votre entreprise. Prix de base du Série 33 (33 terminaux max.) : 394.889 F TTC. Prix de base du Série III (64 terminaux) : 708.775 F TTC.

HP 1000. La famille des systèmes HP 1000 techniques comprend cinq modèles à compatibilité ascendante (de 135.000 F à 675.024 F TTC), répondant aux diverses exigences des bureaux d'étude et des unités de fabrication. Ces cinq modèles utilisent les puissants systèmes d'exploitation RTE, et le bus d'interface HP-IB assure le traitement et le contrôle des données issues de plus de 200 instruments de mesure Hewlett-Packard.

Prix valables au 1^{er} septembre 1979.

ses cylindrées...

RESEANCE TELEVISION: 221 francs pour le mois, 331 francs pour le trimestre.

ET LE TABAC : 2 826 millions.

RTS

Les ports de Rotterdam et d'Amsterdam au rabais

LE MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX DES EURO-MONNAIES

SOCIAL

LA « SEMAINE D'ACTION » DE LA C.G.T.

Moins de quinze mille personnes au rassemblement parisien

Combien étaient-ils, mercredi 5 septembre à Paris, place de la République ? Quarante mille selon les organisateurs, dix mille selon la préfecture de police, moins de quinze mille, en tout cas, selon nos estimations. Annoncé comme le temps fort de la « semaine d'information, de renforcement syndical et d'action » de la C.G.T., le rassemblement organisé vers 16 heures à l'intention des salariés de la région parisienne a conservé des proportions moyennes, malgré l'appoint d'un fort contingent de travailleurs du Livre et de journalistes C.G.T. qui avaient manifesté deux heures plus tôt place de Valois, devant le siège de la Néogrevure.

Slogans classiques — « Union, action, avec la C.G.T. », — absence de drapeaux rouges, tiédeur des participants, plus préoccupés, semble-t-il, de parler football et vacances que d'écouter le discours de M. Georges Séguin, tout consacré à faire de cette démonstration non pas le coup d'envoi de la rentrée sociale, mais une fête rituelle, une « manif » de plus.

Pour le reste, on remarquait les délégations habituelles de la capitale

« Faute d'avoir obtenu, comme leurs alliés de certains pays d'Europe voisins, la collaboration des syndicats à leur politique de régression sociale, a notamment déclaré M. Georges Séguin, le gouvernement et le patronat français se sont lancés dans une violente offensive contre le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, contre les droits sociaux acquis de longue date, contre notre régime de protection sociale, le tout s'accompagnant d'une recrudescence des cas de violation des libertés syndicales et d'une manipulation outrancière des principaux moyens d'information. »

Après avoir dénoncé le « pillage des multinationales » et le départ de l'ex-France, le numéro un de la C.G.T. a ajouté : « Et voilà que cette politique d'abandon est sur le point d'être renforcée par le partage de la force de frappe française avec l'armée allemande, cela au nom d'une défense européenne qui consacrerait la liquidation de l'indépendance de notre défense nationale et ouvrirait la porte à de graves menaces sur la paix. »

« (...) En rendant public le 16 août notre appel pour une semaine d'actions, nous avons créé les conditions d'une riposte qui n'en est qu'à son commencement. (...) »

« Nos camarades C.F.D.T. nous ont vivement reproché de faire cavalier seul ; il ne tenait qu'à eux de chausser avec nous ; et nous leur ferons fraternellement remarquer que nous en sommes encore à attendre le moindre mot, le moindre signe de leur part ».

« La priorité n'est pas à la dissension »

Pour la période à venir, le dirigeant cégétiste rappelle sa proposition d'une concertation à cinq avec les centrales représentatives. « Nos camarades C.F.D.T. ont préféré une rencontre préalable à deux : elle aura donc lieu. »

Mais il doit être clairement entendu que cette réunion bilatérale ne saurait se solder par des décisions unilatérales pour les autres organisations syndicales. »

Acceptant de discuter des « divergences qui subsistent » avec la C.F.D.T., M. Séguin ajoute : « Au moment où nous sommes agressés par le gouvernement et le patronat d'une manière aussi violente, la priorité n'est pas à la dissension sur les divergences (...) »

« La réunion C.G.T.-C.F.D.T. devrait être rapidement suivie d'une concertation à cinq C.G.T., C.F.D.T., F.E.N.-F.O. et C.G.C. et si, comme ils l'ont laissé entendre, les dirigeants de la C.F.T.C. souhaitent y prendre part, nous n'y voyons, en ce qui nous concerne, aucun inconvénient. (...) »

« (...) En toute hypothèse, la C.G.T. ne laissera pas le terrain libre à l'offensive gouvernementale et patronale : à six, à quatre, à trois, et même seuls encore s'il le faut, nous relèverons le défi. »

Avis financiers des sociétés

CE QUE NOUS AVONS FAIT EN 1978 POUR 10.540 ENTREPRISES,

NOUS POUVONS LE FAIRE EN 1979 POUR LA VOTRE.

En 1978, comme les années précédentes, l'action du Crédit Hôtelier Commercial et Industriel s'est orientée selon deux grands axes :

- le soutien aux entreprises petites et moyennes ;
- l'aide au développement régional.

Les chiffres sont éloquentes. Sur 10.540 entreprises ayant reçu un prêt du Crédit Hôtelier Commercial et Industriel, 80%

emploient moins de 50 salariés. Plus de 70% des investissements ont été réalisés dans des agglomérations de moins de 50.000 habitants, et 9 prêts sur 10 ont été étudiés et décidés dans les régions. 3.784 millions ont ainsi été accordés à des entreprises de tous les secteurs : industrie, commerce, tourisme. 21.300 emplois ont été créés grâce à cette action.

Avec 16 milliards de prêts directs en cours, le Crédit Hôtelier Commercial et Industriel joue un rôle essentiel dans la vie économique des régions. Et il s'affirme comme le grand spécialiste des Petites et Moyennes Entreprises. Elles sont 10.540 à avoir bénéficié en 1978. Elles seront plus nombreuses encore en 1979.

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

plus proche pour mieux vous aider.

78, rue Olivier-de-Serres - 75739 Paris Cedex 15 - Tél. 828.40.00

et de la banlieue, où dominaient les métaux, les P.T.T., les communaux, l'E.G.F. et la chimie.

Mais où étaient les milliers de chômeurs de Paris, les salariés de toutes les entreprises menacées de fermeture, les immigrés expulsés de leurs foyers ? Le cortège qui, vers 17 h. 30, s'est rendu jusqu'à la porte Saint-Denis n'était pas celui de la riposte au « hold-up de l'été » du gouvernement et du patronat, c'était celui de militants un peu surpris par cette « semaine d'action » décidée en pleine période de congés payés. Mais les apparences restent trompeuses.

Les dirigeants de la C.G.T., qui insistent sur le succès de leur initiative et font état de centaines de prises de parole devant les entreprises à Paris et en province, doivent se rendre le mardi 11 septembre pour fixer les nouvelles propositions d'action qui seront présentées à la C.F.D.T. C'est seulement après cette rencontre — la semaine prochaine — que la C.G.T., avec ou sans la C.F.D.T., soumettra ses projets aux autres centrales.

M. Séguin a traité des prochaines élections nationales aux prud'hommes, prévues pour le 12 décembre : « Nous protestons contre les entraves que multiplie, contre le sabotage auquel se livre le patronat pour tenter de compromettre le déroulement normal et démocratique des élections aux conseils des prud'hommes. »

« Tout se passe comme si le

C.N.P.F., le gouvernement et d'autres étaient fixés sur l'objectif d'empêcher qu'il y ait une consultation nationale qui donnera la mesure de la représentativité de chaque organisation syndicale, y compris pour les cadres. »

ENVIRONNEMENT

Le congrès des urbanistes à Strasbourg

Les villes mangent trop d'énergie

De notre correspondant

Strasbourg. — En choisissant le rapport « Urbanisme et énergie » comme thème de son quinzième congrès, qui vient de se tenir au Palais de l'Europe, à Strasbourg, l'Association internationale des urbanistes (A.I.U.) a soulevé plus de questions qu'elle n'a apporté de réponses. Une seule certitude : on ne pourra pas continuer à bâtir des villes tentaculaires, la formule semble condamnée par le renchérissement et la raréfaction du pétrole. Ce dernier, a-t-on constaté, est réservé des structures actuelles des cités et de l'habitat.

Pendant plus d'un quart de siècle, cette énergie peu chère, disponible, facile à stocker a été l'élément déterminant de la conception de l'aménagement urbain que la construction elle-même, les notions d'organisation des transports tout comme celles de l'isolation thermique s'effaçant derrière le caractère bon marché de cette source d'énergie.

Les structures urbaines, avec leurs banlieues éloignées, leurs lotissements pavillonnaires sont condamnées par le renchérissement de 50 % de la consommation d'énergie, autant pour les transports que le chauffage. Dans une situation radicalement différente, réhabilitation de l'existant, on ne peut remédier avec la rapidité voulue à ces difficultés. A cause de la pesanteur de ces structures appelées à durer des dizaines d'années, d'autres aménagements et développements urbains en cours de réalisation ayant été conçus avant la crise de l'énergie.

Désormais, il faudra beaucoup plus qu'un simple « audit » du facteur consommation d'énergie dans l'établissement des plans d'occupation des sols comme dans celui des politiques foncières. « Il n'est plus possible aujourd'hui de définir un règlement d'urbanisme sans avoir à l'esprit la préoccupation énergétique et celle de son impact sur le cadre de vie des habitants », a constaté le président de l'A.I.U., M. Lanfranco Virgili. Il n'y a pas de solution miracle, sinon celle de changer les mentalités tout au long des politiques de construction. Entreprise longue et difficile sinon illusoire.

JEAN-CLAUDE HAHN.

● Lannemezan : les agriculteurs accusent Pechiney. Une dizaine d'agriculteurs de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) ont publié un communiqué mardi 4 septembre dans lequel ils accusent l'usine d'aluminium Pechiney de Lannemezan de ne pas respecter l'arrêté préfectoral obligeant à réduire de 1.000 à 400 tonnes des rejets de fluor par jour. Les agriculteurs estiment que leurs récoltes de maïs sont compromises par les rejets excessifs de l'entreprise. Ce fait rétorque que ses propres contrôles et ceux de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) prouvent qu'elle respecte les normes imposées.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE VOLVO

Nette progression des résultats au premier semestre 1979

Au cours du conseil du 29 août 1979, M. Gyllenhammar, président du groupe Volvo, première société suédoise, a souligné la progression sensible des ventes : 11 686 millions de couronnes suédoises (+ 28 %) et des bénéfices d'exploitation après amortissement de 1 168 millions de couronnes suédoises (+ 67 %) par rapport au premier semestre 1978. Les ventes de produits Volvo (plus de 100 pour cent) ont été réalisées à 77 % hors de Suède, avec 129 000 (+ 31 %) voitures, 123 camions, autocars, matériel de travaux publics, sont en hausse ; les matériels agricoles, forestiers, les moteurs marins et moteurs d'avions connaissent de nouveaux marchés.

1 OS — à peu près 1 F.

Les élections prud'homales auront-elles lieu ?

Pour la première fois depuis dix-sept ans, l'ensemble des salariés du secteur privé — plus de seize millions de personnes — doivent en principe participer, le 12 décembre, à l'élection des prud'hommes. Enfin un scrutin qui va donner un reflet exact sur la représentativité des syndicats... mais aussi des organisations patronales. La C.G.T. en tête ? La C.F.D.T. seconde ? ou F.O. qui revendique cette place ? La C.F.T.C. méritera-t-elle encore le qualificatif de représentative ? Ne va-t-on pas voir fleurir les syndicats autonomes ou les groupements gauchistes ? Côté patronal, les F.M.R., le C.I.D.-UNATI et les comités d'entreprise ont-ils le droit de participer aux élections ? Autant de questions... qui ne trouveront peut-être pas de réponse.

Un vent de panique souffle en effet depuis le début de l'été dans les entreprises et les plus hautes instances politiques. On s'inquiète des retombées de la campagne électorale et des conséquences de ce scrutin au point de vue de la répartition des sièges, l'annulation implicite des élections ou, encore, son étalonnage, les votes étant fractionnés par régions.

Au dire de certains, et surtout de la C.F.D.T., qui attache une grande importance à la réforme des prud'hommes et à ce vote, « personne n'ose réclamer officiellement l'abandon », mais presque tous s'efforcent de mettre de la poudre aux yeux. Et d'accuser en faisant état d'une « entente C.N.P.F., F.O., C.F.T.C. ». Certains observateurs font remarquer que F.O. et le patronat préfèrent toujours la désignation à l'élection et que, avec l'appui de responsables R.P.R. de municipalités récalcitrantes, ils veulent donner une leçon à M. Boulin, auteur de la réforme et défenseur de la C.G.T., qui risque de perdre une nombre importante de sièges, tout en dénonçant le « sabotage » toléré sans trop crier le retour à la désignation ?

A ces oppositions feutrées — que les accusés démentent mais que diverses sources confirment — s'ajoutent il est vrai des arguments techniques et juridiques. Le jour du scrutin, les listes électorales — du 20 juillet au 20 septembre — le manque d'effectifs et l'importance des plaques ne permettent pas aux maires de vérifier ces listes : des décrets sur les modalités de scrutin ou le nombre des conseils et des prud'hommes ne sont pas encore publiés. D'autres textes d'application sur le fonctionnement de ces instances traitent à la chancellerie, et celle-ci, faute de moyens financiers, se demande si les nouveaux « juges » — terme peu prisé par les magistrats — pourront remplir leur tâche avant plusieurs mois, si l'élection a lieu. Dans les milieux patronaux, on se déclare surchargé par les procédures et on évoque avec effroi de possibles incidents ou la perte de production le jour du vote, mais les salariés quittent en même temps l'entreprise pour se rendre aux urnes.

Relèver le défi

Fait plus grave : des objections de fond ont été avancées au sein même du Conseil d'Etat ont été déposées.

A-t-on le droit d'indiquer l'adresse personnelle des salariés sur les listes électorales sans porter atteinte aux libertés individuelles ? Un candidat — tel syndicaliste ou tel dirigeant d'un groupe politique — pourra-t-il se présenter dans différentes circonscriptions ? Une femme peut-elle être élue prud'homme dans la section appelée à juger les cadres... s'il n'emploie pas de cadres ? Questions fondamentales mais réglées par des décrets et des circulaires dont la lecture peut donner lieu à diverses interprétations.

Officiellement, au ministère du

travail et à Matignon — après de longues hésitations et tractations, on indique que ces problèmes sont en voie de solution ou n'ont pas l'importance que de méchantes langues veulent leur donner. Et on rappelle que cent vingt heures de discussion avec les syndicats et le C.N.P.F. ont été consacrées à la préparation des textes. Et puis la machine est lancée. Le 6 août, 60 % à 90 % des salariés, selon les régions, étaient déjà inscrits, ce que dément la C.G.T., qui fait état d'un taux inférieur à 60 % au niveau national. « On » il y aura bien des élections le 12 décembre. Le décret sur les modalités de scrutin vient d'être signé par le premier ministre. Lors de démarches de la C.F.D.T. au plus haut niveau, une confirmation n'a-t-elle pas été donnée ?

Les craintes persistantes émisses par la C.F.D.T. et les accusations de la C.G.T. que celle-ci qualifie de « sabotage », laissent cependant planer un doute. Va-t-on vers un report ? « On en parle beaucoup », admet-on au C.N.P.F. Un embouteillage dans les ministères donnerait l'occasion de différer le vote. Simplement un report. Mais comme la loi prévoit le scrutin en 1979, la fixation d'une nouvelle date d'ordre législatif, donnant ainsi l'occasion aux parlementaires de modifier un texte qu'elle a adopté de mauvaise grâce.

Au ministère du travail, où l'on attache une énorme importance tant à la réforme elle-même des prud'hommes qu'au scrutin national, on admet que l'élection maintenue au 12 décembre est un « pari » et qu'il faut « relèver le défi ».

C'est donc bien que certains veulent décaler la loi et sont opposés au principe même de l'élection, seul vrai moyen pourtant de connaître l'impact réel des syndicats dans le respect de la démocratie. Le vrai moyen aussi, mieux faire connaître et les prud'hommes et les syndicats.

JEAN-PIERRE DUMONT.

« LE MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES AGÉES SERA LARGEMENT FAVORISÉ »

déclare au Puy M. Jacques Barrot

(De notre correspondant.)

Le Puy. — En présence de M. Jean Giscard d'Estaing, en visite en Haute-Loire, M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, a inauguré, samedi 3 septembre, la maison de cure médicale pour personnes âgées au centre hospitalier Emile-Bour au Puy.

M. Barrot a rappelé à cette occasion les trois objectifs de la politique du gouvernement en matière de vieillesse :

● Permettre aux personnes âgées de disposer d'un minimum de ressources. Un cinquième depuis 1974, le revenu minimum garanti des personnes âgées a plus que doublé, atteignant aujourd'hui 13 800 F par an. Le gouvernement vient de décider pour le mois de septembre un supplément exceptionnel de 200 F en faveur des bénéficiaires du Fonds national de solidarité. Au 1^{er} décembre prochain, le minimum vieillesse sera porté à 14 600 F, soit 40 F par jour. Parallèlement, le montant des pensions de retraite du régime général a doublé entre 1974 et 1979. Ces pensions ont été revalorisées de 11,2 % au 1^{er} janvier 1979.

● Le deuxième objectif était de favoriser, par tous les moyens, le maintien à domicile des personnes âgées. « Notre objectif », a déclaré M. Jacques Barrot, « est de mettre à la disposition des personnes âgées, près de chez elles, un ensemble de services étendus ou retarder le placement en établissement de soins. » Les services d'aide ménagère se sont considérablement développés depuis 1970 : 250 000 personnes en ont bénéficié en 1978 grâce à une aide financière de 750 millions de francs des collectivités publiques et des caisses de retraite, soit vingt fois plus qu'en 1970.

● Enfin, le gouvernement a entrepris d'adapter l'appareil de soins destinés aux personnes âgées afin de les conserver valides et autonomes le plus longtemps possible.

FRANÇOIS MORISON.

● Une journée d'étude sur les projets de loi relatifs aux entreprises en difficulté est organisée le 9 octobre dans les locaux de l'Assemblée nationale par l'Inter-groupe parlementaire d'étude des problèmes de la consommation, que préside M. Jean-Marie Daillet, député (U.D.F.-C.D.S. de la Manche). Cette journée d'étude, qui succédera à deux réunions préparatoires tenues le 15 juin et le 12 septembre, rassemblera des parlementaires, des représentants des ministères concernés par les projets de loi, ainsi que ceux des tribunaux de commerce, des auxiliaires de justice et des grandes centrales syndicales.

LES MARCHÉS

LONDRES

PARIS

NEW YORK

BOURSE DE PARIS

7 SEPTEMBRE 1979

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

INDICES

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
5 SEPTEMBRE

LONDRES

NEW-YORK

L'or à de nouveaux sommets

Cela devient une habitude. Chaque jour ou presque, depuis plusieurs semaines, le métal jaune établit de nouveaux records historiques. Mercredi, conformément à la tendance internationale, le lingot a pu être acheté à 325,25 dollars, s'inscrivant à 47 800 F, après un bond de 810 F. A Londres, dans la matinée, l'once d'or (31,10 grammes) avait atteint 325,25 dollars.

Quant au napoleon, dont M. Flornoy, syndic des agents de change, a reconnu que la progression était l'exception de la tendance baissière, il a été acheté jusqu'à 450,10 francs, contre 440,30 francs la veille.

Autre record publié ce 5 septembre : celui du volume des transactions visées d'effets de change sur ce marché. Avec 39,10 millions de francs d'échanges, le marché a vu le plus d'activité depuis le 1^{er} janvier 1977, date de l'institution d'une taxe de 4 % sur les ventes de métal jaune.

Sur le marché des actions, plus actif que la veille, l'indice a progressé d'environ 0,5 %, s'est brusquement réajusté, s'inscrivant finalement en repli de 0,2 %.

Ce retournement de tendance, a priori inespéré, tiendrait-il à des fautes commises dans l'instauration d'un impôt exceptionnel sur la production d'hydrocarbures. D'abord en projet de 4 % et de 2,5 %, le certificat d'autorisation française des pétroles ont finalement terminé en hausse de 2 % et 1 % seulement. Quant à Esso et Aquitaine, d'emblée baissés, leur chute s'est accélérée jusqu'à atteindre 6,5 % et 2,8 % environ.

Selon des professionnels, ce recul des pétroles, variables locomotives du marché, est dû à deux temps, se serait, peu à peu, étendu au reste de la cote. D'autres évoquent l'action des gendarmes qui auraient décidé de freiner un peu l'ardeur boursière en procédant à des ventes massives.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES. — Le bénéfice net réparti par actionnaire à l'issue du premier semestre de 1979 s'est élevé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978.

JOHANNESBURG CONSOLIDATED INVESTMENT LTD. — L'assemblée des actionnaires du 30 juin dernier s'est tenue à Johannesburg. Le dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978.

JOHANNESBURG CONSOLIDATED INVESTMENT LTD. — L'assemblée des actionnaires du 30 juin dernier s'est tenue à Johannesburg. Le dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978.

JOHANNESBURG CONSOLIDATED INVESTMENT LTD. — L'assemblée des actionnaires du 30 juin dernier s'est tenue à Johannesburg. Le dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978.

Nouveau recul

Le mouvement de baisse brutale amorcé mardi à Wall Street s'est poursuivi à un rythme plus modéré le lendemain.

Un moment en repli de 13 points, l'indice Dow Jones a pu terminer la séance à -4,8 points, s'inscrivant à 866,13. Le volume des transactions a été exceptionnellement élevé, passant de 33,4 millions de titres échangés à 41,77 millions.

Sur 1 904 valeurs cotées au Big Board, 1 424 ont décliné, 209 ont progressé et 271 sont restées inchangées.

Il ne faut pas s'attendre à une détente durable. Les indices d'inflation ne sont pas exceptionnels. Provoquant par M. Paul Volcker, chairman de la Réserve Fédérale (Fed), cette petite phrase a suffi à déstabiliser les bourses américaines, qui craignent déjà une prochaine hausse du « prime rate » (taux de base) bancaire.

JOHANNESBURG CONSOLIDATED INVESTMENT LTD. — L'assemblée des actionnaires du 30 juin dernier s'est tenue à Johannesburg. Le dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978.

JOHANNESBURG CONSOLIDATED INVESTMENT LTD. — L'assemblée des actionnaires du 30 juin dernier s'est tenue à Johannesburg. Le dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978.

JOHANNESBURG CONSOLIDATED INVESTMENT LTD. — L'assemblée des actionnaires du 30 juin dernier s'est tenue à Johannesburg. Le dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978. Le montant de l'acompte sur dividende a été fixé à 412 millions de francs contre 172 millions au 30 juin 1978.

VALEURS

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
Cours	Précéd.	Dernier	Cours	Précéd.	Dernier	Cours	Précéd.	Dernier	Cours	Précéd.	Dernier
Act. 1000 F	145	145	Act. 1000 F	145	145	Act. 1000 F	145	145	Act. 1000 F	145	145
Act. 500 F	72	72	Act. 500 F	72	72	Act. 500 F	72	72	Act. 500 F	72	72
Act. 250 F	36	36	Act. 250 F	36	36	Act. 250 F	36	36	Act. 250 F	36	36
Act. 125 F	18	18	Act. 125 F	18	18	Act. 125 F	18	18	Act. 125 F	18	18
Act. 62,5 F	9	9	Act. 62,5 F	9	9	Act. 62,5 F	9	9	Act. 62,5 F	9	9
Act. 31,25 F	4,5	4,5	Act. 31,25 F	4,5	4,5	Act. 31,25 F	4,5	4,5	Act. 31,25 F	4,5	4,5
Act. 15,625 F	2,25	2,25	Act. 15,625 F	2,25	2,25	Act. 15,625 F	2,25	2,25	Act. 15,625 F	2,25	2,25
Act. 7,8125 F	1,125	1,125	Act. 7,8125 F	1,125	1,125	Act. 7,8125 F	1,125	1,125	Act. 7,8125 F	1,125	1,125
Act. 3,90625 F	0,5625	0,5625	Act. 3,90625 F	0,5625	0,5625	Act. 3,90625 F	0,5625	0,5625	Act. 3,90625 F	0,5625	0,5625
Act. 1,953125 F	0,28125	0,28125	Act. 1,953125 F	0,28125	0,28125	Act. 1,953125 F	0,28125	0,28125	Act. 1,953125 F	0,28125	0,28125
Act. 0,9765625 F	0,140625	0,140625	Act. 0,9765625 F	0,140625	0,140625	Act. 0,9765625 F	0,140625	0,140625	Act. 0,9765625 F	0,140625	0,140625
Act. 0,48828125 F	0,0703125	0,0703125	Act. 0,48828125 F	0,0703125	0,0703125	Act. 0,48828125 F	0,0703125	0,0703125	Act. 0,48828125 F	0,0703125	0,0703125
Act. 0,244140625 F	0,03515625	0,03515625	Act. 0,244140625 F	0,03515625	0,03515625	Act. 0,244140625 F	0,03515625	0,03515625	Act. 0,244140625 F	0,03515625	0,03515625
Act. 0,1220703125 F	0,017578125	0,017578125	Act. 0,1220703125 F	0,017578125	0,017578125	Act. 0,1220703125 F	0,017578125	0,017578125	Act. 0,1220703125 F	0,017578125	0,017578125
Act. 0,06103515625 F	0,0087890625	0,0087890625	Act. 0,06103515625 F	0,0087890625	0,0087890625	Act. 0,06103515625 F	0,0087890625	0,0087890625	Act. 0,06103515625 F	0,0087890625	0,0087890625
Act. 0,030517578125 F	0,00439453125	0,00439453125	Act. 0,030517578125 F	0,00439453125	0,00439453125	Act. 0,030517578125 F	0,00439453125	0,00439453125	Act. 0,030517578125 F	0,00439453125	0,00439453125
Act. 0,0152587890625 F	0,002197265625	0,002197265625	Act. 0,0152587890625 F	0,002197265625	0,002197265625	Act. 0,0152587890625 F	0,002197265625	0,002197265625	Act. 0,0152587890625 F	0,002197265625	0,002197265625
Act. 0,00762939453125 F	0,0010986328125	0,0010986328125	Act. 0,00762939453125 F	0,0010986328125	0,0010986328125	Act. 0,00762939453125 F	0,0010986328125	0,0010986328125	Act. 0,00762939453125 F	0,0010986328125	0,0010986328125
Act. 0,003814697265625 F	0,00054931640625	0,00054931640625	Act. 0,003814697265625 F	0,00054931640625	0,00054931640625	Act. 0,003814697265625 F	0,00054931640625	0,00054931640625	Act. 0,003814697265625 F	0,00054931640625	0,00054931640625
Act. 0,0019073486328125 F	0,000274658203125	0,000274658203125	Act. 0,0019073486328125 F	0,000274658203125	0,000274658203125	Act. 0,0019073486328125 F	0,000274658203125	0,000274658203125	Act. 0,0019073486328125 F	0,000274658203125	0,000274658203125
Act. 0,00095367431640625 F	0,0001373291015625	0,0001373291015625	Act. 0,00095367431640625 F	0,0001373291015625	0,0001373291015625	Act. 0,00095367431640625 F	0,0001373291015625	0,0001373291015625	Act. 0,00095367431640625 F	0,0001373291015625	0,0001373291015625
Act. 0,000476837158203125 F	0,00006866455078125	0,00006866455078125	Act. 0,000476837158203125 F	0,00006866455078125	0,00006866455078125	Act. 0,000476837158203125 F	0,00006866455078125	0,00006866455078125	Act. 0,000476837158203125 F	0,00006866455078125	0,00006866455078125
Act. 0,0002384185791015625 F	0,000034332275390625	0,000034332275390625	Act. 0,0002384185791015625 F	0,000034332275390625	0,000034332275390625	Act. 0,0002384185791015625 F	0,000034332275390625	0,000034332275390625	Act. 0,0002384185791015625 F	0,000034332275390625	0,000034332275390625
Act. 0,00011920928955078125 F	0,0000171661376953125	0,0000171661376953125	Act. 0,00011920928955078125 F	0,0000171661376953125	0,0000171661376953125	Act. 0,00011920928955078125 F	0,0000171661376953125	0,0000171661376953125	Act. 0,00011920928955078125 F	0,0000171661376953125	0,0000171661376953125
Act. 0,000059604644775390625 F	0,00000858306884765625	0,00000858306884765625	Act. 0,000059604644775390625 F	0,00000858306884765625	0,00000858306884765625	Act. 0,000059604644775390625 F	0,00000858306884765625	0,00000858306884765625	Act. 0,000059604644775390625 F	0,00000858306884765625	0,00000858306884765625
Act. 0,0000298023223876953125 F	0,000004291534423828125	0,000004291534423828125	Act. 0,0000298023223876953125 F	0,000004291534423828125	0,000004291534423828125	Act. 0,0000298023223876953125 F	0,000004291534423828125	0,000004291534423828125	Act. 0,0000298023223876953125 F	0,000004291534423828125	0,000004291534423828125
Act. 0,000014901161193828125 F	0,0000021457672119140625	0,0000021457672119140625	Act. 0,000014901161193828125 F	0,0000021457672119140625	0,0000021457672119140625	Act. 0,000014901161193828125 F	0,0000021457672119140625	0,0000021457672119140625	Act. 0,000014901161193828125 F	0,0000021457672119140625	0,0000021457672119140625
Act. 0,0000074505805969140625 F	0,00000107288360595703125	0,00000107288360595703125	Act. 0,0000074505805969140625 F	0,00000107288360595703125	0,00000107288360595703125	Act. 0,0000074505805969140625 F	0,00000107288360595703125	0,00000107288360595703125	Act. 0,0000074505805969140625 F	0,00000107288360595703125	0,00000107288360595703125
Act. 0,00000372529029845703125 F	0,000000536441802978515625	0,000000536441802978515625	Act. 0,00000372529029845703125 F	0,000000536441802978515625	0,000000536441802978515625	Act. 0,00000372529029845703125 F	0,000000536441802978515625	0,000000536441802978515625	Act. 0,00000372529029845703125 F	0,000000536441802978515625	0,000000536441802978515625
Act. 0,000001862645149228571428515625 F	0,00000026822090148928125	0,00000026822090148928125	Act. 0,000001862645149228571428515625 F	0,00000026822090148928125	0,00000026822090148928125	Act. 0,000001862645149228571428515625 F	0,00000026822090148928125	0,00000026822090148928125	Act. 0,000001862645149228571428515625 F	0,00000026822090148928125	0,00000026822090148928125
Act. 0,00000093132257461428571428515625 F	0,000000134110450744640625	0,000000134110450744640625	Act. 0,00000093132257461428571428515625 F	0,000000134110450744640625	0,000000134110450744640625	Act. 0,00000093132257461428571428515625 F	0,000000134110450744640625	0,000000134110450744640625	Act. 0,00000093132257461428571428515625 F	0,000000134110450744640625	0,000000134110450744640625
Act. 0,0000004656612873071428571428515625 F	0,0000000670552253723203125	0,0000000670552253723203125	Act. 0,0000004656612873071428571428515625 F	0,0000000670552253723203125	0,0000000670552253723203125	Act. 0,0000004656612873071428571428515625 F	0,0000000670552253723203125	0,0000000670552253723203125	Act. 0,0000004656612873071428571428515625 F	0,0000000670552253723203125	0,0000000670552253723203125
Act. 0,000000232830643653571428571428515625 F	0,00000003352761268616015625	0,00000003352761268616015625	Act. 0,000000232830643653571428571428515625 F	0,00000003352761268616015625	0,00000003352761268616015625	Act. 0,000000232830643653571428571428515625 F	0,00000003352761268616015625	0,00000003352761268616015625	Act. 0,000000232830643653571428571428515625 F	0,00000003352761268616015625	0,00000003352761268616015625
Act. 0,00000011641532182678571428571428515625 F	0,000000016763806343080078125	0,000000016763806343080078125	Act. 0,00000011641532182678571428571428515625 F	0,000000016763806343080078125	0,000000016763806343080078125	Act. 0,00000011641532182678571428571428515625 F	0,000000016763806343080078125	0,000000016763806343080078125	Act. 0,00000011641532182678571428571428515625 F	0,000000016763806343080078125	0,000000016763806343080078125
Act. 0,0000000582076609133928571428571428515625 F	0,0000000083819031715400390625	0,0000000083819031715400390625	Act. 0,0000000582076609133928571428571428515625 F	0,0000000083819031715400390625	0,0000000083819031715400390625	Act. 0,0000000582076609133928571428571428515625 F	0,0000000083819031715400390625	0,0000000083819031715400390625	Act. 0,0000000582076609133928571428571428515625 F	0,0000000083819031715400390625	0,0000000083819031715400390625
Act. 0,000000029103830456696428571428571428515625 F	0,00000000419095158577001953125	0,00000000419095158577001953125	Act. 0,000000029103830456696428571428571428515625 F	0,00000000419095158577001953125	0,00000000419095158577001953125	Act. 0,000000029103830456696428571428571428515625 F	0,00000000419095158577001953125	0,00000000419095158577001953125	Act. 0,000000029103830456696428571428571428515625 F	0,00000000419095158577001953125	0,00000000419095158577001953125
Act. 0,00000001455191522834821428571428571428515625 F	0,000000002095475792875009765625	0,000000002095475792875009765625	Act. 0,00000001455191522834821428571428571428515625 F	0,000000002095475792875009765625	0,000000002095475792875009765625	Act. 0,00000001455191522834821428571428571428515625 F	0,000000002095475792875009765625	0,000000002095475792875009765625	Act. 0,00000001455191522834821428571428571428515625 F	0,000000002095475792875009765625	0,000000002095475792875009765625
Act. 0,0000000072759576141741171828571428571428515625 F	0,0000000010477378964375048828125	0,0000000010477378964375048828125	Act. 0,0000000072759576141741171828571428571428515625 F	0,0000000010477378964375048828125	0,0000000010477378964375048828125	Act. 0,0000000072759576141741171828571428571428515625 F	0,0000000010477378964375048828125	0,0000000010477378964375048828125	Act. 0,0000000072759576141741171828571428571428515625 F	0,0000000010477378964375048828125	0,0000000010477378964375048828125
Act. 0,000000003637978807087058591428571428571428515625 F	0,00000000052386894821875244140625	0,00000000052386894821875244140625	Act. 0,000000003637978807087058591428571428571428515625 F	0,00000000052386894821875244140625	0,00000000052386894821875244140625	Act. 0,000000003637978807087058591428571428571428515625 F	0,00000000052386894821875244140625	0,00000000052386894821875244140625	Act. 0,000000003637978807087058591428571428571428515625 F	0,00000000052386894821875244140625	0,00000000052386894821875244140625
Act. 0,00000000181898940354352929571428571428571428515625 F	0,000000000261934474109377070703125	0,000000000261934474109377070703125	Act. 0,00000000181898940354352929571428571428571428515625 F	0,000000000261934474109377070703125	0,000000000261934474109377070703125	Act. 0,00000000181898940354352929571428571428571428515625 F	0,000000000261934474109377070703125	0,000000000261934474109377070703125	Act. 0,00000000181898940354352929571428571428571428515625 F	0,000000000261934474109377070703125	0,000000000261934474109377070703125
Act. 0,000000000909494701771764647853542929571428571428515625 F	0,0000000001309672370546885353515625	0,0000000001309672370546885353515625	Act.								

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DEES**
— EUROPE : « La France, l'Allemagne et le passé », par Henri Reynaud ; « Il y a cinquante ans, une occasion manquée : le projet Briand », par Jean-Louis Burban.
3. **ETRANGER**
— La sommation des non-alignés et la situation en Asie du Sud-Est.
5. **ASIE**
— **DIPLOMATIE**
— La visite du président Sadat en Israël.
8. **PROCHE-ORIENT**
— La visite du président Sadat en Israël.
8. **AMERIQUE**
— **NICARAGUA** : scène de la vie révolutionnaire à Managua.
8. **AFRIQUE**
9. **EUROPE**
— Après les festivités de Lord Mountbatten.
- 10-12. **POLITIQUE**
— Les déclarations du chef de l'Etat à Paris-Match : « La France doit s'adapter au monde qui va venir et non à celui qui s'en va ».
- 13-14. **SOCIÉTÉ**
— Des policiers et des « bouviers » (II), par Georges Marion.
— La lutte contre les feux de forêts : « Mythes et responsabilités », par François Léotard.
— Le débat sur l'avortement.
14. **JUSTICE**
— Vingt-cinq autonomistes bretons devant la Cour de sûreté de l'Etat.

LE MONDE DES LIVRES

- PAGES 15 à 19
- LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « Un piège à lumière » de Serge Brandy ; « La Pré-Joli », de Raphaël Pividal.
 - ROMANS : Tombeau pour Edouard, de Maurice Achard ; Guy Crouzet à la chasse aux ténés.
 - POÉSIE : Quand Henri Pichette croque le destin ; Découvrir Paul Celan ; deux poètes du déplacement ; Edouard J. Munk et Michel Alloua.
 - CRITIQUE LITTÉRAIRE : Michel Riquart et la lecture ; L'œuvre éditoriale de Roger Laporte.
 - 20-21. **SUPPLÉMENT EDUCATION**
— La presse à l'école.
 - 22. **EDUCATION**
— Le nouveau statut des enseignants du supérieur : le SNE-Sup dénonce un « coup de force » du ministère des universités.
 - 22. **RELIGION**
— Les illusions de grandeur de Mgr Lefebvre.
 - 22. **MÉDECINE**
 - 22. **SCIENCES**
 - 22. **CATASTROPHES**
— APRÈS LE PASSAGE DE nombreux navires portés secourus : les sinistres de Saint-Martin et de la Dominique.
 - 24. **SPORTS**
— TENNIS : au tournoi des Etats-Unis, Borg est éliminé par Tanner.
 - FOOTBALL : après sa victoire sur la Suède, la France conserve une petite chance dans la Coupe d'Europe des nations.
 - 25 à 27. **CULTURE**
— THEATRE : la saison à Londres et à New-York ; Jean-Marie Patis, seul en scène.
 - EDITION : les nouveautés du Petit Larousse 1980.
 - 31 à 36. **ECONOMIE**
— Le projet de loi de finances pour 1980.
 - SOCIAL : prévues pour le 12 décembre, les élections provinciales auront-elles lieu ?

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27)
Annonces classées (28 et 29) ; Aujourd'hui (21) ; Carnet (30) ; « Journal officiel » (23) ; Loterie nationale, Loto (23) ; Météorologie (23) ; Mots croisés (23) ; Bourse (37).

Le numéro du « Monde » daté 6 septembre 1979 a été tiré à 571 748 exemplaires.

A B C D E F G

DANS L'HÉRAULT

Des malversations auraient été commises au casino de la Grande-Motte

La police enquête après les « révélations » d'un croupier mettant en cause la direction

De notre envoyé spécial

Montpellier. — Décidément, rien ne va plus dans les casinos. Après Dieppe, Forges-les-Bains et Enghien, où plus de cinquante croupiers ont été inculpés après la découverte d'importantes fraudes, c'est maintenant à la Grande-Motte (Hérault) qu'un autre genre de malversation a été découvert. Dans ce dernier cas, il ne s'agit plus de croupiers mais de membres du comité de direction qui seraient directement impliqués dans une escroquerie dont le montant ne peut, pour l'instant, être chiffré. Le plus grand secret est gardé au sujet de cette affaire dont la portée ne peut encore être appréciée en raison de la discrétion du service des renseignements généraux qui dirige l'enquête.

Le dossier apparaît d'ores et déjà comme solidement ficelé. Deux policiers du service de la brigade des courses et jeux de Paris sont venus prêter main-forte à leurs collègues montpelliérains. L'enquête devrait, en principe, aboutir vers la fin de la semaine. Une enquête qui a pour point de départ les déclarations d'un croupier aux inspecteurs des renseignements généraux chargés de la surveillance des casinos. Pour quelle raison cet employé s'est-il tout à coup paré ? Il est impossible de le dire pour l'instant, d'autant plus que son identité est gardée secrète. Toujours est-il qu'un beau jour, vers la fin de la semaine dernière, il a, comme on dit, « vendu la mèche ». Règlement de comptes, intrigues, ruses, tout est là. Il a tout simplement accusé des membres de la direction de « se servir », à la fin de la soirée, au moment où sont comptées les recettes des tables de roulette.

Comment tricher ?

Le procédé qu'il a dénoncé est d'une grande simplicité. Pour le comprendre, il faut savoir que, à 4 heures du matin, les jeux terminés, l'équipe des croupiers aligne sur le tapis vert jetons, plaques, billets de banque. Tout est compté, noté, transcrit. Le rite est immuable, l'opération rapide. Elle se déroule devant tout le monde et à haute voix. Le responsable des jeux, ou le chef de partie, inscrit les sommes sur les carnets d'avance. Ensuite on fait le total. On déduit le montant de l'encaisse et on obtient la recette de la table. L'argent prend alors la direction des coffres-forts et les carnets de la direction sont remis au service de comptabilité. Comment tricher ? Tout simplement, selon le croupier délateur, en inscrivant un chiffre de recette inférieur à la réalité et en empochant la différence.

Mais cela suppose un certain nombre de complications car les carnets d'avance doivent être signés. Les problèmes se posent : il faut que le responsable des jeux, ou le chef de partie, ne puisse pas ne pas s'apercevoir de la fraude, que le directeur des jeux ne puisse l'ignorer. Ce dernier, le directeur Henri Lafarge, ancien médecin militaire en Algérie, qui dit avoir investi 8 millions de francs dans le casino de la Grande-Motte, affirme que tout cela est impossible, que « cette affaire est inventée », que l'on veut « le couler pour reprendre le casino », que cela « n'a pas de sens ». Le directeur responsable,

RANÇON

AVANT ENLÈVEMENT
« Si vous voulez conserver votre fille en bonne santé, dit la voix au téléphone, il faut vous rendre, avec 200 000 francs, à la résidence Saint-Jean, au centre de la ville » : la menace a suffi ; cette mère de famille d'Arras (Pas-de-Calais) a craint, le mardi 4 septembre, pour la santé de sa fille qui réside actuellement dans la région parisienne : elle a alerté la police et réuni 13 000 francs en coupures de 100 francs, avant de se rendre au rendez-vous fixé. Peine perdue : il n'y avait personne ; la police fouilla, mais en vain, le bloc de maison. Rentrée chez elle, cette mère de famille reçoit un deuxième coup de téléphone : un nouveau rendez-vous est fixé à la piscine. Elle s'y rend sur-le-champ, avec une hâte telle que la police arrive sur les lieux trois minutes après elle, trois minutes qui auront suffi au malfaiteur, sur une moto, pour s'emparer de la sacoche contenant l'argent. L'auteur présumé de ce chantage a été arrêté. Il s'agit d'un jeune homme âgé de vingt-trois ans, M. Pascal Frodot, manœuvre intérimaire.

M. Pascal Frodot, manœuvre intérimaire, a été condamné, en audience de flagrant délit, à dix mois de prison.

Emballlement du cours de l'or qui dépasse les 340 dollars l'once à Londres

Nouveau bond en avant des cours de l'or : au cours des premières heures de la matinée de jeudi, le prix du métal précieux a monté encore de plus de 10 dollars à Londres. Au plus haut, il a atteint 341,5 dollars l'once (31,103 grammes) alors qu'il avait été coté par opposition mercredi après-midi 329 dollars. La cause immédiate de ce nouvel emballlement, provoqué par une avalanche d'ordres d'achats dès l'ouverture du marché, a été la publication de la dernière vente aux enchères du Fonds monétaire qui a eu lieu mercredi. Les 440 000 onces adjugées ont été cédées au cours moyen de 333,24 dollars l'once, soit 48,85 dollars de plus que le cours de l'enchère du mois d'août. Meux encore, le F.M.I. a fait savoir que les souscriptions avaient porté sur un total de 1 646 000 onces.

Il semble aussi que les producteurs sud-africains réduisant au maximum leurs livraisons, ce qui pourrait être un autre facteur de hausse dont le principal motif, répétons-le, est évidemment le sentiment d'insécurité que l'inspiration de la situation mondiale internationale. Les taux d'intérêt à court terme ont beau être relevés aux Etats-Unis, où l'argent au jour le jour se situe autour de 11,5 % (et depuis le 27 août, le « prime rate » bancaire à 11,25 %), ce mouvement n'a pas encore réussi à calmer l'appéhension des milieux financiers et du public en général. D'abord, parce que la demande de crédit ne se ralentit toujours pas aux Etats-Unis.

Ensuite, parce que l'on sent bien que tout relèvement des taux d'intérêt américains risquerait d'être immédiatement suivi par une nouvelle augmentation du taux de l'argent en Allemagne fédérale, où les tendances inflationnistes sont toujours à l'œuvre.

Jeudi matin, la devise américaine a continué à s'affaiblir sur toutes les places. On l'a coté à Paris 4,2280 F, 1,8120 DM à Francfort et 1,6440 franc suisse à Zurich. Quant à la livre, elle progressait encore jusqu'à 2,25 dollars.

Les dernières statistiques publiées à Washington par la Réserve fédérale et le Trésor des Etats-Unis résument que, au cours de la période de trois mois qui s'est terminée au 31 juillet, les autorités monétaires américaines ont vendu l'équivalent de 5 414 millions de dollars en devises fortes (deutsche marks et francs suisses). Ces devises américaines ont été émises par la Bundesbank et de la Banque nationale suisse dans le cadre des accords de swap conclus avec ces banques centrales. Ce montant n'a été dépassé qu'une seule fois (pendant la période allant de novembre 1976 à janvier 1979). Aux interventions américaines doivent s'ajouter celles auxquelles procèdent directement les instituts d'émission d'Europe et éventuellement du Japon. Depuis une dizaine de jours, il semble bien que la Bundesbank rachète des quantités très importantes de dollars pour freiner le mouvement de baisse. — P. F.

Deux nominations

M. CHARLES JEANTELOT EST NOMMÉ AMBASSADEUR A ADEN

Le Journal officiel du vendredi 7 septembre publie la nomination de M. Charles JeanteLOT comme ambassadeur à Aden, en République démocratique populaire du Yémen (Yémen du sud), en remplacement de M. Maurice Chéreau, récemment nommé ambassadeur en Mauritanie (Le Monde daté 29-30 juillet).

[Né en 1925, M. JeanteLOT, après des services de guerre (1944-1948), est entré dans l'armée (jusqu'en 1952). Entré aux affaires étrangères en 1952, il a été en poste à Rabat (jusqu'en 1955), à Damas (1955-1958), à Tripoli (1958-1961), ainsi qu'à deux reprises à la direction des affaires arabes (1961-1963 et 1965-1967). Il a été ambassadeur (1967-1970) et était depuis 1970 consul général à Tanger.

M. BLANCARD PRÉSIDENT DE LA SOGEPA

M. Jean Blancard a été nommé, par le conseil d'administration de la SOGEPA, président de la société chargée de gérer les parts de l'Etat dans les sociétés aéronautiques Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation et Aerospace. Cette société, la SOGEPA, a été créée par décision prise en conseil des ministres au mois de juillet (Le Monde du 14 juillet) en dépit de l'opposition du Parlement à sa création (Le Monde du 17 et du 18 mai).

[Né en 1919, M. Blancard, ingénieur des mines et ancien élève de l'Ecole polytechnique, a été occupé de nombreux postes dans la haute administration. Il a notamment été délégué ministériel pour l'armée de l'air (1952-1954), président de la SOGEP (Société française de recherches et d'expériences aéronautiques) de 1954 à 1958, vice-président de la SOGEP (1958-1960), p.p.g. de la SOGEP (1960-1961), directeur général pour l'armement (1961-1973), délégué général pour l'énergie (1973-1975). Depuis mars 1975, il est président du conseil d'administration du Gas de France.]

CAPELOU ELEMENTS

De nombreuses combinaisons sont possibles avec nos ensembles : vêtements, accessoires, bijoux, etc. La plupart de vos problèmes de places peuvent être facilement résolus. Nos éléments sont en VÉRITABLE BOIS (lattes) style du contemporain, chaise, table, miroir ou lampe. CREDIT FINANCIER.

CAPELOU
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - PARIS 11
Métro Fontainebleau - Parking assuré
Tél. 357 46 35

Ancien commandant de « Normandie-Niemen »

Le général Pierre Pouyade est mort

Le général Pierre Pouyade, ancien commandant de l'escadron Normandie-Niemen, ancien député de la Corrèze et du Var, est mort à Bantol des suites d'une longue maladie.

Pierre Pouyade est né le 25 juillet 1911 à Cérilly (Yonne). Fils de militaire, il entre au lycée de Saint-Cyr en 1929. Officier pilote, il est en Indochine en 1942 lorsque, sur le point d'être arrêté pour ses activités antijaponaises, il s'échappe en avion, traverse la Chine puis Londres. Il commande en 1943 l'escadron français qui se bat au sein de l'armée soviétique et qui, intégré dans la 338^e division de chasse du général Zakharenko, deviendra le régiment « Normandie-Niemen ».

Le régiment, équipé de chasseurs soviétiques, infligera de lourdes pertes à l'ennemi et perdra soixante-dix de ses cent dix pilotes. Il deviendra le symbole de l'amitié entre la France et l'U.R.S.S.

A son retour en France, il est nommé inspecteur de l'aviation le 1^{er} septembre 1945. Il est promu commandant en chef de la 3^e escadre de la République en 1947. En 1955, le colonel Pouyade est nommé attaché militaire naval et de l'air en Argentine. Il est mis en congé du personnel navigant avec le grade de général de brigade aérienne.

En novembre 1958, il se présente à Brive comme candidat

■ Les policiers espagnols du port d'Algeiras (province de Cadix, Andalousie) ont saisi, mercredi 6 septembre, une centaine de kilos de haschisch qui transparaissent dans des sacs en plastique. Ce même jour, une tonne de haschisch a été saisie par la gendarmerie française, Mme Josiane Dany, vingt-six ans, a été arrêtée par la garde civile du port de la ville de Brive et a été saisie dans sa voiture 2 kilos de haschisch. — (A.F.P.).

■ Intoxication dans une piscine. — A la piscine de Saint-André (Nord), huit enfants et trois adultes ont été hospitalisés après une intoxication au chlore survenue mercredi 5 septembre. Un mauvais dosage serait responsable de cet incident, qui a nécessité l'évacuation de toutes les personnes présentes. — Cor-

LE MONDE diplomatique

de septembre
EST PARU

Au sommaire :

INCERTAINE AMÉRIQUE :
un capitalisme divisé

Dat-Trucks
Chrysler-Talbot
vont coopérer

difficultés économiques à

pour du vide Les rumeurs de
et l'or provoquent l'



LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS « COUTURE » AUTOMNE-HIVER

LES SOIES D'ARHOUTE
LES CHAÎNES DE KAPLAN
LES LODES DE FRANÇOIS JOSEPH
LES ÉTANES DES MÉDICIS
LES TWEEDS DE WALTER SCOTT
LES RÉVERSIBLES DE DON GIOVANNI
LES CARRES ET BAGES DE PYTHAGORE
LES DENTELLES DE CELIMENE
LES LAMES DE SCHENKRADE
LES POILS DE CHAMEAU
DE MARCO POLO
LES ÉCOSSAIS DE MARIE STUART
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LOTO c'est facile



Foro
à l'éche

FRED